

fonction publique

CGFP
Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 224

novembre/
décembre 2012

44^e année

paraît 6 fois par an

Manège et réalité

Chaque année à l'approche des discussions budgétaires à la Chambre, l'agitation politique reprend de plus belle. Les mêmes esprits inspirés, comme par le passé, se sentent une fois de plus en odeur de génialité financière pour annoncer l'apocalypse de notre économie et partant des finances publiques au cas où le gouvernement n'écouterait pas leurs conseils éclairés et désintéressés évidemment. Cette fois-ci, il y a même du nouveau dans la mise en scène. En effet, à peine le Ministre des Finances eut-il déposé, le 2 octobre, son projet de budget pour 2013, après de longs concilia-bules avec les responsables de la coalition gouvernementale, qu'une levée de boucliers générale de ces mêmes responsables, appuyée encore par les ténors de l'opposition, prit à partie l'auteur du document en question comme si c'était l'œuvre d'un néophyte, un véritable affront pour le ministre. Jetant par-dessus bord le sacro-saint principe de la séparation des pouvoirs, ces mêmes parlementaires, fiers comme Artaban, promirent au pays de faire mieux et d'économiser 250 millions supplémentaires dans les dépenses, provoquant sans doute le sourire désabusé de Keynes dans sa tombe.

Les nouveaux démiurges budgétaires mirent un mois à confectonner le nouveau budget – des amendements parlementaires auraient pu aboutir au même résultat – mais quelle ne fut la stupéfaction du commun des mortels quand il découvrit que la nouvelle donne, loin de réduire les dépenses, au contraire les augmenta et que le déficit voulu d'après la politique anticyclique du gouvernement fut certes réduit mais par des ponctions fiscales sensibles sur le dos du contribuable. Comme le dit si joliment le proverbe: «*la montagne avait accouché d'une souris*», et encore de quelle souris!

La Chambre des fonctionnaires et employés publics, dans son avis solidement fondé sur des données

réelles et non pas sur des élucubrations à l'emporte-pièce colportées à satiété par des médias aveugles ou serviles, mit fin à cette mascarade, indigne d'un fonctionnement normal d'institutions démocratiques, en appelant les choses par leur nom.

Il faut que l'opinion publique comprenne enfin la réalité de la situation économique du pays et des finances publiques. La crise économique et budgétaire dans laquelle se débattent la plupart des pays de l'Union Européenne pèse bien entendu sur notre croissance économique et sur notre équilibre budgétaire. Cependant, nous nous portons beaucoup mieux que nos partenaires européens et notre déficit budgétaire en 2011 s'est réduit de 0,83% à 0,33% du PIB, loin des 3% des critères de Maastricht et des prophéties des oiseaux de malheur.

Notre dette publique elle aussi a diminué jusqu'à 18,3% du PIB, loin des 60% autorisés par Maastricht. Les chiffres les plus récents portant sur 2012, 2013 et autres ne sont que des pronostics hasardeux de nos producteurs de pessimisme qui, dans le passé, ont toujours été, à une exception près, à côté de la plaque, bien pires que Madame Soleil. La crise actuelle est essentiellement conjoncturelle et non pas structurelle comme l'affirment nos émules d'Abraham a Santa Clara.

Si nous l'avons échappé belle jusqu'à présent, c'est grâce à l'action énergique et rapide du gouvernement, donc de l'État. Dans le monde de la globalisation, les États n'ont pas seulement à jouer un rôle politique comme par le passé mais aussi le rôle d'intervenant économique, c'est-à-dire de sauveur in extremis en cas de crise et de promoteur de la croissance économique.

D'autres préjugés cultivés avec obstination par les détracteurs de la Fonction publique, à savoir que le poids de l'État dans les dépenses publiques serait insupportable et que la Fonction publique serait pléthorique et trop onéreuse, sont



à leur tour réfutés par des statistiques objectives internationales qui révèlent qu'au Luxembourg, le poids de l'État et celui de la Fonction publique sont bien plus bas que dans l'immense majorité des États membres de l'UE.

Si le budget du 2 octobre représentait dans une certaine mesure une tentative d'équilibre entre la volonté de réduire le déficit et la nécessité de sauvegarder voire de stimuler la croissance, celui du 6 novembre par contre a la marque de l'austérité et portera un coup net à la reprise économique. Or, dans la crise que nous traversons, l'art de gouverner consiste précisément à maîtriser les déficits tout en maintenant la croissance économique.

Au niveau européen, le remède de cheval infligé à la Grèce pour réduire son déficit astronomique par une politique d'austérité impitoyable, malgré des dizaines de milliards d'aide européenne, a jusqu'à présent abouti à augmenter ce même déficit de 120% du PIB en 2008 à plus de 180% en 2012, avec comme Fata Morgana le retour à 120% en 2020 ou 2022. «*Wer's glaubt wird*

selig» aurait maugréé Martin Luther. Que la population grecque, victime de la corruption et des frasques financières des clans au pouvoir à Athènes, puisse supporter un pareil régime pendant 10 ans relève de l'inconscience ou de pire encore. Que les Portugais, les Espagnols et les Italiens se rebiffent devant de telles perspectives d'avenir ne peut guère surprendre. Ce qui est le plus étonnant, c'est que cette même politique déflationniste, pratiquée par le chancelier Heinrich Brüning de 1930 à 1932 avec les résultats économiques et surtout politiques que l'on connaît, soit imposée à ses partenaires européens chancelants par Angela Merkel laisse pantois et fait penser à la célèbre expression de George Santayana: «*Celui qui oublie l'histoire est condamné à la revivre*».

Espérons qu'il n'a pas toujours raison. À nos propres champions d'austérité budgétaire, un petit détour dans l'histoire ferait également du bien.

Emile HAAG

**fonction
publique**

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

CGFP

Éditeur: CGFP
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Europäische Union Unabhängiger Gewerkschaften (CESI)

CGFP-Generalsekretär Romain Wolff zum neuen CESI-Vorsitzenden gewählt

Sechster ordentlicher CESI-Kongress fand in Brüssel statt

Romain Wolff heißt der neue Vorsitzende der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI). Im Rahmen des jüngsten CESI-Kongresses am 1. Dezember in Brüssel wurde der CGFP-Generalsekretär mit überragender Mehrheit zum neuen CESI-Präsidenten gewählt. Romain Wolff tritt damit die Nachfolge von Peter Heesen (Deutscher Beamtenbund / dbb) und Fritz Neugebauer (Gewerkschaft öffentlicher Dienst, Österreich / GöD) an, die sich diesen Spitzenposten auf europäischer Gewerkschaftsebene zuletzt teilten.

Acht Jahre lang hatte Romain Wolff bereits das Amt des stellvertretenden Vorsitzenden der CESI inne. Somit ist die Gewerkschaftsarbeit auf europäischer Ebene für ihn nicht neu. Als stellvertretender Vorsitzender und zuvor bereits als Beisitzender im CESI-Vorstand konnte er sich in all den Jahren eingehend mit den Ideen und den Zielsetzungen der CESI beschäftigen und auseinandersetzen.

Als europäischer Dachverband für Gewerkschaftsorganisationen aus zahlreichen europäischen Ländern vertritt die Europäische Union der Unabhängigen Gewerkschaften die Interessen von mehreren Millionen Arbeitnehmern. Als anerkannter europäischer Sozialpartner nimmt die CESI aktiv am Prozess des europäischen sozialen Dialogs teil.

Wir lebten in einer Zeit, in der die Wirtschaftskrise und deren Auswirkungen auf sämtliche Arbeitnehmer innerhalb von Europa noch nicht überwunden seien, meinte eingangs seiner Ansprache in Brüssel Romain Wolff. Und genau aus diesem Grunde bräuchten wir gerade jetzt starke Gewerkschaftsorganisationen wie die CESI, die sich in Anbetracht der daraus resultierenden Probleme mit Nachdruck an der Erarbeitung von Lösungen beteiligten.

Hinsichtlich der Gewerkschaftsarbeit in seinem Heimatland Luxemburg erinnerte Romain Wolff daran, dass er das Amt des Generalsekretärs der CGFP, der einzigen national repräsentativen Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst im Großherzogtum, seit nunmehr fast acht Jahren inne habe. Seit ihrer Gründung im Jahre 1967 habe sich die CGFP nicht nur für die berufliche und soziale Besserstellung ihrer Mitglieder stark gemacht, sondern habe sie darüber hinaus auch noch wesentliche Impulse in wichtigen Gesellschaftsfragen gegeben. Das Wirken der CGFP zeige somit deutliche Parallelen zu der von der CESI auf europäischer Ebene geleisteten Gewerkschaftsarbeit auf, insbesondere was deren Teilnahme am europäischen Sozialdialog angehe.

Die freie Marktwirtschaft, der Binnenmarkt und der Euro seien trotz Krise nach wie vor Merkmale, die das Gesicht Europas widerspiegeln. Doch reichten diese Aspekte nicht aus, um den Millionen von europäischen Arbeitnehmern, die die CESI vertrete, Genugtuung zu geben. Die CESI jedenfalls vertrete die Auffassung, dass sich Europa seinen Bürgern verstärkt annähern müsse, um auf diese Weise sein soziales Gesicht zu zeigen. Die CESI jedenfalls sei darauf bedacht, ihren Beitrag hin zu einem echten Sozialdialog zu leisten, zu einem Dialog, bei dem im beiderseitigen Respekt diskutiert, zugehört und Fragen gestellt würden. Sehr häufig führten solche Gespräche dann zu einem Konsens, bei dem jeder seine Ideen wiederfinde.

In Luxemburg, so Romain Wolff weiter, sei der Sozialdialog aus einer langen Tradition heraus erwachsen, auch wenn

Der neugewählte Vorsitzende der CESI, Romain Wolff



Foto: © EUEYS / CESI

die Fortführung dieser Tradition derzeit eher fraglich sei, dies aufgrund einer Krise, die die Unfähigkeit des Marktes, allen Bürgerinnen und Bürgern den uneingeschränkten Zugang zu ihren Rechten zu gewährleisten, deutlich gemacht habe. Gerade auch vor diesem Hintergrund sei es die Aufgabe der CESI, sich weiterhin für ein Europa der Bürger und den Erhalt von qualitativ hochwertigen öffentlichen Diensten einzusetzen, die mustergültige Beschäftigungs- und Arbeitsbedingungen kannten, die allesamt Garant seien für eine solide soziale Kohäsion innerhalb von Europa.

Gerade in der augenblicklichen Situation den Kopf hängen zu lassen, könne für einen überzeugten Gewerkschafter nicht in Frage kommen. Gewerkschaftsarbeit innerhalb der CESI sei alles andere als ein Selbstzweck. Und Romain Wolff wörtlich: „Wir vertreten Millionen von Arbeitnehmern in Europa. Für die Wahrung ihrer Interessen und die Verbesserung ihrer Arbeitsbedingungen gilt es einzutreten. Nur deshalb sind wir hier!“

Gerade in einer Zeit, in der diejenigen, welche die Krise verursacht hätten, gänzlich ungeschoren davongämen, und in der die Steuerlast, insbesondere der Haushalte und natürlichen Personen, laufend steige, sei ein proaktives Handeln von absoluter Notwendigkeit, mahnte Romain Wolff. Dabei müsse die Basis verstärkt in die Ausarbeitung von Lösungsvorschlägen mit eingebunden werden, die Anliegen der Jugendlichen müssten mehr als bisher berücksichtigt werden, politische Kontakte müssten auf- und ausgebaut sowie eine verstärkte Öffentlichkeitsarbeit praktiziert werden. Und in Bereichen, wo dies noch nicht vollends gelungen sei, müsse sich nachhaltig und zielstrebig für die volle Teilnahme der CESI am Sozialdialog eingesetzt werden. Gerade in wirtschaftlich schwierigen Zeiten, wie wir sie derzeit kannten, sei es die Aufgabe der Gewerkschaften, sich diesen Herausforderungen im Interesse aller Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer zu stellen, und das sowohl auf nationaler als auch auf europäischer Ebene. Romain Wolff:

„Gerade jetzt gilt es für uns Gewerkschaften, Lösungsvorschläge auszuarbeiten und vorzulegen und auf gar keinen Fall in Resignation zu verfallen.“

Dass sich die CESI ihrer Verantwortung den europäischen Arbeitnehmern gegenüber vollends bewusst sei, machte der CGFP-Generalsekretär anhand konkreter Beispiele deutlich:

So sei der Dialog zwischen Arbeitnehmern und Arbeitgebern ein Grundpfeiler des europäischen Sozialmodells, den es weiter zu fördern gelte. Einer reinen Austeritätspolitik zur Sanierung der Finanzlage der europäischen Staaten, ohne konjunkturankurbelnde Maßnahmen, könne aus Gewerkschaftssicht nichts Gutes abgewonnen werden. Stattdessen müssten im sozialen Dialog Mittel und Wege erarbeitet werden, um die in verschiedenen europäischen Ländern dramatisch steigenden Arbeitslosenzahlen in den Griff zu bekommen und somit zahlreichen Jugendlichen, aber auch allen anderen Erwerbslosen, wieder eine Perspektive zu geben. Und schließlich zeige die Erfahrung, dass gewisse Privatisierungen vormaliger öffentlicher Dienste in Europa in den vergangenen Jahren viel zu weit gegangen seien.

Eines jedenfalls dürften wir nicht vergessen: Die EU-Mitgliedstaaten und ihre öffentlichen Verwaltungen seien seit jeher Garant des Friedens, des Wohlstandes und der Demokratie. Allein schon aus diesem Grunde müssten sie voll funktionsfähig bleiben, und es dürfe zu keinen weiteren Privatisierungen von öffentlichen Dienstleistungen kommen.

In den nächsten vier Jahren, der Dauer einer Mandatsperiode bei der CESI, gelte es nun, gemeinsam vieles zu bewirken, „im Interesse all derjenigen, die für das Gemeinwohl eine sinnvolle Arbeit leisten.“

s.h.

Der im Rahmen des CESI-Kongresses in Brüssel angenommene Leitantrag zum Thema „Pour une Europe sociale et démocratique“ finden interessierte Leser im Wortlaut auf den Seiten 25 bis 27 in dieser Ausgabe.



Zahlreiche Delegierte nahmen am sechsten ordentlichen Kongress der CESI in Brüssel teil

Foto: Steve Heilliger

Haushaltsgutachten der Staatsbeamtenkammer:

„Un pavé dans la mare!“

In ihrem Gutachten zum Gesetzesvorschlag für den Staatshaushalt 2013 bescheinigt die Staatsbeamtenkammer der Regierung, am 2. Oktober einen ausgewogenen Kompromiss vorgelegt zu haben, der bemüht ist, einen Ausgleich sicherzustellen zwischen der Notwendigkeit, die Staatskonten mit Ende der Krise wieder ins Gleichgewicht zu bringen, und der Verantwortung, der Verschlechterung der Wirtschaftslage sachlich entgegenzuwirken, ganz im Sinne der Politik der „ruhigen Hand“, die in den vergangenen Jahren die erfolgreiche Krisenbewältigung in Luxemburg prägte.

Hingegen wird die am Projekt geübte rüde und unsachliche Kritik, besonders aus den Kammerfraktionen, als bedauerlicher Medienklamakau gewertet. Die dabei aufgestellten Thesen widersprechen der realen Finanzlage und die Forderungen sind ob ihrer wirtschaftlichen Konsequenzen unverantwortlich angesichts der anhaltenden Krise.

Zum novellierten Budgetprojekt vom 6. November merkt die Kammer an, dass darin die von parlamentarischer Seite geforderten und versprochenen Ausgaben-Kürzungen von 200 bis 250 Millionen Euro keineswegs zu finden sind, nehmen doch die Budgetausgaben netto sogar um 19 Millionen zu! Das Budgetdefizit wurde zwar um 162 Millionen abgesenkt, aber nur, weil sich die Steuereinnahmen um 182 Millionen erhöhen, davon 128 Millionen (oder 70% des Totals) zu Lasten der Haushalte und Arbeitnehmer!

Auch wenn die derzeitige Lage der Staatsfinanzen von den meisten Politikern und Journalisten immer wieder als extrem desolat hingestellt wird, so beruhen diese Behauptungen vornehmlich auf der ständigen Wiederholung von Fehlinformationen aus zweiter Hand, wie die Staatsbeamtenkammer unterstreicht. Tatsächlich sind Luxemburgs öffentliche Finanzen besser als ihr Ruf, und sogar mustergültig, nicht nur im europäischen Vergleich.

Die offiziellen absoluten Zahlen sind eindeutig. Die letzten verfügbaren harten Fakten, aus den abgeschlossenen Haushaltskonten von 2011, belegen nämlich, dass im abgelaufenen Jahr die Staatseinnahmen um +9,7% oder +912 Millionen Euro zugelegt haben, dass der laufende Budget-Jahressaldo sich um +412 Millionen Euro verbessert hat, von +362 Millionen auf +773 Millionen Euro, und dass demnach auch die



Vor Journalisten kommentierten die Verantwortlichen der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten ihr Gutachten zu der Haushaltsvorlage für das Jahr 2013

Staatsschuld sich von 16,8% auf 16,0% des Brutto-Inlandsproduktes (BIP) verringern konnte. Schließlich hat ebenfalls das Defizit des Gesamtstaates (einschließlich also des Gemeindesektors und der Sozialversicherungen) sich nach der Maastricht-Rechenmethode um +191 Millionen Euro verbessert, was zu einer Verringerung des Defizits von vorher -0,83% auf -0,33% des BIP geführt hat, weit entfernt von der europäischen 3%-Grenze (die neben Luxemburg nur sehr wenige EU-Mitgliedsländer beachten), ebenfalls weit entfernt von der offiziellen Voraussage eines Defizits von 3,0% für 2011.

Bei allen rezenteren Zahlen, betreffend 2012, 2013 und die Folgejahre, handelt es sich lediglich um reine Prognosen, die allesamt aus Quellen stammen, die sich in den vergangenen Jahren und Jahrzehnten stets (mit Ausnahme des Jahres 2009) als viel zu pessimistisch erwiesen haben. Es gehört daher schon eine extreme, unkritische Leichtgläubigkeit dazu, um derartige Prophezeiungen eins zu eins zu übernehmen, dann ein regelrechtes Weltuntergangsszenario zu zeichnen und dieses mit absoluter Gewissheit zu verkünden. Wohl wirkt sich jetzt der erneute Konjunkturereinbruch

auch negativ auf die öffentlichen Konten aus, doch ist das gängige Bild total verlotteter Staatsfinanzen eine groteske Überzeichnung der Realität, wie es ja auch der Staatsminister unterstrichen hat.

Hinter der seit langem laufenden Desinformation zum Thema Staatsfinanzen stehen die von gewissen Patronatskreisen finanzierten „think tanks“ und die „Spinndoktoren“ ihrer Propaganda-Schmieden. Mit dem geforderten „schlanken Staat“ ist in Wirklichkeit ein schwacher Staat gemeint, der in diesen Krisenzeiten aber für unser Land fatal wäre.

Die Staatsbeamtenkammer plädiert für einen ausgeglichenen Haushalt und für einen weitgehend schuldenfreien Staat, sobald die Konjunktur dies erlaubt, nicht aber zum Preis eines brutalen Abwürgens des Wachstums. Somit verwirft sie den geforderten radikalen Sparkurs als nicht angebracht und begrüßt es, dass die Regierung den extremen Forderungen widerstanden hat. Der vom Patronat verlangte generelle Sozialabbau ist zudem, auch aus rein volkswirtschaftlicher Sicht, die falsche Strategie angesichts der verschärften Konjunkturlage.

Mit eindeutigen Zitaten belegt die Staatsbeamtenkammer, dass ein budgetärer Radikalkurs in Widerspruch steht zu den Empfehlungen des Internationalen Währungsfonds an den Luxemburger Staat, von dem vor allem im Investitionsbereich eine mutige Ausgaben-Politik eingefordert wird, zugunsten einer schnellen konjunkturellen Erholung und der Sicherung eines soliden Langzeitwachstums.

Im Haushaltsgutachten wird ferner hervorgehoben, dass die nominale Staatsschuld deutlich übertraffen wird durch das Volumen der Finanzaktiva des Luxemburger Staates, von mindestens 10 bis 12 Milliarden Euro, die vor allem den Besitz der Staatsbetriebe und Beteiligungen an Privatunternehmen darstellen. Die Kammer erinnert dabei an ihren Vorschlag aus den Vorjahren – ähnliche Überlegungen kommen nun auch aus der Bankenwelt – diese Aktiva in einem starken Beteiligungsfonds zu bündeln, der künftige staatliche Kapitaleingriffe in den Privatsektor übernehmen könnte ohne Verwendung budgetärer Mittel und Mechanismen, sollten solche Schritte den politischen Entscheidungsträgern als notwendig und sinnvoll erscheinen.

Ungarische Gewerkschaftsdelegation zum Gedankenaustausch in Luxemburg

Zu einem Arbeitsbesuch empfingen die CGFP und die Berufskammer der öffentlichen Bediensteten vor kurzem eine Delegation der ungarischen Gewerkschaftsorganisation MKKSZ in Luxemburg. CGFP und MKKSZ sind beide Mitgliedsorganisationen der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI) und arbeiten so bereits seit geraumer Zeit in europäischen Fragen eng zusammen.

Bei den in freundschaftlicher Atmosphäre in Luxemburg stattgefundenen Gesprächen ging es in erster Linie um die Gewerkschaftsarbeit in beiden Ländern und insbesondere um die Aufgabenaufteilung zwischen der in Luxemburg national repräsentativen Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst, der CGFP also, und der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten.

Großes Interesse bekundeten die Gäste aus Ungarn dabei vor allem an der Funktionsweise der Beamten- und Angestelltenkammer im Interesse



Bei den in freundschaftlicher Atmosphäre in Luxemburg stattgefundenen Gesprächen ging es in erster Linie um die Aufgabenaufteilung zwischen der in Luxemburg national repräsentativen Gewerkschaftsorganisation für den öffentlichen Dienst, der CGFP also, und der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten

ihrer Mitglieder, dies umso mehr, als Ungarn unmittelbar vor der Schaffung von Berufskammern stehe und die Gründung solcher Einrichtungen

in Anlehnung an das Luxemburger Modell geschehen soll.

Ein Empfang in der Luxemburger Berufskammer der öffentlichen Be-

diensetzten rundete den zweitägigen Besuch der ungarischen Delegation dann auch auf eindrucksvolle Weise ab.

46. Vorständekonferenz der CGFP

CGFP: Sozialer Besitzstand muss erhalten bleiben

„Reformvorhaben weicht noch immer vom Verhandlungsergebnis ab“

Wenn die Regierung ihren Verpflichtungen nicht nachkommen sollte, verliere sie nicht nur massiv an Glaubwürdigkeit, sondern riskiere sie einen weitreichenden Sozialkonflikt im öffentlichen Dienst, mahnte am Montag, dem 10. Dezember 2012, vor der 46. CGFP-Vorständekonferenz die CGFP-Führung mit Blick auf die Reform- und Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst. Die „Conférence des Comités“ ist nach wie vor das wichtigste Ereignis im Jahreskalender der CGFP. Auch die Standortbestimmung vom vergangenen 10. Dezember stellte die Geschlossenheit und Solidarität im öffentlichen Dienst wieder einmal eindrucksvoll unter Beweis.

Der große Festsaal des „Parc Hôtel Alvisse“ in Dommeldingen war bis auf den letzten Platz besetzt, als CGFP-Nationalpräsident Emile Haag die überaus zahlreich erschienenen Gäste und Delegierten zur 46. Vorständekonferenz der Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP willkommen hieß. Unter den statutarischen Organen der CGFP nimmt die „Conférence des Comités“, die Zusammenkunft der Vorstände der über 60 CGFP-Fachverbände, einen ganz besonderen Stellenwert ein, verabschiedet sie doch das aktualisierte Aktionsprogramm der CGFP und nimmt Stellung zu den brennenden Gegenwartsproblemen.

Nach einleitenden Begrüßungsworten von CGFP-Nationalpräsident Emile Haag, der bereits den Ton angab, und den Ausführungen des Ersten CGFP-Vizepräsidenten Claude Heiser zum gesellschaftlichen Zusammenhalt trat CGFP-Generalsekretär Romain Wolff zu seiner programmatischen Standortbestimmung ans Rednerpult.

Neben allgemeinen wirtschaftspolitischen Betrachtungen und einem detaillierten Rückblick auf das Jahr 2012 mit all seinen Krisen und Katastrophen, aber auch konkreten Kritiken und Forderungen zu den in diesem Jahr mit der Regierung erzielten Abkommen, zog sich die Haushaltsvorlage für das Jahr 2013 wie ein roter Faden durch die Standortbestimmung von CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Neben der recht merkwürdigen Vorgehensweise auf Seiten der Regierung – zwei Entwürfe innerhalb nur weniger Wochen – wurde dabei vor allem die aus der nun vorliegenden Fassung hervorgehende unsoziale Verteilung der



Steuerlast, die zusehends von den Unternehmen auf die Haushalte und natürlichen Personen übertragen würde, kritisiert. Mit der so viel gepriesenen antizyklischen Haushaltspolitik der Regierung habe der zweite Entwurf jedenfalls nicht mehr viel gemein. Die nun vorgelegten Maßnahmen gingen ganz im Gegenteil weitgehend zu Lasten der Mittelschicht, insbesondere von Familien mit Kindern, darunter zahlreiche öffentliche Bedienstete, die ihre Steuern bis auf den letzten Cent zahlten und deren Kaufkraft dadurch arg geschmälert würde. Nicht zuletzt gingen die nun angekündigten Fiskalmaßnahmen aber auch auf Kosten des Wachstums, bedauerte Romain Wolff.

Hinsichtlich der öffentlichen Funktion forderte der CGFP-Generalsekretär einen auch in Zukunft wirksamen öffentlichen Dienst, der schnell und unkompliziert eingreifen könne, wenn dies erforderlich sei. Die weit verbreitete Meinung, die öffentliche Verwaltung wäre zu teuer, wies Romain Wolff entschieden zurück und stützte sich dabei auf internationale Erhebungen, nach denen Luxemburg – im Vergleich zum BIP – über

einen der kostengünstigsten öffentlichen Dienste überhaupt verfüge.

Mit aller Entschlossenheit sprach sich CGFP-Generalsekretär Romain Wolff in der Folge gegen eine Erhöhung der Mehrwertsteuer aus, handle es sich dabei doch um eine weitgehend unsoziale Abgabe, eine Konsumsteuer, die jeden gleichermaßen treffe, und das ungeachtet der jeweiligen Einkommen. Stattdessen sollte die Regierung eine echte Steuerreform, hin zu mehr Steuergerechtigkeit und einer gerechteren Verteilung der Steuerlast, in Erwägung ziehen, so eine entsprechende CGFP-Forderung.

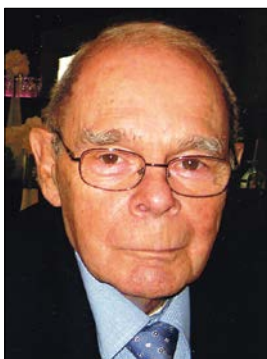
In Bezug auf die im öffentlichen Dienst anstehenden Neuerungen erinnerte der CGFP-Generalsekretär daran, dass die CGFP wohl eine Gehälterreform, keinesfalls aber eine Dienstrechtsreform dieser Tragweite gefordert habe. Mit seiner Zustimmung, das mit der Regierung erzielte Besoldungsabkommen um zwei Jahre zu verschieben, habe der öffentliche Dienst einen nicht unwesentlichen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet. Es könne jedenfalls nicht

angehen, dass zusätzlich dazu weitere soziale Besitzstände auf einmal in Frage gestellt würden.

Völlig inakzeptabel sei auch die derzeitige Formulierung der im Reformvorhaben vorgesehenen Beförderungsaufstufungen im Drei-Jahres-Rhythmus. Nach der jetzigen Fassung jedenfalls seien diese Automatismen nicht mehr gegeben, was in krassem Widerspruch zum Verhandlungsergebnis stehe. An die Adresse der Regierung erging denn auch der eindringliche Appell, den entsprechenden Paragraphen umgehend nachzubessern, ansonsten die CGFP sich gezwungen sehe, auf alle ihr zur Verfügung stehenden gewerkschaftlichen Mittel zurückzugreifen, um diesen Missstand aus der Welt zu schaffen.

Betreffend die im Anschluss an die Ausführungen von der Vorständekonferenz gutgeheißen Resolution wollen wir auf unsere Internet-Seite verweisen www.cgfp.lu, Rubrik: „Documents“. In ihrer Januar-Ausgabe wird „fonction publique“ noch einmal ausführlich auf die 46. CGFP-Vorständekonferenz zurückkommen.

s.h.



A la mémoire de Roger Nicolay

L'émotion était grande parmi tous ceux qui l'ont connu, qui l'ont fréquenté, qui se sentent proches de lui, en apprenant sa disparition.

Roger Nicolay nous a quittés comme il a vécu: en toute discrétion. C'était quelqu'un d'une droiture et d'une rigueur remarquables, qui sa vie durant évitait les feux de la rampe et qui exerçait ses nombreux talents avec simplicité et modestie. Son caractère plutôt réservé masquait en fait un cœur généreux et une sensibilité profonde.

Pédagogue de formation Roger Nicolay avait au lendemain de ses études opté pour le travail administratif et après avoir exercé les fonctions de secrétaire communal, est entré au service de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics dès son installation en 1965 en tant que directeur de l'administration. A la même époque le renouveau syndical s'engagea

avec la création de la Confédération Générale de la Fonction Publique, qui devenait progressivement la grande organisation professionnelle assumant la responsabilité de la représentation syndicale du secteur public, dont la Chambre Professionnelle constitue le bras institutionnel.

Par la suite, avec le développement par la CGFP des prestations sociales dans l'intérêt des agents publics, Monsieur Nicolay prit une part active à la mise en œuvre et à la gestion de ces activités. Il s'y est révélé être un administrateur compétent et engagé d'une grande probité et efficacité.

Monsieur Nicolay était une forte personnalité qui avait un sens élevé de ses responsabilités, du devoir et du travail bien fait. Exigeant certes, mais exemplaire dans les relations avec ses collaborateurs, qui l'estimaient pour ses qualités humaines et professionnelles, il leur témoignait en retour toute sa sollicitude. Ses écrits confirment ses qualités rédactionnelles qui lui valaient la considération de tous ceux auxquels il avait affaire. Il n'aimait pas l'emphase et n'appréciait pas la rhétorique enflée. Son style était concret,

concis, ses formulations précises. Il maniait avec aisance une plume facile. Sa règle de conduite, par référence à Boileau, était toute simple: «Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément».

Gestionnaire né il a rendu d'éminents services à la fonction publique et à la CGFP, laquelle lui vouait un fidèle attachement.

Homme de culture et de conviction Monsieur Nicolay avait la passion de la musique sacrée. Elève assidu de Maître Albert Leblanc, il a exercé pendant de longues années ses talents d'organiste dans le cadre liturgique.

En dépit des aléas de l'âge, auxquels il faisait face avec courage, il restait actif au service de son syndicat jusqu'au dernier jour de sa vie.

Roger Nicolay n'est plus parmi nous, mais ses compagnons et amis honoreront sa mémoire en lui gardant un souvenir affectueux et reconnaissant.

jd

Über den öffentlichen Dienst hinaus

Die CGFP gibt Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen (Teil 2)

In unserer September/Okttober-Ausgabe haben wir in einem ersten Beitrag Themenbereiche behandelt, zu denen die CGFP, als national repräsentative Berufsorganisation, regelmäßig Stellung bezieht. Auf diese Weise will die CGFP, über die Wahrnehmung ihres eigentlichen gewerkschaftlichen Auftrags hinaus, Impulse in wesentlichen Gesellschaftsbereichen und in wichtigen Gesellschaftsfragen geben, dies in Form von öffentlichen Stellungnahmen, Pressemitteilungen, Memoranden oder Gesetzesvorschlägen. Die Tatsache, dass es sich dabei häufig um Themenfelder handelt, die weit über die Interessen des öffentlichen Dienstes hinausreichen, zeigt, dass die CGFP bei ihrem nachhaltigen Wirken im Sinne ihrer mittlerweile über 28.000 Mitglieder die nationalen Interessen niemals aus dem Auge verloren hat.

Anregungen, Vorschläge und Forderungen zu den unterschiedlichsten gesellschaftspolitischen Bereichen beinhaltet in leicht überschaubarer Form das alljährlich von der CGFP-Vorstandskonferenz, dem höchsten CGFP-Gremium, gutgeheißene Aktionsprogramm der CGFP. In Anlehnung an die darin enthaltenen Denkanstöße möchten wir im Folgenden die Haltung der CGFP zu weiteren wichtigen Themenbereichen darlegen, die da wären:

- Personalpolitik
- Chancengleichheit
- Steuerpolitik
- Wirtschafts- und Preispolitik
- Verkehr und Kommunikation

(Für die Bereiche Gehälterpolitik, Verwaltungsreform, Sicherheit am Arbeitsplatz, Familien- und Sozialpolitik, Wohnungsbau, Gesundheitspolitik, Bildung und Umweltpolitik verweisen wir auf den ersten Teil unserer Serie in „fonction publique“ Nr 223, September/Okttober 2012)

Bestqualifizierte Bedienstete

Für die CGFP ist eine wirksame Funktionsweise der öffentlichen Verwaltung sehr eng verknüpft mit der Einstellung von motivierten und hochqualifizierten Bediensteten. Der Staat müsse demnach alles daran setzen, nur bestqualifizierte Mitarbeiter für den öffentlichen Dienst zu gewinnen, und das unabhängig ihrer politischen Sensibilität. Die Unabhängigkeit der öffentlichen Beamten und Angestellten, deren berufliche Vertrauenswürdigkeit und Zuverlässigkeit, ihre Unvoreingenommenheit und ihre politische Überparteilichkeit müssten gewährleistet bleiben als Garant für die so dringend erforderliche Stabilität, Kontinuität und Wirksamkeit des öffentlichen Dienstes.

Aus dem entsprechenden CGFP-Aktionsprogramm seien nur folgende Punkte herausgegriffen:

- Verteidigung des Berufsbildes des öffentlichen Bediensteten;
- Erhalt des spezifischen Statuts der öffentlichen Funktion;
- Anpassung des Gesetzes vom 27. Januar 1972 bezüglich der Einstellung von Angestellten im Staatsdienst an die im Arbeitsrecht erfolgten Verbesserungen;
- Möglichkeit einer Verbeamtung der nach privatrechtlichem Statut Beschäftigten bei gleichzeitiger Erfüllung der Vorbedingungen;
- Ordentliche Personalplanung im Sinne einer wirksamen Wahrnehmung der Aufgaben von nationalem Interesse;
- Regelmäßige Neudefinierung der erforderlichen Personalbestände pro Verwaltung oder staatliche Dienststelle;



Die CGFP tritt ein für einen Mentalitätswandel bezüglich der stereotypen Rollenverteilung zwischen Mann und Frau, um auf diese Weise die Chancengleichheit in den unterschiedlichsten Bereichen zu gewährleisten

- Erweiterung der Zuständigkeiten und Aufgabenbereiche der Personalvertretungen;
- Ausdehnung der Möglichkeit auf Weiterbildung auf das gesamte öffentliche Personal, einschließlich auf die in öffentlichen Einrichtungen beschäftigten Mitarbeiter.

Gleichstellung von Frau und Mann

Stichwort Chancengleichheit: Auch wenn schon sehr lange über die Gleichstellung von Frau und Mann diskutiert werde, handle es sich dabei vorwiegend um ein in der Theorie wohl gesetzlich verankertes Recht, das in der Praxis allerdings nicht immer beachtet werde, obwohl es im öffentlichen Dienst keine gesetzlichen und reglementarischen Unterschiede gebe. Gerade in einer Gesellschaft, in der Frau und Mann gleichermaßen in den Arbeitsprozess eingebunden seien und in der zusehends versucht würde, Arbeits- und Familienleben zu vereinen, sei es schlicht unabdingbar, dass die Arbeitsbedingungen und -verhältnisse für alle Beschäftigten gleich seien.

In diesem Sinne trete die CGFP ein für einen Mentalitätswandel bezüglich der stereotypen Rollenverteilung zwischen Mann und Frau, um auf diese Weise die Chancengleichheit in den unterschiedlichsten Bereichen zu gewährleisten. Ebenso dürfe das Geschlecht keine Rolle spielen bei der Besetzung von Führungspositionen. Und außerdem mache sich die CGFP zunehmend stark für neue Arbeitszeitmodelle im Hinblick auf eine noch bessere Vereinbarkeit von Berufs- und Familienleben.

Auch dürfe beim Zugang zu weiterbildenden Maßnahmen kein Unterschied gemacht werden aufgrund des Geschlechts. Ebenso müsse jegliche administrative Diskriminierung, die aufgrund einer Trennung, einer Scheidung oder aufgrund der Tatsache, dass ein Bediensteter in einer Partnerschaft lebe, vollends ausgeschlossen werden.

In ihrem Aktionsprogramm spricht sich die CGFP ferner aus für gleiche Besoldung für dieselbe Arbeit, dies mit Verweis auf ein Gesetz vom 13. Mai 2008, durch das eine entsprechende EU-Richtlinie in nationales Recht um-

gesetzt worden sei. Und schließlich fordert die CGFP die vollständige Beachtung der im Jahre 1989 von Luxemburg ratifizierten Konvention zur Eliminierung jeglicher Diskriminierungen zwischen Mann und Frau.

Steuergerechtigkeit

Apropos Fiskalpolitik: Laut CGFP muss die Steuerpolitik eines Landes derart ausgerichtet sein, dass sie es erlaubt, die für die Entwicklung seiner Wirtschaftsinfrastrukturen erforderlichen Ausgaben zu finanzieren und gleichzeitig eine gerechte Umverteilung der Einnahmen im Interesse der nationalen Gemeinschaft im Allgemeinen und einzelner sozialer Gemeinschaften im Besonderen vornehmen zu können. Sowohl bei der Erhebung der Abgaben als auch bei der Festlegung der Steuersätze müsse unbedingt der steuerlichen Leistungsfähigkeit der unterschiedlichen sozio-professionellen Berufsgruppen Rechnung getragen werden, heißt es. Im CGFP-Aktionsprogramm lesen wir diesbezüglich im Wortlaut:

„A cet effet, il est indispensable que tant la fixation que la perception des impôts se réalisent dans le respect absolu de l'équité entre les différents groupes socio-professionnels aboutissant à la juste répartition de la charge fiscale. D'autre part, l'Etat doit poursuivre une politique d'affectation des fonds assurant le développement constant de l'infrastructure du pays suivant des plans arrêtés, après consultation des divers agents économiques, et assurant le bien-être de tous les citoyens en tenant compte de considérations d'ordre humain et social.“

Vor diesem Hintergrund spricht sich die CGFP in ihrem Aktionsprogramm dann auch zugunsten einer kritischen Bestandsaufnahme der geltenden Fiskalbestimmungen aus und fordert zugleich eine Beseitigung der noch immer bestehenden steuerlichen Verzerrungen und Mängel. Parallel dazu macht sich die CGFP stark für die Schaffung einer zentralen Stelle zur wirksameren Erhebung von Steuerrückständen. Sie tritt ein für eine effiziente Bekämpfung der Steuerhinterziehung und widersetzt sich stattdessen allen Harmonisierungsversuchen von Steuerabgaben

innerhalb der EU, die nach ihrer festen Überzeugung lediglich zu versteckten, nicht gerechtfertigten Steuererhöhungen führten. Um die Steuerpflichtigen noch besser über ihre Rechte informieren zu können, schlägt die CGFP schließlich die Gründung einer zentralen Fürsorgestelle für Steuerfragen vor.

Wirtschafts- und Preispolitik

Damit die Prinzipien der freien Marktwirtschaft auch richtig spielen könnten, müssten mögliche Missbrauchsgelegenheiten, die sich aus einer solchen Wirtschaftsordnung ergeben könnten, von vornherein ausgeschlossen werden, schreibt die CGFP in ihrem entsprechenden Kapitel zu einer wirksamen Preispolitik. Demzufolge sei es unabdingbar, dass der Staat eingreifen könne, wenn dies erforderlich werde, so z.B. um kinderreiche Familien oder wirtschaftlich benachteiligte Haushalte bei der Preisgestaltung vor Missbräuchen zu schützen. Die CGFP tritt ein für eine vernünftige Preiskontrolle und empfiehlt notfalls, bei anhaltenden gravierenden Marktverzerrungen, den Rückgriff auf Preisstopp für lebenswichtige Konsumgüter.

Ganz in diesem Sinne verlangt die CGFP u.a. die strikte Anwendung des Gesetzes vom 17. Mai 2004 bezüglich der Wettbewerbsvorschriften sowie die Förderung eines gesunden Wettbewerbs in allen Geschäftsbereichen, dies mit dem vorrangigen Ziel, Handelsmonopole zu verhindern. Ebenso sollten die Honorare von Freiberuflern gesetzlich geregelt und die anzuwendenden Tarife regelmäßig veröffentlicht werden. Die Anwendung des superermaßigten TVA-Satzes von drei Prozent sollte nach Ansicht der CGFP auf sämtliche lebenswichtige Güter wie etwa Heizbrennstoffe ausgedehnt werden. Und was die Berechnung von Monatsmieten betrifft, fordert die CGFP eine Anpassung der geltenden Gesetzgebung und eine strikte Kontrolle dieser Bestimmungen, dies ganz im Interesse des Verbrauchers.

Transportwesen

Die wirtschaftliche Entwicklung und industrielle Diversifizierung setzen eine sinnvolle Koordination der Transportpolitik im Hinblick auf einen wirksamen Kombi-Verkehr über die Straße, die Schiene, das Wasser oder durch die Luft voraus, lesen wir im Kapitel über eine zeitgemäße Transport- und Verkehrspolitik. Die Förderung von Rationalisierungsmaßnahmen und eine bessere Abstimmung der verschiedenen Sektoren, gepaart mit einer modernen Verkehrsinfrastruktur und wettbewerbsfähigen Tarifen, sind für die CGFP die Hauptmerkmale eines modernen Transportwesens. Der zivilen Luftfahrt sei im nationalen Interesse größte Aufmerksamkeit zu schenken.

Hinsichtlich einer wirksamen Kommunikationspolitik schließlich weist die CGFP auf die Notwendigkeit von dauerhaften Bemühungen hin, das Land mit einem den technischen Entwicklungen stets Rechnung tragenden Kommunikationssystem auszustatten und die Entwicklung unseres erfolgreichen Satelliten-Unternehmens zu sichern. Was den audiovisuellen Bereich angeht, regt die CGFP die politischen Entscheidungsträger dazu an, ihre Bemühungen, Luxemburg als Standort für audiovisuelle Produktionen zu festigen, fortzusetzen und mit entsprechenden Prospektionskampagnen zu versuchen, weitere in diesem Bereich arbeitende Produktionsgesellschaften nach Luxemburg zu holen.

s.h.

(wird fortgesetzt)

Ein Zaubertrick mit 200-250 Millionen Euro

Wenn das staunende Publikum genau das glaubt, was es glauben soll

Kaum hatte der Finanzminister im Namen der Regierung das Budgetprojekt für 2013 vorgestellt, da gaben sich Parlamentarier geschockt und entrüstet. Ausgerechnet jene Mehrheits Sprecher, von denen es hieß, sie seien frühzeitig in die Aufstellung der Haushaltsvorlage eingebunden gewesen, zogen vor Kameras und Mikrofonen eine große Show ab, auf eine mehr als unfaire Art gegenüber dem Finanzminister. Die Leader der Oppositionsfaktionen stimmten ein, ihrerseits um die bestmögliche Medienwirksamkeit bemüht.

Der Regierung verschlug es geradezu die Sprache. Die Abgeordneten forderten ultimativ und versprachen definitiv weitere Haushalts-Einsparungen von 200 bis 250 Millionen Euro. Niemand wagte es, zu widersprechen.

Dann aber wusste für eine Weile niemand so recht, wer denn jetzt die „noblen Ideen“ (sic) sammeln, sortieren und in Zahlen umwandeln würde. Schließlich präsentierte die Regierung ein abgeändertes, angeblich verbessertes Projekt. Während die Oppositionsleader weiterhin auf Seiten der

Regierung kein sinnvolles Konzept erkennen konnten (aber selbst auch keines vorlegten), triumphierten die der Mehrheit angehörenden Budgetrebelln. Als hätten sie nun die Welt zum Besseren verändert!

Und jenes Volk, das sich entgegen den eindeutigen Zahlen und Fakten – Siehe auf den folgenden Seiten dieser Ausgabe! – davon überzeugen ließ, dass unsere Staatsfinanzen verlottert und ruiniert sind, glaubt nun auch noch, dass die mutigen Deputierten für einmal ihre Diäten verdient haben, weil sie die Dinge wieder ins rechte Lot gebracht haben.

Der große Zaubertrick ist voll gelungen, denn das Publikum hat genau das gesehen, was es sehen sollte. Auch wenn das große Sparmanöver nur eine reine Luftnummer war.

Denn die nüchterne Realität entspricht keineswegs der fabelhaften Illusion. In den neuen Budgetzahlen sucht man vergebens nach den geforderten und versprochenen zusätzlichen Einsparungen von 200 bis 250 Millionen Euro. Vielmehr sind die für das Budgetgesetz geplanten Ge-

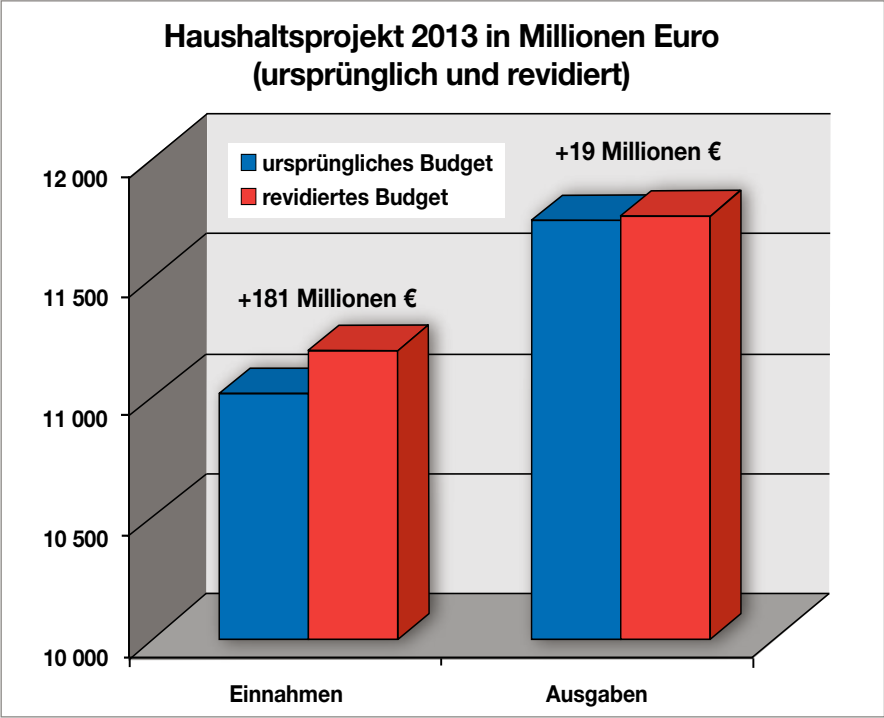
samtausgaben, trotz der Streichung etlicher Sozialleistungen, sogar noch um weitere 19 Millionen angestiegen, von vorher 11.743 auf nun 11.762 Millionen.

Das Gesamtdesizit des Budgetprojektes nimmt zwar um 162 Millionen ab, doch nur, weil man die eingeplanten Steuereinnahmen um 181 Millionen (von 11.022 auf 11.203 Millionen) angehoben hat. Und davon, so hebt das Haushaltsgutachten der Staatsbeamtenkammer hervor, gehen 70%

(oder rund 128 Millionen) zu Lasten der Familien und Privatpersonen, während nur 30% (circa 54 Millionen) von den Unternehmen beizusteuern sind.

Das Erstaunliche an Taschenspielertricks ist bekanntlich, dass es so schwer ist, sie zu durchschauen. Hier aber haben unzählige Interessierte im Publikum nicht einmal gemerkt, dass überhaupt „gezaubert“ wurde. Congratulations, gentlemen! There is no business like showbusiness! **CD**

Budgetprojekt 2013 in Millionen Euro	Ursprüngliches Budgetprojekt	Veränderung	Neues Budgetprojekt
Haushaltseinnahmen	11.022	+181	11.203
Haushaltsausgaben	11.743	+19	11.762
Haushaltsdefizit	-721	-162	-559



Der Maastricht-Mythos als Bürgerschreck

Eines der politischen Schimpfwörter, die uns im letzten Jahrzehnt am häufigsten von den Medien um die Ohren geschlagen wurden, ist das Maastricht-Defizit. Dieses stellt fest, ob und in welchem Ausmaß alle öffentlichen Haushalte eines Landes zusammen ein Negativsaldo ergeben haben. Die benutzte Maßeinheit ist dabei das Bruttoinlandsprodukt (BIP) des gleichen Jahres, also die Gesamtleistung der jeweiligen Volkswirtschaft.

Die Konvergenzprozeduren von EU und Euro-Zone schreiben vor, dass das Maastricht-Defizit nicht höher sein darf als 3% des BIP. Die wenigsten Partnerländer aber respektieren die Regel, während Luxemburg nicht ein einziges Mal auch nur entfernt an diese Höchstgrenze herangekommen wäre.

Wieso wurden dann hierzulande die Maastricht-Kriterien so oft und so heftig bemüht, während in Paris beispielsweise niemand sich im Geringsten darum schert? Nun, weil unsere Sparapostel jeder Couleur alle denkbaren Argumente bemühen und immer wieder bemühen, um uns den Gürtel enger zu schnallen.

Das Seltsame an diesem Vorgang ist jedoch, dass die Propaganda sich nicht etwa mit den Ergebnissen der Maastricht-Berechnung befasst, son-

dern lediglich mit den alarmierenden Prognosen, die sich dann später unweigerlich als total falsch erweisen. Wir werden gewarnt, aufgeschreckt, sensibilisiert, mobilisiert und terrorisiert mit wahren Weltuntergangs-Prophезеиungen. Weil aber niemand nachher bezüglich der tatsächlichen Entwicklung eine Pressekonferenz einberuft, nimmt unsere Verlautbarungspresse auch keine Notiz vom realen Ausgang der Dinge.

Für 2010 hatte die Regierung (in ihrer offiziellen Meldung an die EU im Februar 2009) ein Defizit von 4,4% angekündigt; herauskam schließlich ein Minus von 1,1% (übrigens unsere schlechteste Leistung aller Zeiten). Die Prognose irrte somit um 3,3%, was in Euros ausgedrückt einen Irrtum von 1.330 Millionen ausmacht. 2007 erreichten wir einen Überschuss von +3,7%, obschon (im September 2005) ein Defizit von 1,0% prophezeit worden war, demnach eine Abweichung um 4,7% des BIP oder um 1.757 Millionen Euro.

In Luxemburg ist man unfähig, heute zu sagen, wie die Staatsfinanzen für 2012 abschließen werden, und selbst über das Wirtschaftswachstum für 2011 müssen immer noch massive Statec-Berichtigungen nachgereicht werden. Aber wie das Defizit von 2013 und 2014 aussieht, darüber herrscht

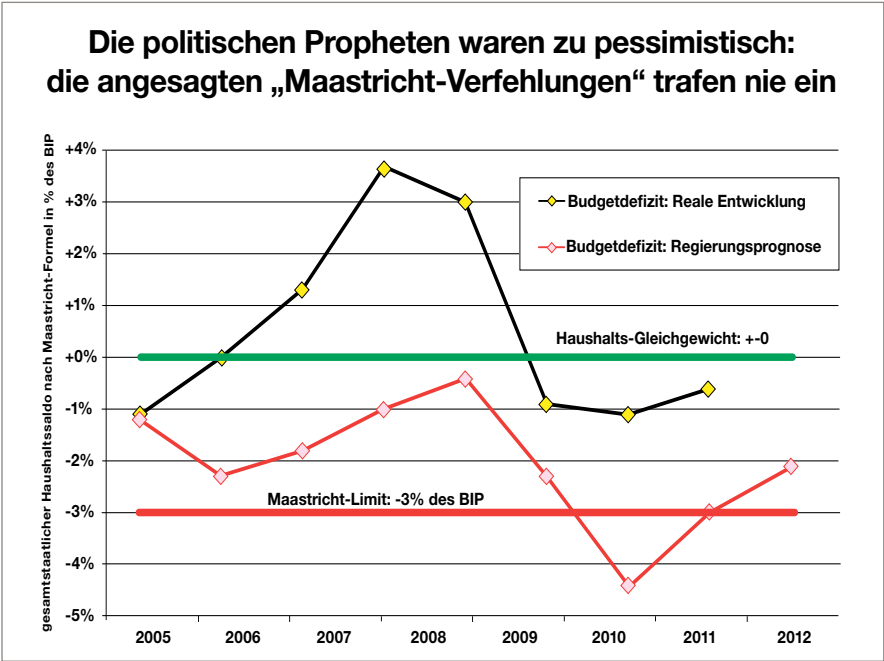
für die Propagandisten des Patronats eine lupenreine Klarheit: Das Maastricht-Defizit nimmt bedrohliche Ausmaße an. Und nun wissen die Eisköpfe der OECD sogar, wie hoch unser Wirtschafts-Wachstum im Jahre 2050 ausfallen wird. Für wie dumm hält man uns?

Man könnte dies alles sehr lustig finden, wenn es nicht um Sozialabbau ginge. Und um Demokratie. Denn die öffentliche (und vor allem die „veröffentlichte“) Meinung wird in ihren Themen von den Spinddoktoren der Patronatslobby bestimmt. In vierzig Jahren ist dieses Land wenig weiter gekommen, wenn man bedenkt, dass folgendes Zitat aus einer Regierungserklärung vom 4. Juli 1974 stammt: „Un peuple mal informé comprend mal, juge mal et décide mal.“

Erinnern Sie sich noch an das ominöse 2-Milliarden-Budgetloch, das man uns vor Jahren meldete? Viele Mitmenschen wurden dadurch äußerst verunsichert. Die mehr als skeptische CGFP fragte damals, ob mit diesem Betrag eine Mindereinnahme oder aber ein Defizit gemeint sei: Doch niemand, der das Loch mit eigenen Augen in dem fraglichen Parlamentsausschuss gesehen hatte, konnte uns darüber Auskunft geben. Wo aber ist dieses Riesenloch inzwischen geblieben, in all den Schluss-Abrechnungen, die seither veröffentlicht wurden? (Siehe dazu die folgenden Seiten!) Geduld, Geduld, das Loch wird wieder kommen, wie seine Cousine, das Monster Nessie von Loch Ness. Die Austeritäts-Apostel brauchen diese Vogelscheuche noch. **EF**

Budgetjahr	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Vorhergesagt	-2,3%	-1,8%	-1,0%	-0,4%	-2,3%	-4,4%	-3,0%	-2,1%
Festgestellt	-0,0%	+1,3%	+3,7%	+3,0%	-0,9%	-1,1%	-0,6%	
Irrtum	2,3%	3,1%	4,7%	3,4%	1,2%	3,3%	2,4%	

Alle Angaben in % des Bruttoinlandsproduktes für alle öffentlichen Haushalte



Die Story der verlotterten Staatsfinanzen im Widerspruch zu den tatsächlichen Zahlen

In ihrem Haushaltsgutachten vom 14. November 2012 widerlegt die „Chambre des fonctionnaires et employés publics“ Punkt für Punkt die irrigen Thesen, die von den „Spin-Doctors“ des Patronats in die Welt gesetzt und dann von weiten Teilen der Luxemburger Politik wie auch von der Presse übernommen wurden. Angesichts der empfindlichen Steuererhöhungen zu Lasten der Lohn- und Gehaltsempfänger lohnt es sich, die tatsächliche Lage unserer Staatsfinanzen zu untersuchen.

Wenn alle es sagen, so stimmt es doch wohl, oder?

Viele Politiker und Journalisten wiederholen mit vollster Überzeugung, was sie lediglich von anderen gehört haben, und inzwischen glaubt es auch das Volk seinerseits mehrheitlich. Offensichtlich hat aber sich kaum einer der aufgeregten Leitartikler und der vielen entrüsteten „Carte Blanche“-Predigern mit den realen Zahlen befasst. Wenn es nun jemand schafft, 99,9% des Volkes davon zu überzeugen, dass 2 und 2 nun 5 ergeben, beginnt dies dann zu stimmen?

Vor einiger Zeit kündigte man uns ein Einnahmenloch im Staatshaushalt von 2 Milliarden Euro an. Oder war ein Defizit von 2 Milliarden gemeint? Ganz egal, auf alle Fälle handelte es sich hier um eine enorme Fehlprognose, die sich nie verwirklicht hat. Weil die falschen Prophezen aber einfach nie eingestanden haben, dass sie sich geirrt hatten, herrscht nun die Meinung vor, die Kassandra hätten Recht gehabt und die Katastrophe habe tatsächlich stattgefunden. So wurde aus einem krassen Fehlurteil eine „urbane Legende“, ein Mythos.

Stimmt es denn nicht, dass die laufenden Staatseinnahmen rückläufig sind?

Nein, es stimmt nicht. Ein einziges Mal, im Jahre 2009, waren die vom Schatzamt verbuchten laufenden Einnahmen rückläufig, und zwar um 4,1% oder 375 Millionen Euro. Ansonsten gab es jedes Jahr eine Steigerung, so dass die Zahl für 2011 um +18,6% oder mehr als 1,609 Milliarden über dem Wert von 2007 lag.

Laufende Staatseinnahmen in den abgeschlossenen Jahreskonten		
Budgetjahr	Einnahmen	Veränderung zum Vorjahr
2008	9.100 Mio €	(+ 443 Mio € + 5,1%)
2009	8.813 Mio €	(- 375 Mio € - 4,1%)
2010	9.355 Mio €	(+ 542 Mio € + 6,1%)
2011	10.266 Mio €	(+ 912 Mio € + 9,7%)

Die Schlusskonten des abgelaufenen Haushaltsjahres 2011 weisen einen Anstieg des Totals der laufenden staatlichen Einnahmen gegenüber dem Vorjahr 2010 um solide +9,7% aus, was einem Betrag von +912 Millionen Euro entspricht. Im Vergleich zu den ins Budgetgesetz für 2011 eingeschriebenen Erwartungen lag das tatsächliche Ergebnis um +7,5% oder um 719 Millionen Euro höher.

Und im vorangegangenen Jahr 2010 waren die Einnahmen bereits um +6,1% oder um +542 Millionen Euro gewachsen und lagen damals um +11,4% oder +946 Millionen über den im Gesetz festgehaltenen Vorausschätzungen.

Für das laufende Jahr 2012 nun sind die Einnahmen erneut höher als 2011, und zwar in den ersten 10 Monaten um +365 Millionen oder etwa +4%. Alle tatsächlichen Zahlen der jüngsten Zeit widerlegen somit den Eindruck, den die Tenöre der Luxemburger Meinungsbildung zu erwecken verstehen!

Aber eine dramatische Verschlechterung des Budgetsaldos gab es doch?

Nein, auch das stimmt so nicht!

Wohl hat die Wirtschaftskrise das Wachstum der Staatseinnahmen gebremst und vor allem auch zusätzliche öffentliche Ausgaben verursacht, wie etwa höhere Kosten für eine gestiegene Arbeitslosenzahl, Entschädigungen für Kurzarbeiter, Bankrettungs-Maßnahmen usw. Zudem wurde im Frühjahr 2009 einmütig beschlossen, als Reaktion auf den Konjunktureinbruch in Luxemburg, eine antizyklische Haushaltspolitik zu betreiben, das heißt, sich der Krise entgegenzustemmen mit offensiven staatlichen Ausgaben, zugunsten der Krisenopfer wie für öffentliche Investitionen, und dabei bewusst ein moderates Budgetdefizit zu akzeptierten.

Da ließ sich die langjährige Luxemburger Tradition, die staatlichen Investitionen fast integral durch Überschüsse aus dem laufenden Budget zu finanzieren, nicht mehr respektieren. Der Gesamthaushalt, der jahrzehntelang überschüssig oder zumindest ausgeglichen war, wurde negativ, was konkret bedeutet, dass ein Teil der Ausgaben für dauerhafte Investitionen durch Neuverschuldung finanziert wird. Somit erhalten die künftigen Generationen die neuen Infrastrukturen nicht mehr integral geschenkt, sondern sie müssen einen Teil davon selbst begleichen über die Rückzahlung von Staatsschuld.

Während aber in den meisten Ländern Europas die laufenden Ausgaben die laufenden Einnahmen massiv überstiegen, ist das in Luxemburg nicht der Fall. Diese Möglichkeit wurde zwar immer

wieder vorhergesagt und eingeplant, sie verwirklichte sich aber nie. So sah beispielsweise das Budgetgesetz 2010 ein Defizit von 452 Millionen Euro vor; die Konten schlossen aber mit einem laufenden Bonus von +362 Millionen ab, weil das Ergebnis netto um 814 Millionen günstiger ausfiel als erwartet.

2011 ging es ähnlich: Statt des leichten Bonus von +170 Millionen erzielte man einen viermal höheren von +773 Millionen. Abgesehen von den Konten für 2009 gab es in der jüngeren Geschichte nie einen Abschluss, der ungünstiger gewesen wäre als die offizielle Regierungsprognose. Im Jahre 2009 mit seinem massiven Einbruch des Bruttoinlandsproduktes erreichte der positive laufende Saldo schließlich statt der erwarteten +862 Millionen nur +247 Millionen, also 615 Millionen weniger. Damals war das Zahlenwerk des Haushaltsgesetzes noch vor der Lehman-Pleite aufgestellt und nachher nicht angepasst worden.

2010 dagegen erwies sich der Abschluss um +814 Millionen und 2011 um +603 Millionen Euro besser als geplant, erwartet und erhofft. Für 2012 ist ein Defizit von 457 Millionen eingeplant; weil die Einnahmen aber günstiger ausfallen als erwartet, könnte man dennoch erneut über den Erwartungen abschließen.

Hier die genaue Entwicklung des Haushaltssaldos in den letzten Jahren.

Netto-Saldo der laufenden Einnahmen und Ausgaben in Millionen Euro			
Haus-haltsjahr	Voraussage im Budgetgesetz	reales Ergebnis der Jahreskonten	Übertreffen der Erwartungen
2006	+ 369	+ 851	+ 482
2007	+ 521	+ 1.368	+ 847
2008	+ 724	+ 988	+ 264
2009	+ 862	+ 247	- 615
2010	- 452	+ 362	+ 814
2011	+ 170	+ 773	+ 603
2012	- 457		
2013	- 359		

Zwar liegt der jährliche Überschuss des laufenden Haushalts nicht mehr auf dem Rekordniveau von vor der Krise, eine dramatische Entwicklung ist aber nicht festzustellen. Die laufenden Sal-

den sind immer positiv geblieben, und die Planzahlen wurden, abgesehen von 2009, immer übertroffen.

Aber das Gesamtbudget ist doch im Defizit und die Staatsschuld wächst?

Ein Gesamtdéfizit hat ein Haushalt, wenn seine Gesamtausgaben über den Gesamteinnahmen liegen, wobei die

„Einnahmen“ aus neuer Staatsschuld natürlich nicht als „richtige“ Einnahmen betrachtet werden. So gesehen, wurde der Gesamthaushalt des Staates im Jahre 2008 extrem defizitär wegen der

Internationaler Währungsfonds warnt:

Extremer Budget-Sparkurs ist Gift für die künftige Entwicklung Luxemburgs

Auch der Internationale Währungsfonds IWF fordert von Luxemburg eine mutige Ausgabenpolitik im Interesse des kurz- und langfristigen Wachstums. Damit widerspricht er fundamental der Analyse der Luxemburger Austeritäts- und Sparfanatiker. In ihrem diesjährigen Haushaltsgutachten zitiert die Staatsbeamtenkammer zwei eindeutige Passagen der Empfehlung, welche der Verwaltungsrat des IWF am vergangenen 27. Juni an die Adresse Luxemburgs verabschiedet hat.

Das oberste permanente IWF-Gremium begrüßt darin den Erhalt der Stabilität der Luxemburger Wirtschaft trotz aller Turbulenzen im Euro-Raum, stellt aber gleichzeitig fest, dass die Verlangsamung der Wirtschaft und die unsicher gewordenen Perspektiven nun seitens des Staates weitere Schritte verlangen, um das mittelfristige Wachstum zu fördern. Hier der Originaltext: „Executive Directors welcomed the continued stability of Luxembourg’s economy despite the turbulence in the euro area, but noted that slowing activity and an uncertain economic outlook call for further steps to (...) boost medium-term growth.“

Im Weiteren begrüßen die IWF-Verantwortlichen dann die antizyklischen Fördermaßnahmen des Budgetgesetzes für 2012 und fordern die Behörden dazu auf, die vorgesehenen Kredite tatsächlich zu verwenden, und sie warnen davor, dass Ein-

schränkungen bei den öffentlichen Investitionen dem langfristigen Wachstum des Landes schaden könnten: „Directors welcomed the support to the economy provided by the 2012 budget. They urged the authorities to adhere to the budget’s expenditure allocations but cautioned that reliance on public investment caps could hurt growth in the long run.“

Unsere Sparhysteriker aber nehmen diese Empfehlungen nicht einmal zur Kenntnis, geschweige denn, dass sie ihnen Rechnung tragen würden. Dabei ist es klar, dass Europa seine derzeitige Rezession nicht mit bloßen Einsparungen überwinden kann. Dass die fast insolventen Defizitländer keine antizyklische Haushaltspolitik betreiben können, ist schon offensichtlich. Wenn aber in dieser Lage auch die nordeuropäischen Staaten mit ihren soliden Staatsfinanzen nicht den Mut aufbringen für einen Beitrag zu neuem Wachstum, dann wird Europa kurzfristig weiter abrutschen.

Sollte auf Grund eines haushaltspolitischen Fehlverhaltens schließlich aus der Rezession in Europa gar eine Deflation werden, dann Gnade uns Gott! Denn bisher haben die Wirtschaftswissenschaftler nämlich noch kein Rezept gefunden gegen dieses Übel, das leicht ein Jahrzehnt und länger anhalten kann, wie die Erfahrung Japans zeigt. Haben unsere parlamentarischen Ultras davon noch nie etwas gehört?

Bankenrettung. Nur wurde dabei nicht einfach Geld ohne Gegenwert ausgegeben, sondern der Staat erwarb Bankbeteiligungen, so dass nun der erhöhten Schuld auch höhere Finanzaktiva des Staates gegenüberstehen.

Wenn also die Staatsschulden wachsen, muss man sich fragen, weswegen dies stattfindet. Zahlen muss man nicht unüberlegt festhalten, man muss sie auch korrekt verstehen. Wenn eine Familie ein Hypothekendarlehen aufnimmt, um eine Eigenwohnung anzuschaffen, dann ist dies kein unverantwortliches, tadelnswertes Tun. Defizite wie Schulden müssen über ihren Ursprung hinterfragt werden, und ihre Ausmaße müssen in Bezug gesetzt werden zu den Einnahmen und dem Vermögen.

Es stimmt schon, dass es derzeit ein Gesamtdefizit des Staates gibt, weil Luxemburg, im Gegensatz zu andern Ländern, seine öffentlichen Investitionen weiterhin sehr hoch hält. Aber es stimmt nicht, dass das Defizit aus dem Ruder laufen und gigantische Ausmaße annehmen würde. Da unsere öffentlichen Investitionen aber über die staatlichen Spezialfonds abgewickelt werden, ergeben die alleinigen Konten des Haushaltsgesetzes keine Gesamtübersicht.

Auf europäischer Ebene ist es üblich geworden, das Defizit der öffentlichen Hand umfassend zu betrachten, indem man auch die Gebietskörperschaften (im Falle Luxemburgs also die Gemeinden und die Gemeindesyndikate) sowie die gesetzlichen Sozialversicherungen mit einbezieht. Das auf diese Weise berechnete sogenannte „Maastricht-Defizit“ darf nach den EU- und den Euro-Regeln ein Volumen von 3% des Bruttoinlandsproduktes nicht übersteigen.

Wenn man sich nun die Ergebnisse der Maastricht-Berechnung auf Grund der abgeschlossenen Staatskonten zu Gemüte führt und sie in Vergleich stellt zu dem, was ursprünglich offiziell erwartet wurde, dann reibt man sich verwundert die Augen.

Denn die Negativ-Propheten haben sich konstant empfindlich geirrt. Und dies ganz hoch offiziell: Die amtliche Einschätzung muss alljährlich im Rahmen der EU-Defizit-Prozeduren an Hand eines ausführlichen Berichtes nach Brüssel verschickt werden, der dann europaweit veröffentlicht wird.

Traditionell kündigt unsere Regierung Jahr um Jahr ein drohendes Maastricht-Defizit an: Für 2010 und 2011 sollte dieses sogar über 3% des BIP liegen, also einen regelrechten Verstoß gegen die EU-Norm darstellen. In Wirklichkeit aber ergaben sich genauso traditionell über lange Jahre hinweg immer wieder Maastricht-Überschüsse.

Dies sogar im Rechnungsjahr 2008, weil der Bankrettungs-Eingriff finanziell und volkswirtschaftlich keine Ausgabe, sondern eine Investition in Finanzaktiva dargestellt hat. Seither haben wir krisenbedingt zwar ein moderates Maastricht-Defizit von 0,8% bis 0,3% des BIP, bleiben aber weit entfernt von der festgesetzten Höchstgrenze.

Am auffallendsten aber ist die Tatsache, dass man uns Jahr um Jahr ein Defizit angekündigt hat, das jeweils zwischen 2,7% bis 4,7% des BIP über



Budgetberichterstatte Lucien Lux traf mit Verantwortlichen der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten zum Gedankenaustausch zusammen
Foto: Steve Heilliger

dem tatsächlichen Ergebnis lag. Was in absoluten Zahlen einer Fehleinschätzung in der Größenordnung von 1,2 bis 1,8 Milliarden Euro pro Jahr entspricht. Umgerechnet sind dies bis über 20% der tatsächlichen laufenden Einnahmen.

Wenn die amtlichen Auguren nun für 2012 und 2013 wieder genauso stark daneben liegen, dann ist das Luxemburger Maastricht-Defizit einfach weg.

Aber unsere Staatsschuld, die ist doch angewachsen, oder nicht?

Ja, die Staatsschuld ist heute tatsächlich etwas höher als sie vor der Krise war. Sie ist aber weder beängstigend hoch, noch ist ein weiterer Anstieg offensichtlich, es sei denn, man glaubt jenen Prognosen, die aus Quellen stammen, die sich seit Jahrzehnten konstant geirrt haben, und zwar stets in die gleiche Richtung. In Wirklichkeit ging die Staatsschuld während des Haushaltsjahres 2011 von 16,8% auf 16,0% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) zurück, und die gesamte öffentliche Schuld nach dem Maastricht-Perimeter (also mit den Gemeinden und den Gemeindesyndikaten) von 19,2% auf 18,3%. Diese Tatsache aber wurde von fast der gesamten Presse verschwiegen, darüber wurde auch nicht am Krautmarkt geredet. Mythenbildung beruht prinzipiell auf der Verschleierung der Tatsachen.

Seit Herbst 2008 ist die Staatsschuld wohl angewachsen auf 6,8 Milliarden Euro per Ende letzten Jahres, doch der größte Teil des Anstiegs geht auf das Konto einer Bankenrettungsaktion, bei welcher der Staat nicht einfach ohne Gegenleistung „Geld ausgegeben hat“, sondern er erwarb Beteiligungen in Milliardenhöhe. Es reicht demnach nicht aus, sich mit der Brutto-Verschuldung und ihrem absoluten Anwachsen zu befassen, sondern man muss sich auch

mit der „Contrepartie“ befassen. Die Suche nach der Netto-Schuld aber bringt verblüffende Erkenntnisse.

Andere Staaten haben eine Staatsschuld von 60%, 100% oder 160% ihres BIP, obschon sie in den letzten Jahren ihr ganzes Tafelsilber verkauft haben, indem sie öffentliche Dienstleistungsbetriebe an die Börse gebracht und nationale Infrastrukturen meistbietend an Privatinvestoren und Spekulanten verhöckert haben.

Klugerweise hat die Luxemburger Regierung hier auf die Stimme der Vernunft (und auf die CGFP) gehört und keinen Ausverkauf veranstaltet. Nicht nur vor und während der Krise wurde unser Staatsvermögen aufgerundet. Noch in den letzten Monaten hat unser Staat nicht nur eine weitere Bankbeteiligung erworben (BIL), er hat auch von einem Schweizer Logistikunternehmen ein dickes Paket Luxair-Aktien erworben, ohne dass dieser Kauf nennenswert in der Presse thematisiert worden wäre.

Oder haben Sie, werter Leser, davon gehört, dass eine staatliche Struktur unlängst ein großes Gebäude auf Kirchberg erworben hat? Die „Chambre des fonctionnaires et employés publics“ schreibt zu diesem Thema: „Il peut être parfaitement légitime et justifié, pour ne mentionner qu’un seul exemple, d’acquérir un bâtiment-tour au Kirchberg, mais après que le Gouvernement a procédé à une pareille mesure, les diverses analyses budgétaires subséquentes, faites au parlement comme dans la presse, ne peuvent simplement pas en faire abstraction, sans commettre une malhonnêteté intellectuelle de premier ordre.“

Es ist offensichtlich, dass man dem Volumen der Staatsschuld jenes der Finanzaktiva des Staates gegenüberstellen muss. Hier soll nicht einmal die Rede sein von den staatlichen Immobilien (der „öffentlichen Domäne“, also etwa den Verkehrs-Infrastrukturen, genau wie der „privaten Staatsdomäne“, wie den Verwaltungs-, Schul- und sonstigen Gebäuden), sondern nur von den staatlichen Beteiligungen an börsennotierten Privatunternehmen wie SES, ArcelorMittal, BNP-Paribas, SEO, Aperam, sowie dem Besitz öffentlicher Unternehmen und Anstalten sowie der Beteiligung an nicht notierten Privatfirmen (P&T, BCEE, SNCFL, SNCI, LuxConnect, Enovos, Creos, LuxAirport, Luxair, Cargolux, BGL, BIL, Bourse de Luxembourg, genau wie die indirekten Beteiligungen, via SNCI, BCEE und P&T).

Das Haushaltsgutachten der Staatsbeamtenkammer beziffert den Wert der staatlichen Beteiligungen an börsennotierten Firmen auf 1,7 Milliarden Euro, ohne die beiden indirekten Beteiligun-

gen an der SES (über SNCI und BCEE), welche nochmals 1,2 Milliarden wiegen. Die anderen Beteiligungen belaufen sich auf 2,2 Milliarden, wenn man den Buch- oder Anschaffungswert zugrunde legt; bewertet zu den Ausweisen der jeweiligen Unternehmensbilanzen aber erreichen sie eine Größenordnung von 9 Milliarden, ohne Beachtung der sogenannten stillen Reserven, also beispielsweise der bilanziellen Unterbewertung von vor langem erworbenen Immobilien oder Beteiligungen.

Zusammenfassend stellt die Staatsbeamtenkammer hierzu fest: „Il s’ensuit que les participations de l’État (sans celles dans des institutions internationales, qui ont à leur tour augmenté sensiblement dans les années récentes, à charge du budget public) ont à elles seules une valeur monétaire de l’ordre de 10 à 12 milliards d’euros, ce qui constitue une fortune considérable. Ces participations représentent la contrevalet de 20.000 euros par habitant du pays voire plus, ou encore de 25% à 30% du PIB annuel, non y inclus bien évidemment le patrimoine immobilier de l’État.“

Dieses Riesen-Finanzvermögen des Staates übersteigt demnach sogar das Volumen der Reserven der Rentenversicherung, die auch sträflicher Weise vergessen werden, wenn großspurig und laienhaft über die miserable Erbschaft geredet wird, welche die Luxemburger ihren künftigen Generationen überlassen.

Vor allem aber erreichen die reinen Finanzaktiva des Staates (also ganz ohne Grundbesitz) ein Volumen, das dem Doppelten der Staatsschuld entspricht. Da bleibt nur die Frage: Nettoschuld, wo bist du geblieben?

Aber wenn wir noch einen Augenblick bei der Bruttoschuld verbleiben können, so lohnt es sich, unsere angeblich so enorme und beängstigende Staatsschuld aus europäischer Perspektive zu beleuchten. Ende 2011 stellte unsere öffentliche Gesamtschuld (einschließlich des Kommunalbereichs) nach der harmonisierten EU-Rechenmethode 18% des BIP dar. Erlaubt sind 60%, der Musterschüler Deutschland lag bei 81%, Frankreich bei 86%, Belgien bei 98%, Portugal bei 108%, Italien bei 120% und Griechenland bei über 170%.

Und bei uns, so hört man, herrschten griechische Verhältnisse!? Ob es nicht eher ein kollektiver Haushaltswahnsinn ist mit einer allgemeinen finanzpolitischen Hysterie? Vergessen wollen wir vor allem nicht, abschließend ausdrücklich die Patronatslobbyisten zu beglückwünschen, deren „Spin-Doktors“ und „Think Tanks“ ganze Arbeit geleistet haben. Ihrer Propaganda ist eine ganze Nation auf den Leim gegangen. Die CGFP allerdings nicht! **GH**

Haushaltsjahr	p.m. Bruttoinlandsprodukt in Mio €	Haushaltssaldo der Gesamtverwaltung			
		real		ursprünglich erwartet	Fehlschätzung
		In Mio €	In % BIP		
2006	33.914	+459	+1,4%	-1,8%	3,4%
2007	37.497	+1.380	+3,7%	-1,0%	4,7%
2008	37.372	+1192	+3,2%	-0,4%	3,6%
2009	36.027	-277	- 0,8%	-2,3%	3,1%
2010	39.906	-331	- 0,8%	-4,4%	3,6%
2011	42.625	-140	- 0,3%	-3,0%	2,7%
2012				-2,1%	
2013				-3,5%	

Mehr Kapital für nationale Unternehmen

Fundamentale Überlegungen über eine verbesserte Finanzierung der Wirtschaft

Kein Glück hat Cargolux mit seinen Aktionären aus dem Luftfahrtbereich. Der Mitbegründer von 1970, Loffleider, damals auch als „Hippie Express“ bekannt, fusionierte 1979 mit anderen isländischen Fluggesellschaften zur Icelandair, wurde dann aber 1987 im Kapital von Cargolux durch Lufthansa abgelöst, die wiederum 1998 an Swiss Air verkaufte. Als dieses Prestigeunternehmen zusammen mit seiner Tochter Sabena im Jahre 2001 in Konkurs ging, zierte sich der Konkursverwalter lange mit dem Verkauf. Schließlich übernahmen die übrigen Aktionäre vorübergehend das Aktienpaket, um es im September 2011 an die Qatar Airways abzutreten, die nach einer kurzen und stürmischen Beziehung nun schon wieder aussteigt. Kommen jetzt Chinesen oder Russen?

Dass ein „industrieller Partner“ für Cargolux nützlich sein könnte mit Synergien und Knowhow, ist auf den ersten Blick ein durchaus logischer Gedanke. Doch nach all den Erfahrungen fragt man sich, ob dies nicht bloß eine theoretische Überlegung ohne praktischen Nährwert ist, voller Gefahren angesichts potentieller Interessenskonflikte. Darüber zu diskutieren, ist aber müßig, wenn man nicht über die erforderlichen Insider-Informationen verfügt.

Fest steht hingegen die Tatsache, dass jetzt bei Cargolux kurzfristig ein Aktienpaket von 35% zu übernehmen ist, für einen neunstelligen Euro-Betrag, während gleichzeitig eine Kapitalerhöhung von ähnlicher Größenordnung gestemmt werden muss, wegen eines negativen Geschäftsergebnisses und weil die gesamte Flotte erneuert wird.

Dabei ist Cargolux nur einer von mehreren Fällen, in denen letzthin Unternehmenskapital gebraucht wurde oder künftig gebraucht wird. Als die BGL aus dem Fortis-Desaster herausgekauft werden musste, sprang der Staat ein, indem er kurzfristig auf seine Budgetreserven zurückgriff. Die anschließende Refinanzierung aber trieb dann unsere Staatsschuld in die Höhe, zumindest brutto betrachtet. Aber das scheint ja die einzige Sichtweise so vieler selbsternannter Haushalts-Experten zu sein.

Im Falle BIL/Dexia konnte der Staat, nicht zuletzt wegen EU-Vorschriften, sich nur noch marginal an der Übernahme beteiligen, so dass die Investition niedriger blieb. Dafür übernahm der Staat zwischendurch, und fast unbemerkt von

Presse und Publikum, vom Schweizer Speditionsunternehmen Panalpina einen Anteil von 12,1% an Luxair, nachdem er schon 2008 ein ähnliches Luxair-Paket von BGL übernommen hatte. Als sich unlängst ArcelorMittal aus der Enovos-Créos-Gruppe zurückzog, wo Staat und SNCI 35,4% und die Hauptstadt 8% besitzen, überließ man diese 23,5%-Beteiligung einem Fonds der französischen Axa-Gruppe.

Wesentlich ist bei dieser Entwicklung der Umstand, dass die traditionellen Luxemburger Kapitalisten sich „globalisiert“ haben, das heißt, dass sie ihre Investitionen weltweit streuen, auf der Suche nach einer maximalen Rendite bei minimalem Risiko. Diese vaterlandslosen Gesellen versuchen nicht einmal mehr, den Eindruck zu erwecken, die nationalen Interessen Luxemburgs interessierten sie irgendwie.

Was hier betont werden soll, ist die Tatsache, dass in unserem Land immer wieder systemische Unternehmen aus diversen Bereichen (Finanzen, Energieversorgung, Transportwesen, Industrie) einen erheblichen Finanzierungsbedarf aufweisen, wobei die öffentliche Hand sich im nationalen Interesse genötigt fühlt, finanziell einzugreifen. Sei es, weil historische Aktionäre aussteigen, weil hohe Wachstums-Investitionen zu schultern sind, oder weil konjunkturbedingte Restrukturierungen anstehen.

In dieser Hinsicht ist das Ende der Fahnenstange gewiss noch lange nicht erreicht. Zudem könnten sich künftige Problemfälle gegebenenfalls ohne längere Vorwarnung einstellen. Wann der Staat nun sinnvollerweise etwas Konkretes unternehmen muss, und wie viel und auf welche Art dabei öffentliche Gelder fließen sollen, das muss stets angesichts der jeweiligen Lage von den politisch Verantwortlichen kurzfristig entschieden werden.

Was aber im Hinblick auf derartige Fälle unbedingt längerfristig vorbereitet werden sollte, ist eine strukturelle Verbesserung der Möglichkeiten der Finanzierung derartiger notwendigen Maßnahmen. Es ist ja nicht normal, dass bei einer staatlichen Direktintervention die Staatsschuld anwächst, mit einem entsprechenden medialen Getöse an der Maastricht-Front.

Als Alternative dazu besteht zwar das indirekte Eingreifen über die beiden staatlichen Finanzinstitute SNCI

und BCEE, doch deren Handlungsspielraum verengt sich drastisch, weil sie als Kreditunternehmen den verschärften internationalen Normen über die erforderlichen Eigenmittel unterliegen. Diese wenden sich eindeutig gegen Unternehmensbeteiligungen in den Bankbilanzen.

Angesichts dieser Sachlage hat die Staatsbeamtenkammer bereits letztes Jahr in ihrem Haushalts-Gutachten vorgeschlagen, durch die Bündelungen der derzeitigen staatlichen Beteiligungen, im Privatsektor wie bei den öffentlichen Unternehmen, einen starken staatlichen Investitionsfonds zu schaffen, der sich im Bedarfsfall sehr schnell alle erforderlichen zusätzlichen Finanzmittel beschaffen kann, um von der Regierung beschlossene Eingriffe zu finanzieren.

„... la Chambre des fonctionnaires et employés publics se permet de rappeler sa proposition, avancée en automne 2011 dans l'avis budgétaire précédent, pour la création d'un 'Fonds National de Participation et d'Investissement' par le regroupement des principales participations actuelles de l'État dans de grandes entreprises publiques et privées.

Un tel outil, qui est entre-temps également proposé par d'autres observateurs, notamment dans le monde bancaire luxembourgeois, disposerait d'actifs financiers importants, éventuellement de l'ordre d'une dizaine de milliards d'euros, et aurait dès lors une surface financière appréciable et une crédibilité certaine. Aussi serait-il à tout moment capable de lever rapidement, en cas de besoin, des ressources additionnelles.

Muni d'un pareil instrument, le Gouvernement pourrait décider, dans le cas de chaque intervention jugée requise ou utile, selon les seuls mérites propres de la situation concrète, sans devoir se soucier du refinancement immédiat et sans devoir alourdir à chaque fois le budget de l'État et l'endettement public.“

Avis budgétaire 2013 de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

Nach der Vorstellung der Staatsbeamtenkammer sollte dieses Finanzierungsinstrument aber ganz in der Hand des Staates verbleiben, da bei einem Hinzuziehen von privaten Investoren unweigerlich die von diesen erwartete Rendite

in den Vordergrund rückt, so dass das nationale, volkswirtschaftliche Interesse gegebenenfalls von betriebswirtschaftlichen und rein finanziellen Überlegungen verdrängt werden kann.

Die Kammer weist aber darüber hinaus auch auf die Tatsache hin, dass kleine und mittlere Investoren in unserem Lande, welche die Zukunft unserer Wirtschaft positiv bewerten und daher bereit wären, hiesige Unternehmen mitzufinanzieren, praktisch keine konkreten Möglichkeiten dazu finden. In Folge dessen schlägt der diesjährige „Budget-Avis“ vor, auch Wege zu finden, um diese offensichtliche institutionelle Schwäche zu überwinden, im Interesse der Leistungsfähigkeit unserer Unternehmen.

Welche Möglichkeiten bestehen, um private Langzeit-Investitionen als Unternehmenskapital zu verwenden, darüber sollte intensiv nachgedacht werden, so die „Chambre des fonctionnaires et employés publics“, welche vorschlägt, die Luxemburger Zentralbank solle Ideen hierzu entwickeln.

„La Banque Centrale du Luxembourg pourrait se charger (ou être chargée) d'une étude analysant toutes les possibilités, du point de vue de l'intérêt national, d'améliorer le financement de notre économie, de son expansion, de sa diversification et de son amélioration structurelle.“

Un tel examen et la mise en application concrète de ses conclusions pourraient grandement contribuer à un nouveau développement, en complément des efforts déjà actuellement en cours, dans le sens d'une amélioration de notre tissu économique.“

Avis budgétaire 2013 de la Chambre des fonctionnaires et employés publics

Hier geht es nicht um das Vertreiben ausländischer Investoren aus unserer Wirtschaft, sondern um die Absicherung langfristiger, strategischer Interessen des Landes gegenüber den skrupellosen Kurzzeit-Strategien von Spekulanten und Profitmachern. Der Staat muss Einfluss behalten auf unsere nationalen Infrastrukturen sowie auf die wesentlichen Instrumente für Wachstum und Diversifizierung der Wirtschaft. Sparmaßnahmen können Investitionen nicht ersetzen.

Z

- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**

- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**



Visitez notre site Internet:

www.cgfp.lu

Wirksame Direkthilfe für Mutter und Baby



Auch bei uns ist Kinderkriegen nicht ganz ohne Risiko, doch mit Vorsorgeuntersuchungen und einer professionellen und ärztlichen Geburtsbegleitung können die Risiken auf ein Mindestmaß abgesenkt werden. Im Togo aber ist es, zumindest für die allermeisten Frauen, einfach russisches Roulette. Wenn man Glück hat, geht alles gut, sehr oft aber nicht.

Aus Geldgründen unterbleibt in den allermeisten Fällen jegliche Voruntersuchung, die Hausgeburt ist noch weit verbreitet, und eine Hebamme bemüht man oft erst, wenn das Problem offensichtlich ist, und dann ist meistens kaum noch etwas auszurichten. Also: Ist die Lage des ungeborenen Kindes nicht die Richtige, so befindet sich die Mutter in Lebensgefahr oder ist bereits tot, bevor jemand dies erkennt.

Ohnehin gibt es im Togo eine medizinische Behandlung nur gegen Vorausbezahlung. Geld aber haben die wenigsten. Krankenkasse? Fehlangeige!

Und wie man ein Kleinkind pflegt oder wie sich eine Schwangere ernähren soll, davon haben junge künftige Mütter oft nicht die geringste Ahnung, vor allem, wenn sie in der Hauptstadt Lomé leben, weit entfernt von ihrem Geburtsort und den erfahrenen Großmüttern. Traditionelle „Heilmittel“ und schlechte Ratschläge sind weit verbreitet, Medikamente für die meisten unerschwinglich. Die Kindersterblichkeit ist demnach enorm hoch.

Unsere Frau vor Ort, Madame Marie-France Speck, wurde im Kreise ihrer togolesischen Mitarbeiter mit diesem Problem konfrontiert. So entstand über die „Œuvre CGFP d'Aide au Développement“ das Projekt „*Bonjour Bébé!*“ mit einem Budget von knapp 200.000 Euro für drei Jahre.

Unsere zwei Hebammen in ihrer schmucken, sauberen Kleidung (siehe Bild) und auf ihren leichten Motorrollern sind inzwischen stadtbekannt in Lomé. Schwangere, deren Familien oder sogar Nachbarn rufen die Telefonnummer des neugeschaffenen Dienstes an. Und schon erhalten sie zuhause den Besuch einer unserer geschulten Betreuerinnen. Die anstehende Geburt und die Zeit nach der Geburt werden erst ordentlich vorbereitet und dann professionell begleitet. Probleme beim Stillen



Weniger Mütter, die bei einer Geburt sterben, und eine niedrigere Todesrate für Babys: das CGFP-Programm für Lomé im Togo



sind weit verbreitet, können aber oft durch kompetente Beratung behoben werden.

Und in allen Fällen, wo sich eine Hospitalisierung als notwendig erweist, kann sie auch durchgeführt werden, falls erfordert auch mit unserer finanziellen Hilfe. Dank Ihrer Spenden, werte CGFP-Mitglieder! Die jungen togolesischen Mütter und ihre Babys sagen Ihnen „*Merci!*“.

P.Z.

Spenden auch Sie!

Unterstützen auch Sie das CGFP-Hilfswerk. Ihre Spende können Sie auf eines der beiden Konten der „Fondation CGFP de Secours“ überweisen:

CCPL: IBAN LU46 1111 0733 4614 0000
BCEE: IBAN LU57 0019 1000 2060 6000

Ihre Spende ist im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen steuerlich absetzbar

„Section Prévention du Crime“ der Polizei

Einbrechern einen Riegel vorschieben

Gerade in der „dunklen Jahreszeit“ steigt die Zahl der Einbrüche erfahrungsgemäß an. Wie Eigentümer ihr Wohnhaus bestmöglich vor ungebetenen Gästen schützen können, sagt ihnen die Beratungsstelle der Polizei.

„Mit unseren Beratungen möchten wir Einbrüchen vorbeugen und dazu beitragen, Einbrechern mit zum Teil einfachen Mitteln zuverlässig einen Riegel vorzuschieben“, umschreibt Chefkommissar Marc Ragnacci die Aufgabe der Präventionsstelle der Polizei in nur wenigen Worten. Gerade in der „dunklen Jahreszeit“ hätten Einbrecher wieder Hochkonjunktur. Doch mit moderner Sicherheitstechnik und vorausschauendem Verhalten ließe sich oft Schlimmeres vermeiden.

Mehr Einbrüche als je zuvor

Dass neben den Ferienzeiten insbesondere auch die Wintermonate Einbruchsdiebstähle in ungesicherte Objekte begünstigen, geht aus den Polizeistatistiken deutlich hervor. Die „Section Prévention du Crime“ der Polizei stützt sich auf Erhebungen aus den Monaten November und Dezember im Jahre 2011, in denen mehr Einbrüche in Wohnungen und Wohnhäuser gezählt wurden als je zuvor. Allein schon aus diesem Grunde versucht die Polizei auch über ihre entsprechende Internetseite, die Bevölkerung zu vorsorglichem Verhalten gerade in der „dunklen Jahreszeit“ aufzurufen. Denn eines wissen die Beamten der Präventionsabteilung der Polizei nur allzu gut: Die frühzeitige Dunkelheit ermutigt Einbrecher, bereits recht früh, noch bevor die Bewohner wieder zu Hause sind, in Wohnhäuser einzudringen. Und deshalb sei es ja auch gerade so wichtig, „Wohnungen nach



Zu den Schwachstellen eines Hauses zählen insbesondere mangelhaft gesicherte Fenster und Fensterrahmen. Eine wirksame Sicherheitsverglasung muss sowohl durchwurf- als auch einwurfhemmende Merkmale aufweisen, wie Chefkommissar Marc Ragnacci von der „Section Prévention du Crime“ der Polizei erklärt.

daran gedacht werden, die Batterien rechtzeitig zu ersetzen.

Zu den Schwachstellen eines Hauses zählen insbesondere mangelhaft gesicherte Fenster und Fensterrahmen. „Die Hersteller legen viel Wert auf die Isolation, vergessen dabei aber allzu oft den Sicherheitsaspekt“, bedauert Chefkommissar Guy Holcher, zugleich verantwortlicher Leiter der „Section Prévention du Crime“. „Und dabei sollten Fenster mindestens der Widerstandsklasse 2 entsprechen“, ergänzt Marc Ragnacci. Um dieses Gütesiegel beanspruchen zu können, müsse der Rahmen über einen Sicherheitsbeschlag verfügen, der das Aufbrechen des Fensters verhindert oder zumindest erheblich erschwert. Ferner sei eine Sicherheitsverglasung erforderlich, die sowohl durchwurf- als auch einwurfhemmende Merkmale aufweise. Und schließlich gehörten zu einem Fenster dieser Sicherheitsklasse auch absperrbare Fenstergriffe, die, nachdem der Fensterrahmen durchbohrt worden sei, ein Öffnen von außen mit einem Draht oder Ähnlichem wirksam verhinderten.

Abschreckende Wirkung

Eine wirklich abschreckende Wirkung auf Einbrecher hätten aber noch immer Alarmanlagen mit Außensirenen. Auch hier stützen sich die Experten der Polizei auf Erhebungen, die zeigten, dass das Vorhandensein einer Alarmanlage das Risiko eines Einbruchs um bis zu 75 Prozent reduziere. Sinn und Zweck einer solchen Vorrichtung sind es, potentielle Täter davon abzuhalten, überhaupt erst in ein Haus einzudringen. Im Polizeijargon spricht man gerne von einer sogenannten „Außenhautabsicherung“, die sich vornehmlich zum Schutz des privaten Eigenheims anbietet und sämtliche Öffnungen – Türen und Fenster der „Außenhaut“ eben – einzeln überwacht.

Die Vorteile eines solchen Überwachungssystems liegen auf der Hand: „Die Anlage kann eingeschaltet werden, auch wenn die Bewohner zu Hause sind. Auch bei eingeschalteter Anlage können sie sich frei im Hause bewegen“, erklärt Marc Ragnacci und

dient auch gleich mit einem Beispiel aus der entsprechenden Polizeibroschüre zur Vorbeugung von Einbrüchen: „Stellen Sie sich vor, ein Einbrecher versucht, ein Fenster oder eine Tür gewaltsam zu öffnen. Endlich hat er es geschafft, die Terrassentür geräuschlos zu öffnen, da heult die Sirene auch schon los. Im Haus wird das Licht eingeschaltet, die Bewohner sind aufgewacht. In der Nachbarschaft bellt ein Hund, und womöglich zieht der Nachbar auch noch die Rollläden hoch. Dem Täter bleibt wohl oder übel nichts anderes übrig, als schleunigst die Flucht zu ergreifen.“ Die Erfahrung jedenfalls zeige, dass Einbrecher grundsätzlich keine direkte Konfrontation mit den Hausbewohnern suchten.

Zu einer wirksamen Vorbeugung gehören aber auch gute Nachbarschaftsbeziehungen. „Nachbarn können regelmäßig den Briefkasten leeren, abgelegte Werbemittel vor der Haus- oder Wohnungstür entfernen, tagsüber die Rollläden hochziehen, den Rasensprenger einschalten, die Wäscheleine oder die nicht eingeschlossene Mülltonne am leerstehenden Wohnhaus benutzen“, nennt Marc Ragnacci konkrete Beispiele einer vorbildlichen Nachbarschaftshilfe.

All dies trage wiederum dazu bei, ein Wohnhaus bewohnt erscheinen zu lassen und halte potentielle Täter von einem Einbruchversuch ab (zusätzliche Maßnahmen, die gerade vor Reisebeginn sinnvoll erscheinen, entnehmen unsere Leser bitte unserem Kasten auf nebenstehender Seite).

Notrufnummer 113

Bei verdächtigen Beobachtungen sollten Nachbarn auch nicht zögern, umgehend die nächste Polizeidienststelle oder die Notrufzentrale der Polizei über die Notrufnummer 113 zu informieren. Die Arbeit der Polizei jedenfalls werde spürbar erleichtert, wenn auf diese Weise immer weitere Mosaikteilchen zur Klärung eines Falles hinzukommen. Täter auf frischer Tat zu ertappen, werde in der Tat zunehmend schwieriger, zumal Einbrüche laut internationalen Studien zwischen drei und höchstens zehn Minuten dauern.

Großer Zuspruch kenne in diesem Zusammenhang auch eine seit geraumer Zeit eigens zur Ferienzeit von der Polizei angebotene kostenlose Dienstleistung. Reisende können dem für sie zuständigen Polizeikommissariat ihre zeitweilige Abwesenheit mitteilen. Im



Alarmanlagen mit Außensirenen haben eine abschreckende Wirkung auf Einbrecher. Nach anerkannten Erhebungen kann das Vorhandensein einer Alarmanlage das Risiko eines Einbruchs um bis zu 75 Prozent reduzieren.

außen hin so erscheinen zu lassen, als ob wirklich jemand zu Hause ist.“

Einbrucherschwerende Maßnahmen indes können bereits bei der Planung eines Hauses erzwungen werden. Dies hat den Vorteil, dass Magnetkontakte, um nur dieses Beispiel zu nennen, gleich in die Fensterrahmen oder Türen mit eingebaut werden können und somit unsichtbar bleiben. Technische Vorkehrungen lassen sich aber auch an bereits bestehenden Immobilien nachrüsten. In einem solchen Falle werden sehr häufig kabellose Elemente genutzt, die auf die Rahmen aufgeschraubt oder geklebt werden und dann über Funk miteinander verbunden sind. Egal für welches System man sich entscheidet: Eine regelmäßige Wartung der Sicherheitsanlage empfiehlt sich allemal. Gerade bei kabellosen Systemen sollte regelmäßig



Mit solchen Zusatz-Einrichtungen lassen sich insbesondere Türen zu Wohnungen in Mehrfamilienhäusern wirksam absichern

Sinne einer wirksamen Einbruchsprävention bindet die Polizei die leerstehenden Wohnungen dann in ihre Streifenfahrten und Streifengänge mit ein. Und wenn die Polizei dann eine Unachtsamkeit, z.B. ein auf Kipp gestelltes Fenster, feststelle, werde der Hausbesitzer unmittelbar informiert, so dass eine Vertrauensperson schnell nach dem Rechten sehen könne.

„Bei mir doch nicht...“

Die in der breiten Öffentlichkeit oftmals vertretene Meinung „Bei mir doch nicht, bei mir gibt es nichts zu holen“ wollen die Beamten der „Section Prévention du Crime“ nur bedingt gelten lassen. Solche Äußerungen seien mehr Selbstberuhigung als realistische Lagebeurteilung. Denn in der Regel prüften Einbrecher vor der Tat nicht, ob sich der Einbruch auch „lohne“. Demzufolge könne es jeden einmal treffen. Und zum zweiten dürfe auch nicht unterschätzt werden, dass es weniger die materiellen Schäden sind, die schwer wiegen, sondern vielmehr die psychischen Belastungen, die die Opfer über lange Jahre hinaus quälen können. Marc Ragnacci: „Der Schock, dass ein Fremder unerkannt in die eigene Privatsphäre eingedrungen ist, und das dadurch verlorengegangene Sicherheitsgefühl machen den Betroffenen schwer zu schaffen.“ Internationale Forschungen ergaben, dass bis zu 70 Prozent aller Einbruchopfer über erhebliche Ängste, Schlafstörungen, Kopfschmerzen oder Magen- und Darmbeschwerden klagten.

Eine rein beratende Funktion

Die Polizeiexperten in Sachen Einbruchschutz unterscheiden zwischen drei Unterteilungen von Schutzmaßnahmen: mechanische Sicherheit, elektronische Sicherheit und Verhaltensweise der Hausbewohner. So bewirkten häufig schon recht einfache Maßnahmen, Täter fernzuhalten. Eine Haustür beispielsweise sollte stets gut verriegelt sein und nicht nur einfach hinter einem zugezogen werden. Den



Gerade in der „dunklen Jahreszeit“ nimmt die Zahl der Einbrüche nach Polizeistatistiken erheblich zu

Foto: Fotolia

Info

Wer eine individuelle Beratung zur Absicherung seiner Wohnung gegen Einbrüche wünscht, kann sich telefonisch an die „Section Prévention du Crime“ der Polizei wenden (Tel.: 4997-2333). Die Beratung ist kostenlos und kann direkt am Objekt oder in der polizeieigenen Ausstellung zum Thema Einbruchschutz erfolgen.

Die Beratung kann ebenfalls vor Ort, direkt am Objekt, erfolgen. Auf unserem Foto: Chefkommissar Guy Holcher (l.) macht auf Schwachstellen am Zylinderschloss aufmerksam.



Fotos: Steve Heiliger

Hausschlüssel unter der Türmatte zu hinterlegen, sei alles andere als ratsam und vorsorglich, denn auch ungebetene Gäste kannten diese Verstecke. Angemessener sei es da schon, das Auto in der Garageneinfahrt zu parken. Auch das erwecke den Eindruck, das Haus sei bewohnt, was wiederum eine abschreckende Wirkung auf mögliche Einbrecher habe.

Alarmanlagen, genau wie alle anderen Sicherheitsartikel, sollen ausschließlich im Fachhandel erworben werden. „Wir verkaufen keine Sicherheitsprodukte. Wir haben eine rein beratende Funktion“, bringt Guy Holcher die Sache auf den Punkt. Interessant auch der Hinweis, dass lediglich ein Drittel der bis zu 200 im Jahr durchgeführten Beratungen nach einem Einbruch erfolgen, während die restlichen zwei Drittel aus rein vorsorglicher Haltung heraus beantragt werden, noch bevor ein Einbruch passiert ist. Die Beratungen, die im Übrigen kostenlos sind, können sowohl vor Ort, gleich am Objekt also, als auch innerhalb der in der „Cité Policière Grand-Duc Henri“ auf Kalchesbréck eingerichteten ständigen Ausstellung der „Section Prévention du Crime“ erfolgen.

Wer nun allerdings meint, diese Beratungen würden sich ausschließlich auf Privatwohnungen beziehen, der irrt. „Zu unserer Stammkundschaft zählen auch Unternehmen, Schmuckwarenhandlungen, Finanzinstitute oder Verwaltungen“, erklären Guy Holcher und Marc Ragnacci. In den Zuständigkeitsbereich der Beamten des „Service Prévention du Crime“ fallen weiterhin Konferenzen und Lehrgänge zum Thema Einbruchschutz, wobei insbesondere Banken von den im Zuge dieser Bemühungen angebotenen Anti-Hold-up-Kursen Gebrauch machten. Ferner ist die „Section Prévention du Crime“ der Polizei regelmäßig bei großen Ausstellungen mit einem Informationsstand vertreten, so etwa bei der alljährlich in den Messhallen auf Kirchberg stattfindenden „Semaine du Logement“, bei der sich bekannterweise alles ums Bauen und Wohnen dreht.

Dass es den absoluten Einbruchschutz nicht gebe, wollen Guy Holcher und Marc Ragnacci nicht einmal leugnen. Nichtsdestotrotz sei gut beraten, wer vorsorglich handle und Vorsorgemaßnahmen ergreife, um Tätern den Zugang zum Eigenheim so schwer wie möglich zu machen. Ein altbewährtes Sprichwort jedenfalls sei schon längst zum Leitmotiv ihrer Dienststelle geworden: „Mieux vaut prévenir que guérir – Vorbeugen ist besser als heilen“. Oder anders ausgedrückt: „Das beste Heilmittel ist die Prävention!“

s.h.



Eine Rollladen-Hochschiebesicherung gibt Rollläden einen besseren Einbruchschutz

Noch vor einer Urlaubsreise sollten Sie...

- sämtliche Lieferanten abbestellen;
- nicht durch Zeitungsinserte oder über den Anrufbeantworter auf Ihre Abwesenheit aufmerksam machen;
- die Tageszeitungen und Postsendungen abbestellen;
- den Nachbarn oder einer Vertrauensperson die Ferienadresse, den Hausschlüssel und den Kontaktschlüssel oder die Zahlenkombination Ihrer Alarmanlage hinterlassen;
- sämtliche Innentüren und Möbel unversperrt lassen;
- die Gaszufuhr und Wasserläufe absperren;
- die Stromzufuhr für Außensteckdosen abschalten;
- kein Geld oder Wertsachen im Haus lassen;
- Ihre Wertgegenstände auflisten und fotografieren, ggf. ein Dossier zusammenstellen und dieses außerhalb Ihrer Wohnung aufbewahren;
- sich überzeugen, dass sämtliche Fenster und Türen versperrt sind;
- die Garagenpforten mit Zusatzverriegelungen schließen und die Kellerluken entsprechend sichern;
- die Stromzufuhr für das Garagentor abschalten;
- dafür sorgen, dass die Garten- und Terrassenbeleuchtung nicht am Tag eingeschaltet sind;
- Leitern oder sonstige Einstiegshilfen gegen unbefugtes Benutzen sichern bzw. wegräumen.

Eine Initiative der „Instruction routière“ der hauptstädtischen Polizei

50 Jahre moderne Verkehrserziehung

„Verkehrskasperle“, Schülerlotsen, Kinderverkehrsgarten und Fahrradprüfungen haben bis heute ihre Bedeutung behalten

Im Jahre 1962, vor nunmehr bereits 50 Jahren, ging die erste Vorstellung des Verkehrskasperle-Theaters in der Hauptstadt „über die Bühne“. Mit dieser Initiative der Sektion „Verkehrsaufklärung“ der hauptstädtischen Polizei, die unter dem Begriff „Instruction routière“ später Verkehrsgeschichte schreiben sollte, legten die damals jungen Agenten Willy Hein,

Victor Eischen, Pierre Heiliger und später Marcel Zenners den Grundstein zu einer modernen und wirksamen Verkehrserziehung der Kinder, die bis heute ihre Berechtigung und Bedeutung hat. Ausschlaggebend für diese Initiative waren die vielen dramatischen Kinderunfälle Ende der 1950^{er} und Anfang der 1960^{er} Jahre.

Ein Rückblick (1960-1964)

Zur Sicherheit der Kinder im Straßenverkehr

Unter dem Impuls des damaligen Polizeikommissars der Stadt Luxemburg, Eugène Bertrand, wurde 1960 die Sektion „Verkehrsaufklärung“ gegründet. Vorerst wurde die Öffentlichkeitsarbeit zur allgemeinen Verkehrssicherheit von Kommissar Bertrand weitergeführt. Neben ihrem normalen Polizeidienst intensivierte die Beamten der „Instruction routière“ zunächst die Radiosendungen „d’Minut vun der Verkeierspolizei“ sowie die Pressemitteilungen „Spalte der Verkehrspolizei“. Außerdem wurden Verkehrsunfall-Statistiken erstellt, die zur späteren Unfallauswertung verwendet werden konnten. Überwachung der Schulwege sowie Verkehrskontrollen an Schulen und Spielplätzen gehörten ebenfalls zu deren Tagesprogramm. Was die eigentliche Verkehrserziehung anbelangte, die anschließend in Angriff genommen wurde, musste die soeben geschaffene Polizeiabteilung allerdings bei null anfangen. Hauptmotivationsgrund zu diesem Schritt waren die dramatischen Kinderunfälle der 1950^{er} und Anfang der 1960^{er} Jahre, die die Polizeibeamten allzu oft hautnah miterlebten. Im Durchschnitt passierten damals rund 70 Kinderunfälle jährlich, viele davon endeten tragisch. In der Verkehrsaufklärung mussten neue Wege beschritten werden. Da die Beamten der „Instruction routière“ sich anlässlich eines Besuchs bei Scotland Yard in London von der Wirksamkeit einer neuen Verkehrserziehungsmethode anhand des Marionettentheaters überzeugen konnten, kam sofort die Idee auf, diese neuartige Form der Verkehrserziehung auch in Luxemburg einzuführen. Man sah sich um und entschied sich für die Variante des Kasperletheaters, die in Deutschland bereits große Erfolge zu verzeichnen hatte.

„Verkehrskasperle“ tritt in Aktion

Nach einem Lehrgang bei der Verkehrspolizei Hamburg und Essen sowie einer Probevorstellung des „Verkehrskasperle“ der Polizei Bochum (Nordrhein-Westfalen) am 13. Dezember 1961 an der damaligen Europaschule auf Limpertsberg, die bei den zuständigen Instanzen, Schule und Gemeinde, großen Anklang fand, und der Erarbeitung einer voluminösen Dokumentation über Sinn und Zweck des Verkehrs-Puppentheaters war der Weg frei, das Kasperlespiel auch in Luxemburg einzuführen.

So fand die erste Kasperlevorstellung am 27. Februar 1962 in der Vorschule in Cessingen statt. Bei dieser neuen Methode der Verkehrserziehung ging es bekanntlich darum, den Kindern auf eine eher lustige Weise die elementarsten Verkehrsregeln spielend beizubringen.

So erlernten die Kleinen im Zusammenspiel von Kasperlefiguren und Kindern den einprägsamen Verkehrsspruch: „Kuck lénks, kuck rechts...“



Die ersten Schülerlotsen kamen am 22. Mai 1963 an der Primärschule in Rollingergrund zum Einsatz

Nachdem die Bemühungen um die Sicherheit der Kinder in der Öffentlichkeit großen Anklang gefunden hatten, kam es auf Bestreben der neugegründeten Vereinigung „La Sécurité Routière“ zu einer Zusammenarbeit mit der Abteilung „Verkehrsaufklärung“, in deren Aktionen die „Sécurité Routière“ alsdann mit einbezogen wurde.

In der Folge gastierte die „Instruction routière“ mit „Verkehrskasperle“, der später durch die der Zeit angepasste „Norry-Bühne“ ersetzt wurde, in fast allen größeren Gemeinden des Landes. Da deren Aktivitäten sich jedoch, nicht zuletzt wegen der Einführung des Schü-

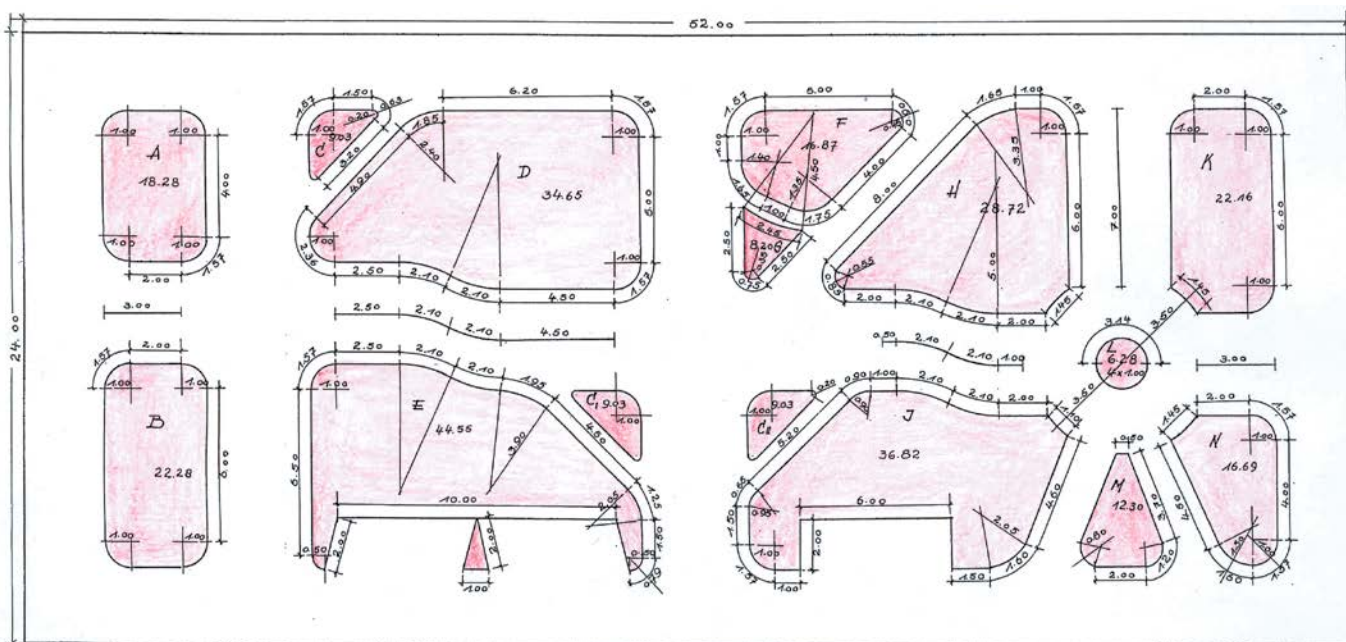
lerlotsendienstes, notgedrungen auf die Stadt Luxemburg konzentrieren mussten, wurde das Kasperletheater, das sich inzwischen als positive Lehrmethode erwiesen hatte, einige Zeit später auch von der Gendarmerie übernommen.

Schülerlotsen für die Stadt Luxemburg

Die „Instruction routière“ beließ es jedoch nicht bei „Kasperle“ und Malwettbewerben in den Vorschulen. Auch für die älteren Kinder musste etwas getan werden. Zumal die Kinderunfälle um diese Zeit einen dramatischen Höhepunkt erreicht hatten. 1962 verun-

glückten allein in einem Zeitraum von nur sechs Monaten, d.h. zwischen April und Oktober, 128 Kinder auf Luxemburgs Straßen, von denen 13 an den Unfallfolgen starben. Allein auf dem Gebiet der Stadt Luxemburg waren von März bis Dezember desselben Jahres 53 Kinder in einen Verkehrsunfall verwickelt, die teils schwer, drei von ihnen sogar tödlich verletzt wurden.

Die Einführung des Schülerlotsendienstes, die auf Initiative der „Instruction routière“ bereits 1960 vom hauptstädtischen Gemeinderat beschlossen worden war, gestaltete sich jedoch etwas schwieriger als diejenige des



Dieser Plan des Schulverkehrsgartens wurde von der „Instruction routière“ entworfen. Die Anlage wurde in den Ateliers der Stadt Luxemburg hergestellt. Entwurf: Pierre Heiliger



Der Luxemburger „Verkehrskasperle“ warnt auch heute noch vor den Gefahren im Straßenverkehr

Kasperletheaters, dies wegen administrativer und organisatorischer Hürden. Es musste vorerst eine legale Basis für diesen Sicherheitsdienst an den Schulen geschaffen werden. Hierzu bedurfte es einer 50 Seiten umfassenden Studie seitens der „Instruction routière“, um die zuständigen Instanzen von der Notwendigkeit von Schülerlotsen zu überzeugen. Außerdem wurde wieder einmal Hilfe aus dem Ausland eingeholt. Auf Einladung der „Instruction routière“ hielt der Schweizer Verkehrsspezialist Capt. Ad. Ramseyer, Chef der Verkehrspolizei von Stadt und Kanton Basel, am 15. Januar 1963 im hauptstädtischen Theater einen beachtlichen Vortrag zum Thema „Schulpatrouilleure“. Vor einem rund zweihundertköpfigen Auditorium der gesamten hauptstädtischen Lehrerschaft und den Verantwortlichen von Staat und Gemeinde referierte der Schweizer Experte über Sinn und Zweck des Schülerlotsendienstes sowie über die positiven Erfahrungen, die die Schweiz bereits seit 1952 mit den Schülerlotsen gemacht hatte.

So konnten die ersten Schulpatrouilleure nach einer angemessenen Ausbildung, 17 Jungen und Mädchen des sechsten Schuljahres, am 22. Mai 1963 an der Primärschule in Rollingergrund ihren Dienst aufnehmen.

Anschließend wurden an allen dichtbefahrenen Schulübergängen in der Hauptstadt Schülerlotsen eingesetzt. In dem Zusammenhang sei zu bemerken, dass bereits seit Herbst 1961 erste Versuche mit Schulpatrouilleuren im Ardennerstädtchen Wiltz unternommen worden waren. So fand dann auch das erste große Schülerlotsentreffen am 16. Juli 1963 in Wiltz statt.

Pierre Heiliger



26. November 1963: Der erste fixe Kinderverkehrsgarten der Stadt Luxemburg nimmt in den Ausstellungshallen auf Limpertsberg seine Tätigkeit auf

Kinderverkehrsgarten wird Realität

Am 26. November 1963 wurde der erste stationäre Schulverkehrsgarten in den früheren Ausstellungshallen auf Limpertsberg offiziell seiner Bestimmung übergeben. Diese Verkehrsanlage, die nach Plänen der „Instruction routière“, genauso wie die Kasperle Bühne, in den Werkstätten der Gemeinde Luxemburg hergestellt wurde, stand somit nun den jugendlichen Radfahrern zum praktischen Verkehrsunterricht zur Verfügung.

Der Verkehrsgarten war für die mittlere Ausstellungshalle geplant, hatte eine Länge von 52 m und eine Breite von 24 m, mit einem Gesamtstraßennetz von 440 m. Er nahm eine Ausstellungsfläche von 1.500 qm ein. Neben verschiedenen Straßenkreuzungen, deren mittlere (nachgebildete Place de l’Etoile) durch Verkehrsampeln geregelt wurde, waren eine Anzahl weiterer Verkehrssituationen in verkleinertem Maßstab nachgebildet worden. Außerdem waren Verkehrsinseln, eine davon mit Blinklicht für den Kreisverkehr, Einbahn- und Fahrverbotsstraßen sowie eine Tankstelle originalgetreu nachgestellt. Eingezeichnete Fahrbahnmarkierungen und Fußgängerstreifen sorgten für einen geregelten Verkehrsablauf. Geregelt und beaufsichtigt wurde die Gesamtanlage von einem mit Lautsprechern versehenen Kontrollturm. Als Fahrzeuge standen acht Fahrräder und elf Tretautos zur Verfügung. Dieser fixe, in einer Halle untergebrachte Kinderverkehrsgarten hatte den Vorteil, dass auch bei Schlechtwetter Verkehrsunterricht stattfinden konnte.

An dieser Stelle muss jedoch erwähnt werden, dass die Gendarmerie bereits Mitte der 50er Jahre in einem mobilen Verkehrsgarten die Jugendlichen instruierte. Diese Anlage, die inzwischen eingestellt worden war, wurde später, Mitte der 60er Jahre, wieder aktiviert.

Der „Sichere Schulweg“

Das Programm der „Instruction routière“ sah u.a. vor: eine permanente Verkehrsaufklärung durch Presse und Radio, Überwachung der Schulen, Spielplätze und Schulwege. Eine moderne Unfallauswertung mit diesbezüglichen Verbesserungsvorschlägen (Aufstellen von Verkehrsampeln und Verkehrsschildern, Anlegen von Fußgängerüberwegen und Bürgersteigen, kinderfreundlichen Fahrbahnmarkierungen) trugen zur Entschärfung gefährlicher Verkehrssituationen bei und sorgten somit für einen sicheren Schulweg der Kinder.

Landesweite Verkehrskonferenzen bei Jugendorganisationen (Scouts, Sport- und Freizeitvereinen) sowie Radfahrer-Tests im Straßenverkehr (spätere „Coupe scolaire“) rundeten das Verkehrsprogramm der „Instruction routière“ ab.



Hoher Besuch im Verkehrsgarten der Polizei: Prinz Charles, jüngerer Bruder von Großherzog Jean, mit Gemahlin Joan, informierte sich über die Verkehrsanlage auf Limpertsberg, während deren Kinder, Prinzessin Charlotte und Prinz Robert, ihr Verkehrswissen unter Beweis stellen konnten
Fotos: Pierre Heiliger



Dieses Bild, das 1988, anlässlich von „25 Jahre Schülerlotsen in der Hauptstadt“, aufgenommen wurde, zeigt die Gründer und Initiatoren der „Instruction routière“ der hauptstädtischen Polizei (v.l.n.r.): Marcel Zenners, Willy Hein und Pierre Heiliger. Anfang der 60er Jahre legten sie den Grundstein zu einer modernen und wirksamen Verkehrserziehung der Kinder. Auf unserem Foto fehlt der zu diesem Zeitpunkt leider schon verstorbene Victor Eischen.
Foto: Jean Weyrich

Ein Schlusswort zum Nachdenken

Rückblickend kann man heute mit Genugtuung feststellen, dass die richtungsweisenden Akzente, die die „Instruction routière“ der Polizei und die Stadt Luxemburg zwischen 1960 und 1964 mit ihrer Pionierarbeit setzten, sich landesweit positiv auf die Problematik „Kinderunfälle“ auswirkten. Denn bereits seit Jahrzehnten ereignen sich „nur“ noch einige wenige Kinderverkehrsunfälle im Jahr, von denen die meisten zum Glück ohne dramatische Folgen enden. Somit wurde die Zielsetzung der damaligen „Instruction routière“, die Kinderunfälle aus dem Straßenbild zu verbannen, erreicht. Dies konnte allerdings nur durch den pausenlosen Einsatz idealgesinnter Polizeibeamten und -beamtinnen, die sich immer wieder für die Sicherheit der Kinder einsetzten, erzielt werden.

Die vierjährige Aufbauarbeit der Abteilung „Verkehrsaufklärung“ gestaltete sich jedoch nicht so reibungslos wie zuvor geschildert. Mit ihrer neuen Aktivität hatte die Polizei sich auf ein für sie ungewohntes Terrain gewagt – den Schulbereich. Dies führte anfangs zu Kompetenzproblemen, die insbesondere bei der Einführung des Schülerlotsendienstes vorerst geklärt werden mussten. Außerdem waren neue Verkehrsvorschriften nötig.

Der Beweis, dass die „Instruction routière“ mit ihren Ideen damals richtig lag, dürfte zudem dadurch erbracht sein, dass auch noch 50 Jahre danach „Verkehrskasperle“ der Polizei weiterhin „assistiert“, Schülerlotsen das Straßenbild beleben, regionale Verkehrsgärten zur Verfügung der radfahrenden Jugendlichen stehen und landesweit Radfahrprüfungen im Straßenverkehr durchgeführt werden.

Vergessen darf man zudem nicht, dass der Dienst um die Sicherheit unserer Kinder der Polizei insgesamt auch zu der oft und gerne gepriesenen Bürgernähe (Schule, Eltern, Kinder) verhalf und ihr hierdurch ein positives Image verlieh.

Fazit: Damit die Kinderunfälle nicht wieder zum Problem werden, dürfen die Bemühungen um die Sicherheit der Kinder niemals aufhören!

ph.

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden

BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:
Wohnungsbau/-kauf
Modernisierung
Grundstückwerb

mit:
Sofortkredit
CGFP-Vorzugsdarlehen
Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:

OEL/CGFP

Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um
unverbindliche
Beratung durch einen
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2012

Bausparen aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Épargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenzinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenzinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:
Tel.: 47 36 51.



„Ein Fels in der Brandung“

50 Jahre Europäische Bausparkassenvereinigung



Unser Bild wurde am Rande der Jubiläumsfeier aufgenommen und zeigt EuBv-Präsident Herbert Pfeiffer (2.v.l.) und „Oeuvre“-Präsident Jos. Daleiden (3.v.r.) zusammen mit (v.l.n.r.) Anja P. Gruhn, Leiterin der Brüsseler Vertretung der EuBv, Mme Jos. Daleiden, Ehrenstaatsminister Jacques Santer und EuBv-Direktor Andreas Zehnder
Foto: Steve Heiliger

Luxemburg war von der Europäischen Bausparkassenvereinigung (EuBv) als Tagungsort auserwählt worden, um den 50. Jahrestag ihrer Gründung zu begehen. Die Vertreter der nationalen Mitgliedsstrukturen tagten am 24. und 25. Oktober in den Räumen des Hotel Le Royal und beschäftigten sich dabei vor allem mit der politischen Entwicklung in Europa im Bereich der Finanzen und der Regulierungen.

Wie der Vorsitzende der Vereinigung, Herbert Pfeiffer aus der Slowakischen Republik, in seiner Ansprache hervorhob, waren in den vergangenen Jahren die Bausparkassen als Spezialinstitute stets ein Stabilitätsanker in der Finanzwelt, der sich offen den angelsächsischen Tendenzen widersetzte, mit unsicheren Finanzierungsmethoden Höchstrenditen zu erzielen. Derzeit sehe der Verband die Gefahr, dass die Unsicherheiten auf den internationalen Märkten viele Investoren zu einer Flucht in Sachwerte verleiten würden, wodurch steigende Grundstückspreise das Wohneigentum für den Normalverdiener unbezahlbar machen könnten.

Ehrengast bei der Jubiläumsfeier war im Übrigen Ehrenstaatsminister Jacques Santer, der in seinen diversen Funktionen stets ein sehr offenes Ohr für die Anliegen und Sorgen der EuBv und ihrer Mitglieder hatte.

Luxemburg ist in der Bausparkassenvereinigung vertreten durch die „Oeuvre CGFP d'Épargne Logement“, auf deren Betreiben das Bausparen vor über 30 Jahren in Luxemburg eingeführt wurde. Für den Vorsitzenden der „Oeuvre CGFP d'Épargne Logement“, Jos. Daleiden, war es denn auch eine große Freude, alle Teilnehmer an der Herbsttagung der EuBv in Luxemburg begrüßen zu können und die Organisation zu ihrem 50. Jahrestag beglückwünschen zu dürfen.

Besonders erfreut zeigte sich Jos. Daleiden, Ehrenstaatsminister Jacques Santer bei der Jubiläumsfeier willkommen zu heißen, der als langjähriger Freund der EuBv an vielen Tagungen des Verbandes, nicht zuletzt in seiner Eigenschaft als EU-Kommissionspräsident, teilgenommen habe. Auch in seiner Amtszeit als Luxemburger Premierminister habe Jacques Santer dem Bausparen stets große Aufmerksamkeit gewidmet. Und aufgrund seiner Initiativen seien zahlreiche gesetzliche Fördermaßnahmen beschlossen worden, um allen Bevölkerungsschichten den Zugang zum Eigenheim zu erleichtern und überhaupt zu ermöglichen. Seinem Nachfolger im Amt des Finanzministers, Luc Frieden, verdankten wir

stattdessen, dass – neben anderen Maßnahmen – das Bausparen in Luxemburg von der Quellensteuer befreit worden sei.

Dass die EuBv seit ihrer Gründung bereits zum dritten Mal in Luxemburg tagte, wertete Jos. Daleiden als Beweis dafür, dass die Beziehungen zu unserem Land auf Sympathie beruhten und Bestand hätten. „Mit Genugtuung dürfen wir auf 50 Jahre Tätigkeit und Einsatz im Sinne des Bauspargedankens, im Dienst der Eigenheimförderung und im Interesse der Mitglieder und der Menschen im Allgemeinen, zurückblicken“, sagte der Vorsitzende der „Oeuvre CGFP d'Épargne Logement“ wörtlich und stützte sich dabei auf ein Zitat des früheren österreichischen Bundespräsidenten Rudolf Kirchschläger, der einst treffend bemerkt habe: „Die Bausparidee ist eine zutiefst menschenfreundliche Idee. Eine Idee, die dem einzelnen das Leben besser und schöner zu machen geeignet ist. Sie ist staatspolitisch von ungeheurer Bedeutung.“

Die Schaffung vor 50 Jahren eines Europäischen Dachverbandes innerhalb der Internationalen Bausparkassenorganisation habe einem echten Bedürfnis entsprochen, fuhr Jos. Daleiden fort. Die EuBv habe in all den Jahren nicht nur Zeichen gesetzt, sondern große Verdienste in ihrem Wirken, das eigene Zuhause unter den bestmöglichen Bedingungen vielen Interessenten zugänglich zu machen. Als anerkannter Gesprächs- und Verhandlungspartner auf europäischer Ebene genieße sie das Vertrauen der EU-Behörden und sei Mitgestalter der europäischen Regelungen in Bezug auf das Bausparen. Und somit sei die EuBv zum Begriff, ja zu einem Markenzeichen geworden.

Auch wenn die Bausparkassen der Finanzwelt angehörten, hätten sie nicht die geringste Verantwortung an der Finanz- und Wirtschaftskrise, die unsere Welt erfasst habe. Ganz im Gegenteil: Im globalisierten Finanzdebakel innerhalb der globalisierten Welt stünden die Bausparkassen wie ein Fels in der Brandung und erschienen gleichsam als Ehrenretter für die gesamte Finanzbranche.

Der EuBv wünschte „Oeuvre“-Präsident Jos. Daleiden abschließend alles Gute für die Zukunft sowie den verdienten Erfolg und die innere Genugtuung, „den Menschen, den Familien in ihrem Herzensanliegen nach dem Eigenheim, nach Vermögensbildung und Altersvorsorge sowie letztlich nach individueller Freiheit und Unabhängigkeit gerecht zu werden.“

P.Z. / s.h.

„fonction publique“-Themenreihe

Status quo

Über den Stillstand im Zeitalter der rasanten Entwicklung



„Erleben wir in der materiellen, objektiven Welt eine stete Progression, eine fortlaufende Entwicklung und Dynamik, so werden wir beim einzelnen Menschen, in der individuellen, subjektiven Welt, immer mehr mit einem regredierenden Verhalten und einem statischen Dasein konfrontiert“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

Schnelligkeit – Seligkeit und Übel

Philemon und Baucis, das in Goethes *Faust. Der Tragödie zweiter Teil* die „alte Welt“, d.h. eine Gesellschaft mit zu diesem Zeitpunkt bereits überkommenen Werten und Traditionen verkörpernde Ehepaar, müssen gegen Ende des Dramas mit Entsetzen feststellen, dass Faust, in der Zwischenzeit hundertjährig und zum rücksichtslosen Kolonisator geworden, eine Küstenlandschaft mit rasanter Geschwindigkeit und auf Kosten zahlreicher menschlicher Opfer trockenlegt: „Menschopfer mußten bluten./ Nachts erscholl des Jammers Qual:/ Meerab flossen Feuergluten./ Morgens war es ein Kanal.“ (V. 11127ff.) Niemand anders als der Teufel selbst verrichtet als Chefingenieur auf Geheiß seines Herrn diese Schandtaten, und Faust entgleitet letztlich die Kontrolle über seinen diabolischen Handlanger, so dass ebenfalls das alte Ehepaar, das eigentlich umgesiedelt werden sollte, der unaufhaltsamen zivilisatorischen Entwicklung zum Opfer fällt und vernichtet wird: „Was sich sonst dem Blick empfohlen./ Mit Jahrhunderten ist hin.“ (V. 11336f.) Faust muss seine in Übereile getroffenen Befehle als folgenschweren Fehler anerkennen: „Geboten schnell, zu schnell getan!“ (V. 11382)

Es mag sicherlich erstaunen, wie Johann Wolfgang Goethe bereits zu Beginn des 19. Jahrhunderts die Kehrseite des doch bis heute allseits positiv konnotierten Fortschritts entlarvt, in ihm den Grund allen modernen Übels erkennt und ihn gar als teuflisches Handwerk mithilfe des von ihm selbst geschaffenen

Begriffs des *Veloziferischen* (begriffliche Verbindung von *velox*/schnell und *Luzifer*) denunziert. In seinen *Maximen und Reflexionen* schreibt der Dichter: „Für das größte Unheil unserer Zeit, die nichts reif werden läßt, muß ich halten, daß man im nächsten Augenblick den vorhergehenden verspeist, den Tag im Tage vertut und so immer aus der Hand in den Mund lebt, ohne irgend etwas vor sich zu bringen [...] Und so springt's von Haus zu Haus, von Stadt zu Stadt, von Reich zu Reich und zuletzt Weltteil zu Weltteil, alles veloziferisch.“ Konzis und pointiert wirft Goethe als feiner Gesellschaftsanalytiker einen Blick ins kommende Jahrhundert, das sich vor allem durch den Glauben an Fortschritt, Entwicklung und Dynamik kennzeichnen wird. Eine Fortsetzung erfahren wir im 21. Jahrhundert, im neuen Millennium: Die Welt ist zum *global village* geworden, das Leben rationalisiert und technisiert, und der Reifeprozess ist durch das Phänomen der steten Ablösung ersetzt worden: Eine Erfindung löst die andere ab.

Wie sieht es aber mit dem Einzelnen in dieser Gesellschaft aus? In der Tat empfindet der *common sense* Dynamik, Entwicklung und steten Fortschritt als etwas durchaus Positives, wirken diese Phänomene doch einem lähmenden Stillstand entgegen, belegen das Prozesshafte des Lebens und unterstützen ein dauerhaftes Weiterkommen, ja eine Vervollkommnung der Menschheit. Wie wäre es aber, wenn der Mensch mit dieser Evolution nicht mehr Schritt halten könnte, wenn er quasi vom allgemeinen Fortschritt als Einzelner überfahren würde? Rolf W. Meyer stellt in seinem Artikel *Die Steinzeit war erst vorgestern*:

Warum uns die moderne Zivilisation zu schaffen macht fest: „Im Zeitalter der profitorientierten Globalisierung denken, fühlen und handeln wir [...] noch immer mit einer ‚Steinzeitpsyche‘“ und verweist auf Daniel E. Liebermanns, Professor für Humanevolution an der Harvard University, Begriff der „Missevolution“, die darin bestehe, dass unsere biologische Evolution der kulturellen Evolution nicht mehr folgen könne. (vgl. *zeitgeist*. Die Welt mit anderen Augen sehen, 21.5.2012, in: www.zeitgeist-online.de) So bewegt sich beispielsweise der Mensch, der von Natur aus ein Läufer ist, zu wenig, was zu Fehlfunktionen des Abwehrsystems, des Kreislaufs, des Stoffwechsels und zu psychischen Verstimmungen führt. Der Steinzeitmensch, an den Wechsel von Zeiten des Überflusses und des Hungers gewohnt, verfügt über einen Körper, der imstande ist, während der fetten Jahre Nahrung zu speichern, um mithilfe dieser Reserven die mageren Jahre zu überstehen; heutzutage, in Zeiten des dauerhaften Überflusses, ist daraus die Zivilisationskrankheit der Fettsucht entstanden. Ferner haben die optimalen Hygieneverhältnisse unser Immunsystem geschwächt, die zivilisier-

Die Forderung, Kind sein zu dürfen, scheint rückläufig zu sein...



ten Essgepflogenheiten zur Schrumpfung des Kauapparats geführt. (vgl. ebd.) Auch psychisch leidet der Mensch als Sozialwesen an Kollateralschäden der Zivilisation: „Einerseits ermöglichen urbane Zentren ihren Bewohnern in hohem Maße eine individuelle Gestaltungsfreiheit, vor allem dort, wo Wohlstand herrscht. Andererseits erzeugen wuchernde Riesenstädte (Megacities) Struktur- und Orientierungslosigkeit, die zwangsläufig zu einer Beeinträchtigung der sozialen Kontakte und des seelischen wie körperlichen Wohlbefindens der Bewohner führen.“ (ebd.)

Während Goethe und viele andere Denker nach ihm vor allem die Zerstörungswut als negative Konsequenz des rasanten Fortschritts zu Recht erkennen, gilt es im Folgenden zu zeigen, dass wir ein weiteres Übel, das der heutige Entwicklungsprozess heraufbeschwört, in einem teils autonom, teils heteronom bestimmten psychischen *Status quo* vorfinden: Erleben wir in der materiellen, objektiven Welt eine stete Progression, eine fortlaufende Entwicklung und Dynamik, so werden wir beim einzelnen Menschen, in der individuellen, subjektiven Welt, immer mehr mit einem regredierenden Verhalten und einem statischen Dasein konfrontiert: Die rasante objektive Entwicklung führt zum subjektiven Stillstand.

Infantilisierung der Erwachsenen

Ein regredierendes Verhalten ist heutzutage bei vielen Erwachsenen festzustellen, die dem Pflichtbewusstsein, Verzichtkönnen, Verantwortungs-

bewusstsein und der Zurückhaltung der Triebe ein kindisches Benehmen vorziehen. So schreibt Edo Reents in seinem Feuilleton-Artikel *Aus Leuten werden Kinder* zu Recht, dass die Menschen in den Wohlfahrtsstaaten immer infanter würden, sie markierten „eine gesellschaftliche Tendenz hin zu einem Verhalten, das man früher als kindisch bezeichnet hätte, das heute aber, weil es so weit verbreitet ist, kaum noch als solches auffällt: Mitteilungsdrang gegenüber Fremden, Indiskretion; ein gewisser Zeigestolz; der Hang, seinen Spiel- und Zerstreuungsbedürfnissen zu fast jeder Zeit und ohne Rücksicht nachzugehen.“ (in: *FAZ*, Nr. 257 vom 3.11.2012) Weit entfernt von einer vielleicht doch eher harmlosen „antiautoritären“ Erziehung der 1960er und 1970er Jahre, scheinen die verschiedenen Altersstufen nahtlos ineinander überzugehen: Mütter kleiden sich wie ihre Töchter, hören die gleiche Musik und unterhalten sich als Freundinnen über ihren jeweiligen Partner. Reents verweist ferner auf die interessante Tatsache, dass das Altersgemäße immer mehr in den Hintergrund gerät; so entwickelt Ravensburger quasi exklusiv Spiele, die für das Alter von 6 bis 99

geeignet sind. (vgl. ebd.) Was also fehlt, ist eine klare Grenze zwischen Kindheit/Jugend einerseits und Erwachsenenalter andererseits.

Die Konsequenzen: Der Schutz und die Sicherheit, den die Erwachsenen früher ihren Kindern durch das Setzen von klaren Grenzen, ja durch eine konstruktive Autorität gespendet haben, werden den jungen Menschen verwehrt, so dass von ihnen ebenfalls ein z. T. erwachsenes Verhalten verlangt wird. Im 19. Jahrhundert wurden Kinder als Erwachsene dargestellt, eine Kindheit an sich gab es nicht; während im 20. Jahrhundert die entstehende moderne Erziehungswissenschaft für eine Kindheit plädiert, so scheint auch diese Forderung, Kind sein zu dürfen, rückläufig. In der Tat kleiden Eltern ihre Kleinkinder nach der neuesten Designer-Mode von Armani und Burberry (Anzug und Krawatte im Manager-Stil), Einjährige werden mit den neuesten Medien konfrontiert usw. Wesentlich zweifelhafter sind die Verhaltensweisen, die von Kindern abverlangt werden: Jederzeit per Handy erreichbar sein, ein voller Terminkalender mit Sport, Kunst und Kultur, Konfliktmanagement in der Kindertagesstätte, denn Kinder sollen zum starken, rücksichtslosen Menschen geformt werden, um sich später einmal durchschlagen zu können. Was fehlt, ist, Kind sein zu dürfen – eine wesentliche entwicklungspsychologische Voraussetzung, um später einmal erwachsen sein zu können. Dass Leute zu Kindern werden, setzt somit ebenfalls voraus, dass es noch eine echte Kindheit gibt.

Der Erwachsene seinerseits lehnt mit seinem Hang zum kindischen Verhalten



Die rasante objektive Entwicklung führt zum subjektiven Stillstand („Schnelligkeit“ von Christian Riemer auf www.fotocommunity.de).



Es sind die wirklichen Eigenschaften des Kindseins, an denen die zeitgenössische Gesellschaft gebricht, nämlich u. a. die Bereitschaft, Neues zu erfahren, Neues zu erkennen, und der resolute Wille, sich weiterzuentwickeln.

den natürlichen körperlichen und psychischen Reifeprozess ab. Alter und Würde – so eine erschreckende und alarmierende Feststellung – scheinen zu Begriffen geworden zu sein, die sich gegenseitig ausschließen: Altern in Würde wird zum Tabu. Vielmehr versuchen viele Menschen, ins verlorene Paradies zurückzufinden, vor der Wirklichkeit zu fliehen, indem sie sich kindisch benehmen. Dass wirkliche Kindheit aber auch mit Anforderungen, Anstrengungen verbunden ist, wie wir an anderer Stelle sehen werden, wird dabei ausgeblendet, verdrängt. Lediglich ein einseitiges Idealbild des Kindseins wird vergöttert und angestrebt: unmittelbare Triebbefriedigung, Schutz, Passivität und Laisser-aller, die Abwesenheit von Verantwortung, Pflicht und aktiver Tat. Diese Sehnsucht nach einer vielleicht falsch verstandenen oder wenigstens verbrämten Kindheit stellt nichts anderes als die Sehnsucht nach Stillstand, nach der Rückkehr in einen *locus amoenus* dar.

Dass Kinder nicht mehr wahrhaftig Kind sein können und Erwachsene wieder Kind sein wollen, führt zu einer Aufhebung von Grenzen, die zu einem Stillstand, einem Status quo führen: Alle Alter, wie das Ravensburger Spiel von 6 bis 99, gehören zusammen, ohne sich aber noch durch spezifische Charaktereigenschaften bzw. Verhaltensweisen zu kennzeichnen, so dass die Dynamik der Entwicklungsphasen mit dem Verschwinden der Grenzen zu nichte gemacht wird: Musste sich der Jugendliche früher das Erwachsensein qua Emanzipationsbestrebungen und Generationskonflikt erkämpfen, so treiben die verschiedenen Generationen heutzutage eher auf dem stehenden Gewässer eines zweifelhaften Einheitsbreis.

(Ver-)Schwindende Grenzen

Ein Paradebeispiel zweifelhafter Grenzenlosigkeit bieten beispielsweise die Vereinigten Staaten von Amerika, eine Nation, die sich stolz als „Land der unbegrenzten Möglichkeiten“ bezeichnet. Natürlich haben wir es im Gegensatz zum alten Europa oder zu anderen Kulturen wie der arabischen oder asiatischen mit einer jungen Teenager-Nation zu tun, die sich aber – und das wäre der entscheidende Unterschied zu anderen Völkerguppen – dagegen wehrt, erwachsen zu werden: Übertriebener Jugend- und Schönheitskult, die Weigerung, älter zu werden, kennzeichnen dieses Schneewittchen-Volk, das vor allem Übel die Augen verschließt, den Dornröschenschlaf einer erwachsenen Bewusstwerdung vorzieht. Das Luftschloss, in dem alles „lovely“ ist, muss bedingungslos verteidigt werden. Haben die europäischen Intellektuellen bereits im 18. Jahrhundert festgestellt, dass man nicht mehr dichten, denken oder leben könne wie die alten Griechen, die eine Existenz in Harmonie mit der Natur fristeten, da sich der historisch-soziologische Kontext geändert habe, so halten die Amerikaner krampfhaft an ihrer nationalen Kindheit oder Kindlichkeit fest – seltsames Beispiel einer selbstverschuldeten Unmündigkeit, die zusätzlich von den oberen Zehntausend, die das Sagen haben, wissentlich aufrechterhalten wird: Solange die Kinder spielen und sich mit sich selbst beschäftigen, können die Erwachsenen ihren Geschäften nachgehen. Die USA lie-

fern also ein negatives Beispiel, wie eine ganze Nation sich vor dem rasanten, globalen Fortschritt schützt, indem sie freiwillig den Stillstand, den Status quo wählt, indem sie das Kind bleiben möchte. Denn in der Tat bildet die Grenzenlosigkeit der Möglichkeiten eine typische Eigenschaft der Kindheit, gewährt sie doch die augenblickliche Befriedigung aller Bedürfnisse: Alles ist möglich.

Unser Zeitalter kennzeichnet sich ferner durch eine *topographische* bzw. *chronologische* Grenzenlosigkeit, ein Phänomen, das beispielsweise durch die modernen Reisegepflogenheiten des „Globetrotters“ und „Jetsetters“ veranschaulicht wird: In kürzester Zeit an einem entferntesten Ort zu sein, ist das Ziel. Auch das Reisefieber, das den Normalbürger sporadisch oder gar regelmäßig packt, vermag nicht mehr, wie in den 1950er Jahren, durch einen dreiwöchigen Strandurlaub an der italienischen Riviera gestillt zu werden; vielmehr werden streng durchgeplante und durchorganisierte Reisen in ferne Länder unternommen. Nun mögen diese privaten oder beruflichen Erdumkreisungen den Eindruck einer für das 21. Jahrhundert typischen Dynamik erwecken, doch auch diese vermeintliche Geschwindigkeit muss sich bei näherem Betrachten als eigentlichen Stillstand erweisen. Modernes Reisen stellt eine Verlagerung der Hektik, Rastlosigkeit, Überreiztheit und Reizüberflutung vom alltäglichen in den „außergewöhnlichen“ Bereich des Urlaubs dar: Man kann sich des Eindrucks nicht erwehren, dass viele Reisende durch ein fest geplantes Tagespensum der zu konsumierenden Attraktionen, durch straff organisierte Reiserouten u. Ä. den gewohnten Stress künstlich aufrechterhalten, um ja nicht zur körperlichen bzw. geistigen Ruhe, die mit Selbstreflexion und Bewusstwerdung vieler Unstimmigkeiten im eigenen Leben verbunden ist, zu kommen. Die modernen Transportmittel erlauben vielen Menschen, die topographischen Grenzen zu sprengen, doch bleiben die meisten im eigentlichen Sinne – was ihre seelische oder körperliche Verfassung betrifft – zu Hause.

Das Ziel, *chronologische* Grenzen sprengen zu wollen, zeugt ebenfalls von dem Willen, einen gewissen Status quo beizubehalten, wenn nicht sogar auf einen früheren Zustand zu regredieren. Es ist der Wunsch, die Zeit anzuhalten, ungeschehen zu machen, oder der quasi immer zum Scheitern verurteilte Versuch, an einem früheren Zeitpunkt seines Lebens wieder anzuknüpfen, so als wäre keine Zeit vergangen. Edo Reents verweist in diesem Kontext auf den *Retro-Kult* unserer Zeit: „Mit neuen Waren in altmodischer Anmutung reproduziert die Babyboomer-Generation zumindest unterbewusst ihre eigene Kindheit.“ (ebd.) Einerseits wird im objektiven Leben die Zeit äußerst verkürzt: Mit schnellen Transportmitteln wird die Fortbewegung beschleunigt; Internetshops erlauben es, Waren in kürzester Zeit zu beziehen; allgemein bedeutet Zeit Geld, so dass alles schnell bewerkstelligt und bewältigt werden muss. Andererseits neigt das Subjekt dazu, die Zeit zum Stillstand zu „bewegen“. Die Verweigerung, reifer und älter zu werden, sowie das Verlangen, ewig jung zu bleiben und die Zeit anzuhalten, drücken letztlich den Wunsch nach einem geschützten, sicheren Ort, eine Flucht in die Sicherheit aus

und unterbinden jedwede Form wahrer subjektiver Entwicklung. Auch Goethes Faust bietet folgende Wette, als er den Pakt mit dem Teufel schließt: „Werd’ ich zum Augenblicke sagen:/ Verweile doch! du bist so schön!/ Dann magst du mich in Fesseln schlagen,/ Dann will ich gern zugrunde gehen!“ (V. 1699ff.) In die Klauen des Bösen fallen wir somit, wenn wir den Augenblick, d.h. die Zeit zum Stillstand bringen möchten und es ablehnen, weiter zu handeln, uns weiter zu entwickeln. Es ist die Verweigerung der existentialistischen These, dass der Mensch sich stets als Projekt empfinden muss, das er zeit seines Lebens weiterentwickeln soll, denn nur so kann eine wirkliche Dynamik gewährleistet werden. *Chronologische* Grenzen sprengen zu wollen, bedeutet also offensichtlich, die Zeit zum Stillstand bewegen und jedwede Form von Entwicklung unterbinden zu wollen, denn Zeit bedeutet auch Veränderung, und vor Veränderung scheint der Mensch sich ebenfalls zu fürchten.

Die Angst vor Veränderung

Dem Zeitgeist entsprechend strebt das moderne Individuum auf materieller Ebene stets nach Neuem, eben nach Veränderung. Ob Auto mit neuester Tiptronic-Technologie, I-Phone mit höherer Speicherkapazität oder Modetrends, der Zeitgenosse wird seiner angeschafften Besitztümer erstaunlich schnell überdrüssig und lechzt nach Neuem, nach Veränderung. Auch dieses faustische Streben, diese Unersättlichkeit in Sachen Materie lässt zunächst auf rasante Entwicklung und Veränderung schließen. Doch wie sieht es wiederum auf der psychischen, subjektiven Ebene des Individuums aus? Der Mensch liebt es doch, sich behaglich im Leben einzurichten, Sicherheiten zu haben und empfindet eher Vorbehalte, wenn nicht Angst vor einschneidenden Veränderungen. Veränderungen sind Einschnitte in einen bestehenden Zustand und rufen somit die Furcht vor dem Unbekannten, vor neuen Herausforderungen hervor. Sie erlauben eben nicht, dass sich der Einzelne mit einem Zustand abfindet, sondern fordern ihn auf, zu reagieren, zu handeln, sich neuen Situationen anzupassen, sich zu *entwickeln*. Und gerade diese Anpassungsfähigkeit, diese Entwicklung, diese Lust auf neue Herausforderungen lassen sich beim



Der gekünstelte Stillstand, zu dem sich das Subjekt hingezogen fühlt, ist weit davon entfernt, einen konstruktiven Ruhepol in stürmischen Zeiten darzustellen, sondern zeugt eher von einem vorherrschenden geistigen und seelischen Stumpfsinn.

Zeitgenossen vermissen: In zwischenmenschlichen Beziehungen erlauben wir es in der Regel dem Nächsten nicht, sich zu ändern, sondern erheben Anspruch auf Beständigkeit; die Kosmetikindustrie, Fitnessangebote u. Ä. unterstützen unseren Versuch, uns körperlich nicht zu verändern; schließlich reiten wir auf Prinzipien, verteidigen unsere Überzeugungen und Werte und tun uns schwer, andere Ideen wenigstens in Erwägung zu ziehen. Diese doch konservative oder eher „konservierende“ Haltung ist auf die Angst vor Veränderungen und die mangelnde Bereitschaft, sich anzustrengen und ggf. umzuorientieren, zurückzuführen. Es ist letztlich die Verweigerung der Zukunft und ein Festhalten an der Gegenwart, an einem gegebenen Zustand. Auch hier steht der objektiven Dynamik, dem Streben nach Neuem in der Welt der Objekte ein subjektiver Status quo, eine regelrechte geistige und emo-

tionale Konservierung des Vorhandenen gegenüber.

Kind sein

Falls also viele Erwachsene, wie oben erwähnt, wieder zu Kindern werden wollen, so sehnen sie sich eher nach einem *kindischen* als einem *kindlichen* Dasein. Ein Kind bleiben zu wollen, bedeutet im heutigen (Miss-)Verständnis der Spaßgesellschaft, sich auf seine Spielwiese zurückzuziehen, seine Verlangen unmittelbar stillen zu können, jedwede Pflicht und Verantwortung von sich zu weisen, und sich nicht aus dem geschützten, sicheren Umfeld hinausbewegen zu müssen. Doch hat meines Erachtens diese Haltung sehr wenig mit wahrer und wahrhaftiger Kindheit zu tun. Erich Kästners Gleichung ist nur allzu bekannt: „Nur wer erwachsen wird und ein Kind bleibt, ist ein Mensch.“ Sehr deutlich formuliert der deutsche Schriftsteller zwei Bedingungen des Menschseins, nämlich das Erwachsenwerden, d.h. den Reifeprozess, *und* das Kindbleiben. Und es sind gerade die wirklichen Eigenschaften des Kindseins, an denen die zeitgenössische Gesellschaft gebricht, nämlich die Fähigkeit, noch über etwas zu staunen, da Staunen ja den Anfang allen Philosophierens bildet; die Fähigkeit, überrascht zu werden, etwas erwarten zu können, und vor allem die Bereitschaft, Neues zu erfahren, Neues zu erkennen, und der resolute Wille, sich weiterzuentwickeln. Dieses *kindliche* Dasein ist weit entfernt von dem *kindischen* Benehmen, dem wir in der vermeintlichen Erwachsenenwelt begegnen, einer Welt, die sich in der Hütte des Zustands gegen die Winde des nicht mehr aufzuhaltenden Fortschritts einrichtet und nach Schutz sucht.

Eine falsch verstandene Langsamkeit

Bertolt Brechts Parabel *Das Wiedersehen* muss heutzutage zwangsläufig auf Unverständnis stoßen, denn „ein Mann, der Herrn K. lange nicht gesehen hatte, begrüßte ihn mit den Worten: ‚Sie haben sich gar nicht verändert.‘ ‚Oh!‘ sagte Herr K. und *erbleichte*.“ Herr K. wird zweifelsohne in unserer Gesellschaft mit Verständnislosigkeit rechnen müssen, ist doch jeder stolz und glücklich, fühlt sich geschmeichelt, wenn man ihm versichert, er habe sich weder geistig noch (und vor allem) körperlich verändert. Diese Parabel verdeutlicht ein letztes Mal durch einen Umkehrschluss, wie sehr die zeitgenössische Gesellschaft darauf bedacht ist, den subjektiven, psychischen Stillstand oder Leerlauf der rasanten objektiven Entwicklung entgegenzusetzen. Ermahnt Brecht seine Leser zu einer ständigen geistigen Dynamik, zum Willen, sich weiterzuentwickeln, so wird gerade dieser Aufruf nach Veränderung von den meisten Menschen gemieden.

Der Rückzug in das vermeintliche Paradies der Kindheit, das Sich-Einrichten im Status quo hat letztlich nichts mehr mit der Wiederentdeckung der Langsamkeit zu tun, die in vielen trivialen Traktaten über Lebens- und Liebeshilfen, über Wege zum Glück gepriesen wird. Es hat auch nichts mehr mit den Aufrufen zum kontemplativen Leben, zum Sich-Zeit-Nehmen, einer romantisierenden Perspektive und Ansicht von Langsamkeit zu tun. Der Mensch kann nicht so tun, als gäbe es die moderne Hektik mit ihren Anforderungen nicht, und sich in einen quasi adamitischen Zustand zurückversetzen. Der gekünstelte Stillstand, zu dem sich das Subjekt hingezogen fühlt, ist weit davon entfernt, einen konstruktiven Ruhepol in stürmischen Zeiten darzustellen, sondern zeugt eher von einem vorherrschenden geistigen und seelischen Stumpfsinn. Dieser Stumpfsinn hat nichts mit der positiven Tendenz zur Langsamkeit zu tun, sondern ist der übelste Kollateralschaden der verheerenden objektiv-materiellen Geschwindigkeit unserer modernen Gesellschaft: Es ist ein subjektiver Stillstand im Zeitalter der objektiv-materiellen Dynamik.

Claude Heiser



Économisez des impôts en réduisant votre revenu imposable (art. 111bis) et améliorez votre revenu pendant votre retraite.

CGFP Assurances peut vous renseigner sur un contrat «prévoyance vieillesse» classique avec «rendement garanti» et «participation aux bénéfices».

Contactez-nous:

CGFP Assurances S.A.
16, Rue Erasme
L-1468 Luxembourg

Tél : 27 04 28 01
Fax : 27 04 28 99
info@cgfp-assurances.lu

CGFP  **Assurances**

Ihre persönlichen Finanzen:

Steuern sparen mit einer Zusatzpension

Für diejenigen, die glauben, (zu) viele Steuern zu zahlen

Investitionen in eine persönliche Zusatzpension werden steuerlich gefördert, und diese indirekte staatliche Subvention kann dem einzelnen, je nach Einkommens- und Familienlage, spürbare Steuerersparnisse bringen: Dadurch erhält diese sichere Vermögensanlage gegebenenfalls eine interessante Rendite.

Abgesehen von der späteren günstigen Besteuerung bei der Auszahlung der Pension, interessiert vor allem die Möglichkeit des Abzugs der geleisteten Beiträge vom besteuerten Einkommen. Der Steuervorteil hängt dabei von der jeweiligen persönlichen Lage ab: Wer ohnehin keine Steuern oder nur wenig Steuern zahlt, dem ersparen Pensionsprämien auch keine oder kaum Steuern. Aber eine finanzielle Absicherung unserer alten Tage ergibt natürlich auch Sinn ohne steuerliche Überlegungen und Berechnungen.

Um die unmittelbare persönliche Ersparnis an Einkommenssteuern zu berechnen, muss jeder von seinem marginalen Steuersatz ausgehen, welcher nicht mit der durchschnittlichen Steuerbelastung zu verwechseln ist. Eine Einzahlung von 1.000 Euro in eine Zusatzpension kann bei dem Einkommenssteuer-Höchstsatz von über 40% (einschließlich der Solidaritätssteuer) über 400 Euro an Steuern einsparen.

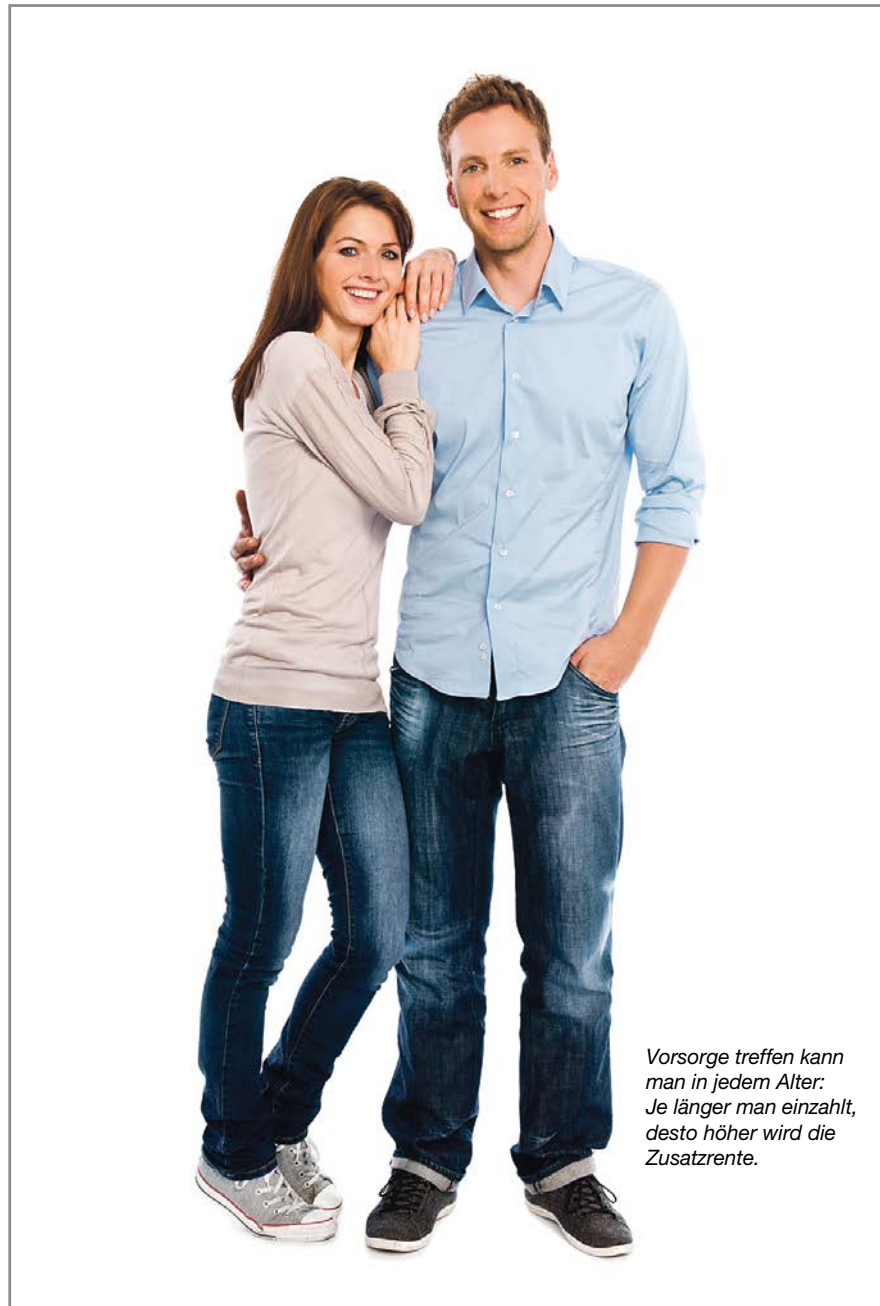
Die Aufwendungen für eine Zusatzpension kommen in diesem Fall nur noch zu weniger als 60% aus der eigenen Tasche, der Rest indirekt vom Staat durch die entsprechend gesenkte Einkommenssteuer. Dabei sind natürlich alle anderen steuermildernden Umstände zu beachten, so dass eine genaue Berechnung des Vorteils etwas kompliziert ist und in jedem Einzelfall ein anderes Resultat ergibt. An dieser Stelle wollen wir jedoch die Größenordnungen aufzeigen, von denen hier die Rede ist.

Vorausgesetzt, die letzten Regierungsvorschläge zum Budgetgesetz für 2013 passieren das Parlament in ihrer derzeitigen Form, so erreicht nächstes Jahr ein Junggeselle ab einem Monatseinkommen von etwa 3.500 Euro und ein Ehepaar ab einem gemeinsamen Einkommen von rund 7.000 Euro den hohen Steuersatz von 41,73%, während der Höchstsatz sogar 43,60% beträgt.

Aber auch bei geringerem Einkommen rechnet sich das steuerbegünstigte Sparen: Der marginale Steuersatz des Junggesellen übersteigt bei einem Gehalt in der Größenordnung von 2.000 Euro schon 20% und bei rund 3.000 Euro 35%. Verheiratete erreichen die 20%-Schwelle über circa 3.500 Euro und die 30%-Linie bei rund 5.000 Euro an gemeinsamem Einkommen.

Es ist wichtig, hier darauf hinzuweisen, dass die Steuervergünstigung für eine Zusatzpension nach Artikel 111bis des Steuergesetzes geltend gemacht werden kann ganz unabhängig von einer gleichzeitigen Nutzung der anderen bestehenden Steuersparmöglichkeiten, wie Bausparprämien, Versicherungsprämien (auch für Lebens- und Restschuld-Versicherungen) sowie Schuldzinsen.

Die Aufwendungen für eine persönliche Zusatzpension sind – unter präzisen Voraussetzungen – bis zu einem festgesetzten Höchstbetrag voll abzugsfähig. Dieser Plafond ist nach



Vorsorge treffen kann man in jedem Alter: Je länger man einzahlt, desto höher wird die Zusatzrente.

dem Alter des Versicherten gestaffelt. Unter 40 Jahren (Alter zu Beginn des jeweiligen Steuerjahres) können jährlich bis zu 1.500 Euro geltend gemacht werden, von 40 bis 44 Jahren 1.750 Euro, von 45 bis 49 Jahren 2.100 Euro, von 50 bis 54 Jahren 2.600 Euro und ab 55 Jahren 3.200 Euro.

In einem Haushalt können beide Ehe- oder Pacspartner eine solche Versicherung abschließen, unabhängig davon, ob nur einer oder alle beide erwerbstätig sind. Konkret kann somit bei zwei Partnern über 55 Jahren ein jährlicher Beitrag von 6.400 Euro abgesetzt werden, was unter den günstigsten Voraussetzungen (für 2013 ist ein Höchststeuersatz von 42,8% ins Auge gefasst) 2.739 Euro an Steuerersparnis darstellen kann. Bei zwei Partnern unter 40 können bis zu 3.000 Euro abgesetzt werden, was je nach marginalem Steuersatz bis über 1.200 Euro an Steuern spart.

Um in den Genuss der Steuervergünstigung zu gelangen, sind aber einige Bestimmungen genau zu beachten. Das Pensionsalter legt der Versicherungsnehmer selbst fest, doch darf es nicht unter 60 und nicht über 75 Jahren liegen, wobei die Einzahlungen sich mindestens über einen Zeitraum von 10 Jahren erstrecken müssen. Wer bei Vertragsabschluss über 50 ist, muss also akzeptieren, dass hinsichtlich der Zusatzpension ein theoretisches Pensionsalter von über 60 gilt.

Bis zu dem vertraglich vereinbarten Pensionsdatum, also beispielsweise bis zu Ihrem 60. Lebensjahr,

zahlen Sie den vereinbarten Beitrag ein, monatlich oder jährlich, wie Sie wünschen. Sollten Ihre Lebensumstände Sie zu einem späteren Zeitpunkt dazu bringen, den Umfang der Einzahlungen zu vermindern oder aber vorübergehend oder definitiv einzustellen, so ist dies ohne Weiteres möglich. Ihre Zusatzpension wird nur eben später entsprechend kleiner ausfallen. Aber die auf Grund der vorangegangenen Einzahlungen erworbenen Rechte bleiben voll gewahrt, und das angelegte Geld bringt Ihnen auch weiterhin einen Ertrag.

Doch kann Ihnen – das ist Voraussetzung für die Steuervergünstigung – nichts zurückgezahlt werden, bevor Sie nicht das vereinbarte Alter erreicht haben. Ihre regelmäßigen Einzahlungen legt die Versicherungsgesellschaft ertragbringend an, so dass die angesparten Mittel über ihre Einzahlungen hinaus anwachsen können.

Bei Erreichen des Pensionsalters müssen Sie dann entscheiden, ob Sie sich einen Teil (und zwar maximal die Hälfte) des erworbenen Kapitals sofort auszahlen lassen. Der Rest (also mindestens die Hälfte des angehäuften Kapitals) wird in eine Leibrente umgewandelt und monatlich bis zu Ihrem Lebensende ausgezahlt. Dabei kommen weitere Steuervergünstigungen zum Tragen: Die Monatsrente ist zu 50% steuerfrei, und die eventuelle teilweise Kapitalauszahlung bei Renteneintritt unterliegt einem erniedrigten Steuersatz, dem sogenannten „halben globalen Satz“.

Wen die angeführten Einzelheiten verwirren, der sollte sich beraten lassen vor einer Entscheidung. Aber ein jeder muss schon selbst beurteilen, wie viel von seinem regelmäßigen Einkommen er konsumieren will und wie viel er zurücklegt. Wer jedoch beabsichtigt, regelmäßig für seine alten Tage zu sparen, der darf, über die vielen Einzelheiten hinaus, hier zurückbehalten, dass die Zusatzpension eine sehr sinnvolle Sparform darstellt. Wer zudem ein kräftiger Steuerzahler ist, dem sei wirklich angeraten, sie auf jeden Fall in Betracht zu ziehen.

Für die Grenzgänger, also für die Kollegen, die im benachbarten Ausland wohnen, ist die hier beschriebene steuerliche Begünstigung der Zusatzpension nicht in allen Fällen anwendbar: Diese sogenannten „nichtgebietsansässigen Steuerpflichtigen“ oder „contribuables non-résidents“ können den Vorteil nur nutzen, wenn sie gemäß Artikel 157ter der Einkommenssteuergesetzgebung behandelt werden.

Für diese Zusatzpension können die CGFP-Mitglieder sich vertrauensvoll an unsere Versicherungsagentur „CGFP Assurances“ (siehe Kontaktparameter auf der gegenüberliegenden linken Zeitungsseite) wenden. Die von der CGFP empfohlene Zusatzpension von „Bâloise Vie“ ist nicht nur sehr günstig im Tarif, sondern auch sehr flexibel in ihrer Ausgestaltung. Sie lässt die Wahl zwischen monatlichen oder jährlichen Einzahlungen zu wie auch eine spätere Abänderung der regelmäßigen Beiträge, die freie Bestimmung des angestrebten Pensionsalters, falls erwünscht beim Erfallsdatum die Auszahlung der Hälfte des angehäuften Kapitals usw.

Im Falle des Todes des Versicherungsnehmers vor dem Erfalltag seiner Pension, kommt es zur Auszahlung der bis dahin eingezahlten Prämien an den Partner, die Kinder oder an sonstige Erben. Eine Überlebensrente für den Ehepartner ist nicht vorgesehen, da ja für jeden Partner eine Zusatzpension abgeschlossen werden kann.

CGFP Assurances

Wenn Sie noch für das Fiskaljahr 2012 Ihren Steuervorteil nutzen wollen, so müssen Sie sich sputen und noch vor Jahresende einen Vertrag abschließen und die entsprechende Prämie bezahlen.



CUCINE PER LA VITA



204, route d'Arlon • L-8010 Strassen
Tél.: (+352) 26 11 98 50 • www.kitchenstore.lu



Spezial-Konditionen für all CGFP-Member

Ola20
Italian Design by Pininfarina



DKV
Luxembourg

Gut geschützt.
Ein Leben lang.

Ab dem ersten Tag. Beim Original!

Seit mehr als 30 Jahren sind wir die erfolgreichste private Krankenversicherung in Luxemburg. Unsere maßgeschneiderten Produkte bieten für jede Lebenssituation den optimalen Versicherungsschutz. Unsere Kunden schätzen uns als erfahrenen Spezialisten. Vertrauen auch Sie zukünftig auf uns! **Telefon 42 64 64-755 • www.dkv.lu • cgfp@dkv.lu**

DKV – Voilà, de richtige Choix!

a member of **MUNICH HEALTH**

Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS **CGFP** 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



- **parteipolitisch unabhängig**
- **ideologisch neutral**
- **repräsentativ**
- **dynamisch**
- **erfolgreich**
- **28 000 Mitglieder**

Ihre Berufsvertretung

**Stehen Sie nicht
im Abseits –
Werden Sie noch
heute Mitglied der**



Die CGFP bietet:

- ✓ **Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte**
- ✓ **Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“**
- ✓ **Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen**
- ✓ **Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten**

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ **CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)**
- ✓ **CGFP-Versicherungen (alle Sparten)**
- ✓ **Krankenzusatzversicherung**
- ✓ **CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)**
- ✓ **Zusatzpensionsversicherung**
- ✓ **Service CGFP de Placement (Geldanlage)**
- ✓ **CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)**
- ✓ **Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk**
- ✓ **CGFP-Reiseagentur Lux Voyages**
- ✓ **Kindertagesstätte „Kaweechelchen“**
- ✓ **CGFP-Nachhilfvermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“**

**Und so einfach geht's:
Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:**

CGFP
Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

**CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE**
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

.....
CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

.....
(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Postes vacants

Ministère de la Famille et de l'Intégration Centre socio-éducatif de l'Etat

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration engage pour le Centre socio-éducatif de l'Etat:

- trois éducateurs (m/f) sous le statut d'employé de l'Etat à durée indéterminée à raison de 40 heures/semaine
- cinq éducateurs gradués (m/f) sous le statut d'employé de l'Etat à durée indéterminée à raison de 40 heures/semaine
- des éducateurs (m/f) sous le statut d'employé de l'Etat à durée déterminée à raison de 40 heures/semaine
- des éducateurs gradués (m/f) sous le statut d'employé de l'Etat à durée déterminée à raison de 40 heures/semaine

Les candidat(e)s à la carrière d'**éducateur** doivent être détenteur(trice)s du diplôme luxembourgeois d'éducateur ou d'un certificat reconnu équivalent par le Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle.

Les candidat(e)s à la carrière d'**éducateur gradué** doivent être détenteur(trice)s du diplôme de l'éducateur gradué ou d'un certificat d'études reconnu équivalent par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les demandes avec copie des diplômes, certificats sont à adresser pour le 11 janvier 2013 au plus tard au Centre socio-éducatif de l'Etat, c/o M. Fernand BOEWINGER, B.P. 22, L-5507 Wormeldange.

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez appeler le numéro de téléphone 760565-327.

Ministère des Affaires étrangères Direction de la Défense

Le Ministère des Affaires étrangères, Direction de la Défense,

se propose d'engager pour les besoins de l'Armée

deux chargés de mission (m/f)

à durée déterminée à partir du 1^{er} janvier 2013 et jusqu'au 31 décembre 2014. Les candidats retenus seront affectés à l'Etat-Major de l'Armée et effectueront des tâches dans le cadre de la présidence luxembourgeoise du BENELUX et du Corps européen. Celles-ci impliqueront des déplacements à l'étranger.

Profil souhaité:

- être ressortissant luxembourgeois;
- être détenteur d'un master;
- avoir un intérêt pour les questions de sécurité et de défense;
- maîtriser tant à l'écrit qu'à l'oral les trois langues administratives (luxembourgeois, français, allemand) ainsi que l'anglais;
- avoir le sens de l'initiative;
- posséder des capacités d'organisation;
- maîtriser les outils de bureautique;
- avoir de bonnes capacités rédactionnelles.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une copie des diplômes, doivent être adressées à l'Etat-Major de l'Armée, Bureau du Personnel, B.P. 1873, L-1018 Luxembourg pour le 28 décembre 2012 au plus tard. Pour tout renseignement supplémentaire, prière d'appeler le ☎ : 26848-211.



SPRACHCAMPS 2013 IN LUXEMBURG

NEU!
Junior Academy

► **Sprachen:** Französisch, Deutsch und Englisch ► **Alter:** 7-17 Jahre
 ► **Termine:** im Frühling, Sommer und Herbst 2013

Unsere Sprachcamps bieten die perfekte Kombination, um eine Fremdsprache zu lernen: durch Kommunikation und verschiedene Freizeit-, Kultur-, Sportaktivitäten sowie kreative Workshops. Das Beste: Alle Aktivitäten werden in der Fremdsprache des jeweiligen Camps durchgeführt. Unser Motto „Learning by speaking“ wird somit jederzeit angewendet!

Termine:

► 31.03.13 – 06.04.13 Französisch Camp (Vianden)	► 28.07.13 – 03.08.13 Französisch Camp (Lultzhausen)	► 11.08.13 – 17.08.13 Französisch Camp (Schengen)
► 21.07.13 – 27.07.13 Französisch Camp (Lultzhausen)	► 04.08.13 – 10.08.13 Französisch Camp (Lultzhausen)	► 27.10.13 – 02.11.13 Französisch Camp (Echternach)
► 28.07.13 – 03.08.13 Deutsch Camp (Echternach)	► 04.08.13 – 10.08.13 Deutsch Camp (Schengen)	► 21.07.13 – 03.08.13 NEU: „Junior Academy“ Soft-Skills- & Sprachtraining (alles auf Englisch)



Berlitz Luxembourg Tel. +352 26 38 32 48, 89-93, Grand-Rue,
1661 Luxembourg, kids@berlitz.lu, www.berlitz.lu

Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs




Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



B

IMMOBILIER BINGEN & ASSOCIÉS

ESTIMATION (onverbindlech) a VENTE vun Ärem Haus, Appartement oder Terrain

7 rue du Marché
L-9260 Diekirch
T 26 81 13 99
dan.watgen@b-immobilier.lu

44 rue de Vianden
L-2680 Luxembourg
T 26 44 13 88
marc.rauchs@b-immobilier.lu

B

www.b-immobilier.lu



LE DEPOT A TAUX PROGRESSIF

Fidélité récompensée !



Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1

SPUERKEESS
Äert Liewen. Är Bank.

«Pour une Europe sociale et démocratique»

Motion principale adoptée lors du Congrès 2012 de la CESI

En sa qualité de Confédération syndicale européenne, la Confédération européenne des syndicats indépendants est consciente de sa responsabilité vis-à-vis des travailleurs en Europe.

La CESI est un acteur important dans la discussion sur l'avenir de l'Europe et prend une part active dans les débats sur les évolutions de la société. La CESI et ses syndicats membres conjuguent en leur sein une vaste expertise syndicale et des compétences spécialisées. La CESI offre des réponses à des questions européennes essentielles.

L'Europe de manière générale et l'Union européenne en particulier sont confrontées à d'importants défis. La crise financière et ses conséquences n'ont pas encore été surmontées, le changement démographique modifiera en profondeur les sociétés européennes. Le débat opposant le public au privé prend une toute nouvelle dimension car les citoyens insistent davantage qu'il y a encore quelques années pour avoir voix au chapitre et la question sur l'avenir de l'Europe n'en devient que plus importante.



Le nouveau président de la CESI, M. Romain Wolff, entouré de ses deux prédécesseurs, Messieurs Peter Heesen, dbb (à gauche), et Fritz Neugebauer (GöD) Photos: EUEYS / CESI, Steve Heiliger

(1) Europe sociale

- A. Le modèle social européen repose sur les principes de responsabilité et de solidarité. Cet équilibre est également l'une des pierres angulaires du succès européen. La CESI s'engage à protéger et à continuer à développer à l'échelon international cet acquis qui est tout sauf une évidence.
- B. Le dialogue entre les travailleurs et les employeurs dans tous les secteurs et à tous les niveaux est un pilier du modèle social européen. Toute attaque contre ces structures est également une attaque contre l'Europe. La CESI et ses syndicats membres continueront, également à l'avenir, à s'engager en faveur du maintien et du développement du dialogue social.
- C. Les libertés fondamentales du marché intérieur européen ne doivent pas conduire à une limitation des acquis sociaux dans les Etats membres. Durant de longues années, la dimension sociale de l'intégration européenne a été reléguée au deuxième plan, derrière la dimension économique. Ce n'est qu'au fil du temps que l'aspect social a été mis sur un pied d'égalité avec les libertés économiques fondamentales, également à l'échelle européenne.
- D. Dans ses arrêts les plus récents, la Cour de justice de l'Union européenne a relativisé les droits des travailleurs vis-à-vis des libertés de marché. La CESI invite la Commission européenne à contrer cette évolution en présentant d'autres propositions législatives.
- E. La CESI demande aux institutions européennes de ne pas ingérer dans les compétences nationales lorsqu'il s'agit des régimes de protection sociale. Les systèmes de retraite, tous avec leurs caractéristiques propres en Europe, doivent ainsi continuer à relever de la compétence des Etats membres. L'Union européenne peut toutefois, dans le cadre de ses compétences, apporter une contribution significative notamment en matière

de simplification de la portabilité des droits à pension. L'organisation des systèmes reste toutefois du ressort national.

- F. Le succès de l'Europe durant les décennies à venir dépendra également de la capacité à intégrer les jeunes dans le marché du travail. La CESI est extrêmement préoccupée par l'ampleur du chômage des jeunes dans de nombreux pays de l'Union européenne et exhorte les Etats membres à concentrer encore davantage leurs efforts sur ce groupe. Les autres catégories de personnes sous-représentées sur le marché du travail – p.ex. les travailleurs âgés (55+) et les femmes – doivent également être mieux encadrées.

(2) Crise financière et crise de l'endettement

- A. La crise de l'endettement en Europe est due à une politique budgétaire insuffisante dans de nombreux

Etats membres, mais également à une grave défaillance des différents marchés, en particulier de celui du secteur bancaire. La CESI en appelle aux institutions européennes pour qu'elles s'engagent en faveur d'une régulation plus forte des marchés financiers et qu'elles veillent simultanément à ce que la politique budgétaire nationale soit conçue de manière nettement plus durable.

- B. C'est pour cette raison que la CESI plaide en faveur de l'introduction d'une taxe internationale sur les transactions financières. Si celle-ci s'avérait difficile à concrétiser au niveau politique, un premier pas pourrait consister à introduire la taxe au sein de l'Union européenne ou, dans un premier temps, dans certains pays de la Communauté triés sur le volet. Une taxe sur les transactions financières permettrait non seulement de responsabiliser financièrement les auteurs de la crise, mais également de modérer la propension aux risques des acteurs sur les marchés financiers. Les recettes perçues par le biais de la taxe sur les transactions financières devraient être utilisées pour réduire la dette publique.
- C. La CESI demande également un meilleur contrôle des agences de notation dont les agissements ont un grand impact économique et dont les fondements et les méthodes ne peuvent que difficilement être vérifiés. L'idée de créer une agence de notation indépendante en Europe doit être poussée plus avant.
- D. La dette publique élevée de nombreux Etats membres menace la capacité d'intervention de l'Etat. Il est indispensable d'alléger le fardeau de cette dette. L'objectif ne pourra toutefois être atteint qu'en combinant investissements et mesures d'économie. Une politique d'austérité pure, dépourvue de mesures de croissance, apparaît comme une impossibilité. Une politique monétaire

uniforme, tenant également compte de l'objectif de l'euro, n'est durable que si des orientations fiscales communes la sous-tendent.

- E. Les Etats membres de l'Union européenne doivent œuvrer en faveur d'une administration des finances forte. Le manque de personnel dans les administrations fiscales s'est ainsi traduit par d'importantes pertes de recettes fiscales pour les Etats. Des administrations robustes sont nécessaires à l'équilibre budgétaire et au bon fonctionnement de la communauté.
- F. La CESI se prononce en faveur de la poursuite du processus de modernisation des administrations. Une dotation personnelle adéquate, une formation ciblée du personnel, ainsi que le recours à des systèmes de communication et de gestion modernes doivent permettre aux administrations de mieux prendre en compte les besoins des citoyens et de l'économie.

(3) Privatisations

- A. Jusqu'à l'éclatement de la crise économique mondiale suite à la crise financière, la conviction qui prédominait dans les sphères politiques de nombreux pays européens était de croire que le privé valait plus que le public. La grave défaillance du marché, devenue clairement visible en 2008, est venue modifier ce point de vue. Nombre de pays se voient toutefois contraints de privatiser des infrastructures publiques dans le cadre de leur assainissement budgétaire, avec des conséquences très lourdes pour l'Etat et ce qu'il représente tout comme pour les travailleurs.
- B. Les Etats membres de l'UE et leurs administrations publiques sont les garants de la paix, de la prospérité et de la démocratie. Ils sont les gardiens des droits fondamentaux et de l'Etat de droit et définissent –

Suite page 27



Le nouveau Bureau restreint de la CESI

«Pour une Europe sociale et démocratique»



Suite de la page 25

conjointement avec les institutions européennes – les conditions cadres pour la croissance, l’emploi et les investissements dans le système économique social de l’Europe.

- C. La CESI considère que les privatisations de ces dernières années sont allées trop loin. La chose publique dépend de services publics qui fonctionnent. Cela concerne les secteurs clés suivants: sécurité intérieure et extérieure, justice, services sociaux et administration communale. Les pouvoirs publics se chargent par ailleurs de soutenir et de promouvoir les engagements du secteur privé. Un réseau de services publics efficace encourage la compétitivité de l’économie et de l’industrie européennes.
- D. C’est pourquoi la CESI invite les Etats membres à ne pas recourir à la suppression d’emplois et à la privatisation dans le secteur public dans le cadre de leur processus d’assainissement des budgets publics. En particulier dans les pays où la situation économique est déjà critique, un tel bradage des services publics ne peut que contribuer à détériorer sérieusement l’offre proposée aux citoyens.
- E. L’Etat est à tout moment responsable de la fourniture de services publics même s’il n’en est pas lui-même le prestataire. La CESI s’engage pour faire revenir les secteurs privatisés entre les mains du secteur public ou pour mettre un terme à une délégation si le service fourni ne correspond pas aux exigences de l’Etat.
- F. Les services d’intérêt général (SIG) constituent le noyau des services publics ouverts au marché. La CESI invite les institutions européennes, et en particulier la Commission européenne, à lever les incertitudes juridiques existantes par le biais d’une directive cadre. Dans ce contexte, il convient de tenir compte du pouvoir discrétionnaire des autorités locales. Une telle directive devrait prévoir une certaine marge de manoeuvre pour que l’administration publique puisse elle-même veiller à la fourniture de services de qualité. La CESI invite les institutions européennes à prendre des initiatives communes sur les SIG.
- G. La CESI demande aux institutions européennes de continuer, dans le cadre de leurs compétences, à soutenir les communes dans leurs efforts d’améliorer les conditions de vie locales au travers de services publics de haute qualité. La CESI salue les processus de recomunalisation axés sur l’intérêt commun.

(4) Changement démographique

- A. L’Europe connaît un profond bouleversement. Une population vieillissante en hausse est opposée à une

population jeune en déclin. Cette situation se traduit par d’importants changements sur le marché de l’emploi et grève considérablement les systèmes sociaux et de retraite des Etats européens.

- B. La CESI soutient les efforts déployés par ses syndicats membres qui s’engagent en faveur de réformes des systèmes de sécurité sociale pour que ces derniers cadrent avec le changement démographique. Il convient à cette fin d’évaluer et de prendre en compte de la même manière les besoins de toutes les catégories d’âge. Des réformes qui ne bénéficieraient pas du soutien de la société et qui seraient entreprises avec trop de brusquerie sont vouées à l’échec. La CESI invite les institutions européennes à respecter la souveraineté des Etats membres s’agissant de la conception sociale de leurs régimes de protection.
- C. Le vieillissement de la société met à l’épreuve les systèmes sociaux, en particulier l’assurance maladie et l’assurance dépendance. Dans ce contexte, il ne faut pas uniquement considérer les risques financiers, mais également tenir compte des chances qui découlent de cette évolution. Compte tenu de l’allongement de l’espérance de vie dans les années et décennies à venir, des effectifs sensiblement plus importants qu’aujourd’hui seront nécessaires pour les soins de santé et la dépendance. La CESI et ses syndicats membres considèrent qu’il est de leur devoir d’accompagner cette évolution de manière adéquate, pour ainsi définir et continuer à développer des normes de qualité pour les travailleurs de ces secteurs.
- D. Le monde du travail est en constante mutation. Non seulement les conditions de base de l’emploi ont changé, mais la population salariée a elle aussi radicalement changé. De plus en plus de travailleurs âgés voient leur vie professionnelle s’allonger. Il ne faut pas ignorer les besoins de ces catégories de travailleurs. La CESI en appelle aux institutions européennes pour qu’elles tiennent davantage compte des besoins des travailleurs âgés dans le cadre de leurs efforts en matière de protection du travail.
- E. L’évolution du marché de l’emploi a contribué à un durcissement des conditions de travail pour les jeunes travailleurs. Des relations contractuelles normales deviennent de plus en plus rares pour cette catégorie d’âge. Plutôt que de constituer une exception, les contrats à durée déterminée et une maigre rémunération sont devenues la norme dans certains pays. La CESI invite les Etats membres et les institutions européennes à tenir davantage compte des besoins de la nouvelle génération de travailleurs dans leurs efforts de renforcer le marché du travail et

à leur donner la possibilité de commencer leur vie professionnelle dans un contexte de stabilité, ce qui leur permettra de planifier avec sérénité leur vie professionnelle et familiale.

- F. La polarisation du monde du travail a instauré un climat de concurrence entre les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés. Ces deux groupes ont souvent l’impression d’être opposés les uns aux autres. La CESI invite les Etats membres et les institutions européennes à aspirer davantage à un équilibre dans les discussions politiques. Ce n’est que dans l’union et non dans l’opposition des générations qu’il sera possible de faire face au changement démographique. Dans le monde professionnel, toutes les catégories d’âge avec leurs compétences et leurs besoins doivent être reconnues; l’innovation et l’expérience devraient se compléter et non se contredire.

transferts de compétences du niveau national vers le niveau européen.

- C. La solidarité est une conditions sine qua non à une politique européenne sociale et de l’emploi et la solidarité doit à son tour inclure la défense de valeurs communes.
- D. L’Europe est en constant devenir et en constant changement. L’Europe se fondera également à l’avenir sur les valeurs fondamentales que sont la subsidiarité et la proportionnalité. Chaque niveau doit contribuer là où il est le plus apte à le faire.
- E. La CESI s’engage pour une démocratisation plus poussée des structures européennes. Le Parlement européen qui s’est déjà vu conférer davantage de compétences par le biais du traité de Lisbonne doit, au travers d’un droit d’initiative propre, devenir un Parlement digne de ce nom. Le Parlement étant le seul



M. Romain Wolff, président de la CESI, en discussion avec le secrétaire général, M. Klaus Heeger

(5) L’Europe au 21^e siècle

- A. La CESI s’engage pour une Europe démocratique et sociale. Depuis le début, l’intégration européenne est un garant de la paix entre les Etats membres. L’on ne peut cesser de louer cette réalisation historique. Elle doit également servir de fondement et d’incitation à d’autres initiatives en faveur de l’intégration. Ce n’est que dans l’unité que l’Europe peut exister.
- B. La CESI voit l’avenir de l’Union européenne dans une nouvelle unification plus poussée. Des étapes importantes, telles qu’une meilleure coordination des budgets, ont déjà été définies en pleine crise. Une surveillance bancaire européenne et une union fiscale comme objectif à plus long terme sont indispensables aux yeux de la CESI. La CESI est consciente du fait qu’un approfondissement plus poussé s’accompagne également de nouveaux

organe parmi les institutions européennes à être élu directement, il est d’autant plus important qu’il puisse, de son propre chef, faire entendre sa voix sur toutes les questions.

- F. Une démocratie plus poussée au niveau européen doit venir côtoyer les démocraties nationales. A l’avenir, les parlements nationaux et le Parlement européen devront coopérer plus étroitement qu’aujourd’hui dans le cadre du système multi niveaux européen.
- G. La démocratisation devrait devenir une réalité dans toutes les institutions de l’Union européenne. La CESI s’engage pour une Union européenne dans laquelle les décisions sont prises de manière transparente et dans l’intérêt des citoyens. Il ne s’agit pas de copier les processus décisionnels nationaux, mais bien plus d’aspirer à une structure européenne originaire.



M. Erny Reuter, vice-président de l’Académie Europe de la CESI

L'Italie du Bel Canto

Rossini, Verdi, Puccini

Si les extravagances financières de la Grèce ces dernières décennies ne diminuent en rien les mérites d'Athènes comme berceau de la civilisation occidentale, la même admiration se porte également à l'Italie, actuellement en de mauvais draps financiers elle aussi. En effet, où en serait l'Occident sans la Renaissance italienne qui a transformé de fond en comble l'évolution de l'Europe à la fin du Moyen Âge. L'Italie est restée jusqu'à ce jour dans l'imaginaire des Cisalpins comme le pays de rêve, de beauté, de luxe et de volupté... Elle n'a cessé d'enrichir la vie culturelle du monde non seulement par ses beaux-arts mais également par sa musique et plus particulièrement par l'opéra et son légendaire Bel Canto.

Les grands maîtres italiens du 19^{ème} siècle et au-delà en fournissent la preuve éclatante. Un voyage d'études dans leur terroir d'origine fournit l'occasion de les réécouter une fois de plus in situ mais aussi de mieux cerner et comprendre leurs person-



Villa Verdi à Sant'Agata

l'Europe dans des endroits comme le Caire ou le Nouveau Monde. Rossini arrête subitement sa carrière musicale à 37 ans, Verdi continue jusque dans ses quatre-vingts ans et Puccini est emporté par la maladie au milieu de sa cinquantaine. Tous les trois ont été de grands voyageurs, sont devenus immensément riches et ont fait don de leur fortune à des œuvres charitables respectivement à des musées de leur ville natale. Chacun a marqué de son empreinte l'évolution de l'opéra en Italie et au-delà.

Gioachino ROSSINI

L'aîné des trois, Gioachino Rossini, né en 1792 à Pesaro dans les marches pontificales, s'est révélé dès son plus jeune âge comme un enfant prodige, féru de musique dont il s'approprie très vite les connaissances indispensables. Après une enfance mouvementée, il parfait son éducation musicale à Bologne en se passionnant pour l'œuvre de Mozart et de Haydn. Il se lance très tôt dans la composition en abordant tous les genres de l'opéra, depuis la farce jusqu'à l'opéra sérieux. Il composa plus de 39 pièces – un record – et cela en l'espace de quinze ans sur toutes les scènes de l'Italie et d'ailleurs. Beaucoup de ses œuvres sont jouées partout dans le monde jusqu'à nos jours, surtout les trois célèbres: «Le barbier de Séville», «La pie voleuse» et «Guillaume Tell», connues, entre autres, pour leurs ouvertures. Rossini était un personnage haut en couleur, plein d'humour, extrêmement vivace, joyeux luron, pince sans rire, bon vivant, aimant les jolies femmes et encore plus les délices de la bonne chère. Se sentant mal à l'aise en Italie, il va s'établir à Paris dans un appartement luxueux en ville et dans une villa confortable à Passy. Encore en pleine activité, il a la chance de trouver en Stendhal non seulement un admirateur passionné mais aussi un biographe de renom assez peu avare de louanges. En 1830, il arrête d'un seul coup ses compositions d'opéra et, riche comme Crésus, s'adonne pendant la deuxième moitié de sa vie aux plaisirs de sa table très conviviale et célèbre, ce qui se reflète dans son embonpoint, aubaine pour tous les caricaturistes de l'époque. Sur le tard, il se consacre à la composition de mélodies, de musique sacrée et de musique instrumentale pour son propre plaisir et celui de son entourage: «Les péchés de vieillesse», «Le Stabat Mater», «La Petite Messe Solennelle» entre autres, avant de s'éteindre en 1868. Enterré d'abord au Père Lachaise, il fut transféré vingt

ans plus tard en Italie où il repose en l'église Santa Croce à Florence.

Rossini laissa toute sa fortune à sa ville natale Pesaro qui l'honore comme son fils le plus célèbre par une imposante statue en bronze, un conservatoire et un théâtre qui portent son nom, sa maison natale réaménagée en musée et enfin un Festival Rossini annuel qui attire ses fans du monde entier. Par ses innovations musicales, il a durablement influencé l'évolution de l'opéra et ses successeurs, parmi lesquels Verdi, qui ne lui cachait pas son admiration. Les mortels insensibles aux charmes du Bel Canto le découvrent dans un cadre culinaire sous la forme du tournedos Rossini qui rappelle sa veine épicurienne de bon vivant.

Giuseppe VERDI

On s'accorde en général à considérer Giuseppe Verdi comme le plus grand des compositeurs italiens. En effet, il a laissé une œuvre monumentale et dès ses débuts a joué un rôle important lors du Risorgimento, c'est-à-dire de la lutte pour l'indépendance et l'unité italiennes, pour devenir à la fin de sa longue vie un héros national, le plus populaire des Italiens, honoré par des funérailles nationales.

Giuseppe Verdi est né en 1813, la même année que Richard Wagner, à Roncole, un patelin de l'Emilia sur les bords du Po. Il prend goût à la musique d'abord comme enfant de chœur, devenu organiste à 11 ans dans l'église paroissiale. Un riche commerçant, Antonio Barezzi, féru de musique et mécène, découvre le talent de Giuseppe et convainc le père, tenant de taverne, de laisser son fils poursuivre des études musicales au chef-lieu régional Busseto et même plus tard à Milan. Refusé au Conservatoire de Milan, le jeune Verdi, grâce à l'aide financière de Barezzi, réussit à parfaire son éducation musicale dans des cours privés de Lavigna, musicien à la Scala.

Verdi épouse Margherita, la fille de son bienfaiteur, et se lance dans la composition d'opéra. Ses débuts sont difficiles et il est accablé dans sa vie privée par les morts successives de ses deux enfants peu après leur naissance et immédiatement après celle de sa femme. On pense que Verdi ne s'en est jamais tout à fait remis, d'où l'expression triste et mélancolique, sans l'esquisse d'un sourire, qu'il a gardée sur tous ses portraits jusqu'à la fin de sa vie.

Malgré ces coups du sort durs, Verdi réussit à s'imposer en mars 1842 avec

Nabucco, un vrai triomphe. Il fait en même temps la connaissance de la soprano Giuseppina Strepponi qui devient sa compagne et sa femme jusqu'à la fin de sa vie. Pendant les vingt années qui vont suivre, il multiplie les succès sur les grandes scènes de l'Italie et en dehors. À côté des mélodrames de tonalité nationale comme «Les Lombards» ou «Jeanne d'Arc», les opéras de Verdi s'orientent vers l'exploration psychologique de l'âme de ses héros, comme «Macbeth», et porteront en même temps sur la critique de la société et de son hypocrisie, comme «Rigoletto» ou «La Traviata».

La gloire de Verdi atteint de tels sommets que le Khédive d'Égypte après avoir entendu le «Rigoletto» lors de l'ouverture de l'Opéra du Caire lui commanda un nouvel opéra. Ce sera «Aïda» en 1871 au Caire. Ses succès musicaux ont fait entre-temps de Verdi l'homme le plus riche d'Italie. Verdi devient grand propriétaire terrien à Busseto et y établit sa résidence



Statue de Verdi à Busseto



Statue de Rossini au Conservatorio Rossini à Pesaro, sa ville natale

nalités, leurs atouts et leurs péchés mignons ainsi que le cadre intime de leurs créations.

Le présent article s'intéresse essentiellement aux endroits historiques qui ont joué un rôle dans la vie et l'œuvre des trois compositeurs, Gioachino Rossini, Giuseppe Verdi et Giacomo Puccini et aux monuments et musées qui honorent leur mémoire et ne s'aventureront pas sur les plates-bandes des spécialistes musicologues bien mieux placés pour en apprécier les qualités musicales.

Originaires de l'Italie centrale, entre Milan et Rome, issus tous les trois de familles modestes, ils ont commencé à exercer leurs talents dès leur très jeune âge entre 6 et 7 ans. Après des années d'apprentissage, souvent hasardeuses, parfois marquées de revers, ils ont fini par assimiler à force de travail et d'entraînement rigoureux les éléments clefs de l'instrumentation et les règles de l'orchestration et de l'écriture.

Ambitieux et inlassables dans leur volonté de réussir, tous les trois, après des débuts diversement accueillis, finissent par s'imposer parmi les Grands, Rossini au milieu de sa vingtaine, Verdi à la fin de sa vingtaine et Puccini au début de sa trentaine. Dès lors, ils sont comme possédés par le démon de la composition et leurs succès se multiplient et passent les frontières de l'Italie, après Milan, Venise, Turin, Naples et Rome. Ils sont fêtés à Paris, Londres, Vienne, Berlin, St Petersburg et même en dehors de

personnelle fixe, la Sant'Agata, haut lieu du Culte Verdien transformé aujourd'hui en Musée du maestro, avec tout le mobilier dont il s'était entouré au fil des décennies, y inclus ses carrosses de luxe.

Les années 70 à 80 sont en grande partie passées à retravailler ses grands opéras pour leur donner la version définitive correspondant mieux à la vision perfectionniste du maestro. La mort de Rossini en 1868 puis celle de l'écrivain Alessandro Manzoni en 1873 qu'il vénérât encore plus, lui inspirèrent sa «Messe de Requiem», une espèce de drame religieux qu'on a souvent tendance à désigner comme son plus grand opéra.

Enfin, durant ses dernières décennies, dans un surprenant élan de renouveau musical, Verdi retourne à son auteur préféré Shakespeare avec «Otello» en 1887 et «Falstaff» en 1893, de véritables drames musicaux. Les toutes dernières années, alors qu'il était déjà devenu un monument national vivant, il composa, tout comme son prédécesseur Rossini, ses Pièces sacrées, dont un «Te Deum».

Il réalisa en même temps le projet qui lui tenait le plus à cœur, la Maison de retraite pour musiciens démunis, la «Casa Verdi» à Milan. Ce n'était d'ailleurs pas son seul projet philanthropique alors qu'il légua toutes ses autres propriétés à sa fille adoptive Filomena dont les descendants habitent toujours la Villa Sant'Agata. La casa Barezzi à Busseto rappelle par ailleurs non seulement le souvenir de



Casa di Riposo Verdi à Milan

son bienfaiteur mais aussi le cadre de la jeunesse de Verdi.

Verdi s’est éteint le 27 janvier 1901 à Milan entouré de ses amis fidèles Boito, Ricordi et Arturo Toscanini, devenu entre-temps chef d’orchestre à la Scala de Milan. Accompagné d’une foule immense, de plusieurs centaines de milliers de gens, Verdi trouva sa dernière demeure à côté de sa femme décédée en 1897 dans la «Casa Verdi» de Milan.

Verdi n’était pas seulement un grand compositeur mais aussi un grand homme, populaire entre tous.

Giacomo PUCCINI

Puccini continue la ronde des grands compositeurs d’opéras italiens au début du 20^{ème} siècle. Le cadet des trois, il subit l’influence de la musique de Richard Wagner tout en admirant l’œuvre de Verdi. Ce fut d’ailleurs après avoir vu «Aïda» en 1876 à Pise qu’il se décida pour la carrière de compositeur. Giacomo Puccini est né en 1858 à Lucques en Toscane dans une famille de musiciens depuis quatre générations. Après avoir perdu tout jeune son père, il put quand même poursuivre ses études musicales avec l’appui financier d’un oncle et une bourse royale pour les terminer avec succès au conservatoire de Milan. Une première composition, le «Capriccio Sinfonico», attira alors l’attention des critiques.

Au physique, Puccini était un bel homme, grand, élégant, toujours tiré à quatre épingles avec une moustache qui rappelle celle de Guy de Maupassant. Tout comme ce dernier, il resta toute sa vie un coureur de jupons impénitent avec un palmarès de conquêtes féminines impressionnant souvent émaillé de scandales.

Il commença d’ailleurs par un scandale en séduisant Elvira, la femme d’un riche commerçant, avec qui il eut un fils, Antonio, et qui, jalouse, eut à subir ses escapades innombrables au-delà d’un mariage plutôt houleux.

Puccini réussit à s’imposer parmi les Grands en 1893 avec «Manon Lescaut», qui fit éclater son talent au grand jour. La nouvelle gloire entraîna immédiatement un vrai pactole financier, de sorte qu’à la suite il put racheter la maison paternelle à Lucques et aménager une résidence somptueuse à Torre del Lago au Lac Massaciuccoli, avec une flotte de yachts sur le lac et en Méditerranée. Féré de voitures, Puccini en eut toujours les derniers modèles de l’époque, un De Dion-Bouton et après un Sizaire et Naudin, les prédécesseurs des Ferrari. Partisan enthousiaste du progrès technique, comptant l’inventeur Edison parmi ses fans, Puccini, par exemple, était l’un des rares hommes privés de l’époque à avoir le téléphone.

Trois années après le succès de «Manon Lescaut», Puccini récidiva avec «La Bohème», également d’inspiration française et mise en scène à Turin en 1896 sous la direction d’une nouvelle étoile montante, Arturo Toscanini. L’impact de l’opéra sur le

Résidence de Puccini à Torre del Lago



public, ses scènes populaires émotionnelles et lyriques en assurèrent la popularité en Italie et dans le monde battant tous les records de représentations.

Près de sa résidence à Torre del Lago, Puccini avec des copains de tout bord fonda le club de la Bohème. Ils s’y retrouvent souvent dans un chalet en bois pour faire la fête, la charte du club exigeant de ses membres de bien vivre et de manger encore mieux. En étaient exclus les visages pâles, les pédants, les casse-pieds, les estomacs délicats, les pauvres d’esprit et autres tarés du même genre. Jeux licites, silence et sagesse étaient strictement interdits. À l’ordre du jour on retrouve le vin, la bonne chère, les blagues grivoises, les affaires amoureuses ... Puccini aimait cette atmosphère populaire qu’on retrouve dans ses opéras.

Contrairement à Rossini qui produisit ses nombreux opéras au pas de course, Puccini, après «La Bohème», prit tout son temps à travailler à «La Tosca», d’après une pièce de théâtre de Sardou dans laquelle s’était déjà distinguée la célèbre Sarah Bernhard. Cette fois-ci la première eut lieu en 1900 à Rome alors que l’Italie traversait une grave crise politique qui se reflétait dans l’opéra truffé d’allusions à la réalité politique plutôt agitée. La maîtrise de sa composition musicale réunissant les différents épisodes en

une unité dramatique, rehaussa encore le prestige de Puccini parmi les mélomanes. «La Tosca» devint ainsi l’ouverture vers le 20^e siècle.

Quatre années plus tard, en 1904, eut lieu, à la Scala de Milan, la première de «Madame Butterfly» d’après une

pièce de l’Américain Belasco. Dans le cadre exotique du Japon, Madame Butterfly est une mise en accusation en règle de la perfidie occidentale face à la dignité un peu archaïque de la société japonaise.

La gloire de Puccini est à son comble et il la goûte à pleins traits, harcelé cependant de temps à autre par les crises de jalousie de sa femme lancée sur les traces de ses escapades. Après un voyage en Égypte, Puccini s’embarqua en 1907 pour New York, entre autres, à la recherche d’un nouveau sujet d’opéra. Encore le même Belasco le lui fournit avec sa pièce «La fille du Far West». Après une longue période de gestation troublée par d’autres frasques du maestro, la première eut lieu en sa présence en décembre 1910 au Metropolitan Theater de New York, avec comme stars Enrico Caruso dans un rôle principal et Arturo Toscanini au pupitre.

La gloire et les finances de Puccini y trouvèrent leur compte. Après quoi les excès de sa vie de tous les jours se firent sentir. Son inspiration et sa créativité en firent les frais. Une tentative de composer une opérette à la Franz Lehár, son ami autrichien, fit long feu. Même sa métamorphose en opéra-comique «La Rondine», mise en scène à Monte-Carlo en 1917, d’abord bien reçue, eut des retombées critiques par après car son contenu de «Dolce Vita» en pleine guerre était ressenti comme

choquant par l’opinion publique italienne et française.

Quand l’année d’après il présente en décembre 1918 au Metropolitan à New York un triptyque de trois opéras réunis en un ensemble «Il Trittico», on salua la performance technique mais l’enthousiasme fit défaut. Le naufrage politique de l’Italie après la Guerre fit sombrer Puccini dans un état pessimiste et dépressif. Il quitta Torre del Lago, où il se sentait de plus en plus mal à l’aise, pour une villa luxueuse dans le port de Viareggio. Malgré ces états d’âme de mauvais augure, il se mit au travail pour un nouvel opéra, «Turandot», basé sur une pièce du 18^e siècle de Carlo Gozzi, d’après une légende chinoise. Durant sa composition, il avait avec les plus grandes réticences écouté des œuvres de Schönberg, Stravinsky et Debussy. Il en retira l’impression qu’il était devenu vieux jeu. Fin novembre 1924, alors qu’il avait presque terminé son «Turandot», une intervention chirurgicale urgente s’imposa. La cause fut un cancer du larynx, conséquence de ses habitudes de fumeur invétéré. Il s’effondra au lendemain de l’intervention, le 29 novembre 1924 à Bruxelles.

Toscanini dirigea l’orchestre de la Scala lors de ses funérailles à la cathé-

drale de Milan le 3 décembre 1924 et également le même orchestre lors de la première de «Turandot» incomplet à la Scala le 25 avril 1926. Puccini trouva sa dernière demeure, bientôt rejoint par sa femme et son fils, dans sa propriété de Torre del Lago transformée en Musée Puccini au bord du lac Massaciuccoli où il aimait vivre et travailler à ses compositions. Avec lui s’arrête l’extraordinaire lignée des grands compositeurs d’opéras italiens.

e.h.

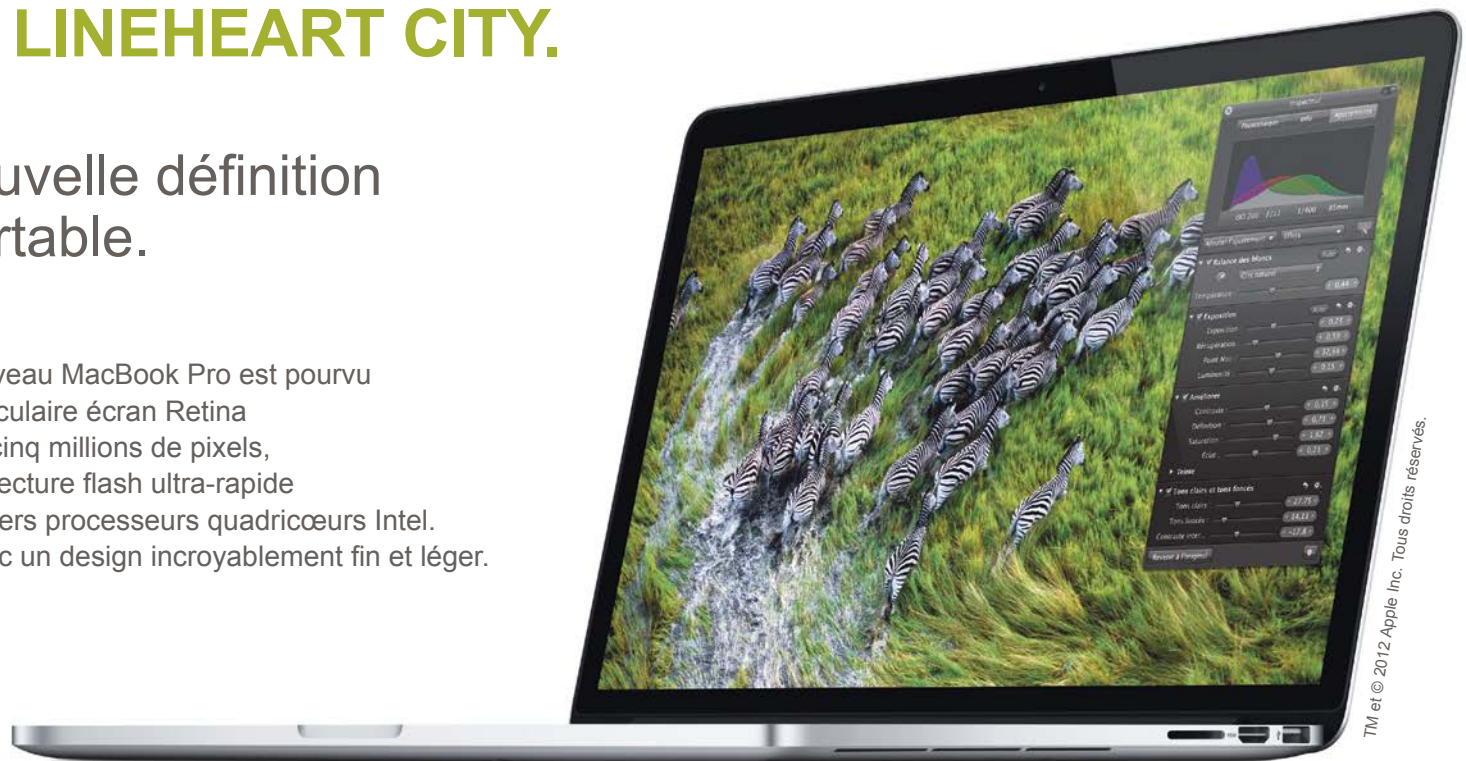


Statue de Puccini à Lucca devant sa maison natale

Venez découvrir le MacBook Pro avec écran Retina chez LINEHEART CITY.

La nouvelle définition
du portable.

Le tout nouveau MacBook Pro est pourvu
d'un spectaculaire écran Retina
de plus de cinq millions de pixels,
d'une architecture flash ultra-rapide
et des derniers processeurs quadricœurs Intel.
Le tout, avec un design incroyablement fin et léger.



Rendez-vous chez
votre expert Apple le plus proche.

LINEHEART CITY



Leudelange • Luxembourg-Ville • Esch-sur-Alzette • City Concorde • Galerie Auchan

Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires,
n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL
BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

bgl.lu

Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

AWIETOR
VIANDES EN GROS

www.wietor.lu

19A, rue de Haller
L-6312 Beaufort
Tél : 83 64 85-1
Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu



Wo steuern Sie hin?

Bausparen – Steuern sparen

Ihr BHW-Berater gibt Ihnen dazu die besten Tipps und informiert Sie über die staatlichen Steuerfreibeträge – damit Sie alles bekommen, was Ihnen zusteht. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.



BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

